

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

DISTANCE IDÉOLOGIQUE ET
REFROIDISSEMENT DES RELATIONS SYRIANO-AMÉRICAINES
ENTRE 2001 ET 2005

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
SÉBASTIEN AREL

MAI 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

En préambule à ce mémoire, je souhaitais adresser mes remerciements les plus sincères aux personnes qui m'ont apporté leur aide et qui ont contribué à l'élaboration de ce mémoire ainsi qu'à la réussite de cette formidable année universitaire.

Je tiens à remercier sincèrement Monsieur Stefan Winter qui, en tant que Directeur de mémoire, s'est toujours montré à l'écoute et très disponible tout au long de la réalisation de ce mémoire, ainsi que pour l'inspiration, l'aide et le temps qu'il a bien voulu me consacrer et sans qui ce mémoire n'aurait jamais vu le jour.

Je n'oublie pas mes parents pour leur contribution, leur soutien et leur patience. Je tiens à exprimer ma reconnaissance envers Christina Bellevue qui a eu la gentillesse de lire et corriger ce travail.

Enfin, j'adresse mes plus sincères remerciements à tous mes proches et amis, dont Aurélie Quesada, Philippe Dupuis et Caroline Nadeau, qui m'ont toujours soutenu et encouragé au cours de la réalisation de ce mémoire.

Merci à tous et à toutes.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ.....	v
INTRODUCTION	1
1.1 Revue de la littérature : Synthèse des différentes hypothèses.....	2
1.1.1 Analyse cognitive du président : Ambiguïtés de la personnalité de Bashar al Asad comme origine des problèmes diplomatiques de la Syrie au Moyen-Orient	2
1.1.2 Analyse du régime syrien : Lutte de pouvoir comme source des problèmes syriens	6
1.1.3 Analyse systémique : Revirement de l'attitude du gouvernement américain envers les intérêts syriens comme source des problèmes de la Syrie	9
1.2 Constatation	13
1.3 Cadre théorique	17
1.3.1 Concept de distance idéologique	17
1.3.2 Modèle évolutionniste.....	19
1.3.3 Opérationnalisation des concepts.....	21
1.4 Question de recherche	23
1.5 Méthodologie.....	23
1.6 Division du mémoire.....	24

CHAPITRE I

2001-2003 : DE LA COOPÉRATION À L'HOSTILITÉ OUVERTE : DISTANCE IDÉOLOGIQUE ET COMPORTEMENTS SYRIENS ET AMÉRICAINS LORS DE LA « GUERRE CONTRE LE TERRORISME », DU CONFLIT ISRAËLO- PALESTINIEN ET DE L'INVASION AMÉRICAINE DE L'IRAK	26
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

2.1 Définition américaine et syrienne du concept de « terrorisme »	29
--------------------------------------------------------------------------	----

2.2 Similarité idéologique et « guerre contre le terrorisme » : rapprochement diplomatique et avantages obtenus par la Syrie.....	32
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

2.3 Différend idéologique et conflit israélo-palestinien : éloignement diplomatique et contestation mutuelle	39
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

2.4 Contribution syrienne à la « guerre contre le terrorisme » et soutien américain contre les contestataires anti-syriens.....	46
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

2.5 Différend idéologique et problématique irakienne : éloignement diplomatique et comportements hostiles.....	50
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

2.6 Synthèse.....	61
-------------------	----

CHAPITRE II

2003-2005 : DE L'HOSTILITÉ OUVERTE À LA RUPTURE : DISTANCIATION IDÉOLOGIQUE, NOUVELLE STRUCTURE RELATIONNELLE ET COMPORTEMENTS SYRIENS ET AMÉRICAINS LORS DE LA RÉSURGENCE DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN ET DE LA STABILISATION DU CONTEXTE SÉCURITAIRE EN IRAK ET AU LIBAN.....	63
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

3.1 Conditions américaines : Imposition d'un nouveau cadre relationnel.....	66
-----------------------------------------------------------------------------	----

3.2 Différend idéologique et conflit israélo-palestinien : éloignement diplomatique et menace de sanctions.....	68
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

3.3 Différend idéologique et problématique irakienne : éloignement diplomatique et application de sanctions	75
3.4 Différend idéologique et problématique libanaise : rupture diplomatique et marginalisation syrienne	83
3.5 Synthèse.....	93
CONCLUSION.....	95
BIBLIOGRAPHIE.....	102
1. Articles scientifiques.....	102
2. Articles de périodiques électroniques	104
3. Conférences ou discours	106
4. Sites Internet.....	108
5. Articles de journaux	110
6. Monographie	118
7. Thèses et mémoires.....	119

RÉSUMÉ

L'arrivée au pouvoir de Bashar al-Asad à la tête de l'État syrien, en juin 2000, annonçait pour certains l'espoir d'un rapprochement diplomatique entre les gouvernements occidentaux et la Syrie. Malheureusement, et ce, malgré les attentes, la Syrie a poursuivi le chemin inverse au cours des cinq années suivantes, au point de se voir isolée sur la scène régionale. De ce fait, plusieurs spécialistes de la politique syrienne ont étudié la situation afin de mieux comprendre l'origine de cette détérioration politique. Cependant, suite à l'étude de leurs conclusions, plusieurs questions demeureront sans réponse sur les liens entre la dégradation des relations syriano-américaines et la marginalisation de la Syrie sur la scène régionale durant les années 2001 à 2005.

Dans le cadre de cette recherche, nous avons cherché à déterminer les causes reliées à la détérioration des relations entre la Syrie et les États-Unis et à l'isolement de ce pays arabe sur la scène régionale entre 2001 et 2005. Pour arriver à nos résultats, nous nous sommes d'abord basés sur une démarche hypothético-déductive, puis sur le concept de *distance* idéologique à travers une perspective évolutionniste des relations inter-étatiques. Dans le but d'obtenir une analyse éclairée, nous nous sommes posé la question suivante : quel impact la distance idéologique a-t-elle eu sur l'établissement de relations syriano-américaines tendues et la marginalisation syrienne sur la scène régionale entre 2001 et 2005? En rattachant notre concept de distance idéologique à l'articulation évolutionniste des relations inter-étatiques, nous avons pu conclure que le conflit d'intérêts initial favorisant l'évolution négative d'une relation inter-étatique était dépendant de la distance idéologique entre les deux États à propos d'une série d'événements survenus durant cette époque.

Suivant l'utilisation de données tirées d'articles scientifiques d'experts, d'un corpus provenant d'agences spécialisées en traduction de journaux arabes et quotidiens occidentaux et d'archives gouvernementales américaines, nous avons d'abord noté, dans le cadre du premier chapitre, que lors de la période entre septembre 2001 et avril 2003 les relations syriano-américaines ont connu une détérioration en raison des enjeux entourant le « terrorisme » et la condition irakienne lors de la « guerre contre le terrorisme », du conflit israélo-palestinien et de l'invasion américaine de l'Irak. Nous avons aussi observé, dans le cadre du second chapitre, l'influence de la distance idéologique au cours de la période de mai 2003 à avril 2005. Nous avons identifié les enjeux entourant les conditions américaines dans les dossiers israélo-palestinien, irakien et libanais, comme étant les facteurs qui ont mené à l'interruption des relations syriano-américaines et à la marginalisation de la Syrie sur la scène moyen-orientale. Conséquemment, dans son ensemble, nous avons constaté que l'accumulation de désaccords interprétatifs entre les États-Unis et la Syrie — résultant de la présence continue d'une distance idéologique sur l'ensemble des enjeux liés aux événements survenus entre 2001 et 2005 —, a engendré la détérioration progressive et la discontinuation finale des relations syriano-américaines, ainsi que l'isolement forcé du régime syrien sur la scène moyen-orientale.

Mots clés : Syrie, États-Unis, distance idéologique, théorie évolutionniste des relations inter-étatiques, terrorisme, conflit israélo-palestinien, Irak, Liban.

INTRODUCTION

L'arrivée au pouvoir de Bashar al-Asad à la tête de l'État syrien, en juin 2000, annonçait pour certains l'espoir d'un rapprochement diplomatique entre les gouvernements occidentaux et la Syrie¹. Selon ces derniers, une nouvelle ère de démocratisation politique et de libéralisme économique défilerait sur la Syrie grâce à ce jeune président réformateur. À titre de preuve, la secrétaire d'État Madeleine Albright, représentant le président démocrate Bill Clinton lors des funérailles du président Hafiz al-Asad le 13 juin 2000, a affiché ouvertement son soutien à l'ascension d'al-Asad fils à la tête de l'État syrien². Poursuivant cette même ouverture envers le nouveau dirigeant syrien, le nouveau président américain, Georges W. Bush, et son secrétaire d'État, Colin Powell, ont renoncé à une rencontre avec le Cardinal Nasrallah Boutros Sfeir, patriarche de l'Église maronite du Liban et farouche opposant de la présence syrienne en sol libanais, lors de sa visite aux États-Unis en mars 2001³.

Malheureusement, au cours des cinq années suivantes, un refroidissement diplomatique se produisit entre le régime syrien et l'administration américaine. D'abord, misant sur la valeur stratégique des Syriens sur la question du « terrorisme », l'administration américaine obtint une collaboration marquée du régime syrien afin de recueillir les informations nécessaires pour saisir les responsables des attentats du 11 septembre 2001 à New York et Washington. Cependant, lorsque l'administration Bush se concentra au cours des années suivantes aux problématiques israélo-palestiniennes, irakiennes, et libanaises, le nouveau président syrien, Bashar al-Asad, allait décevoir les responsables américains. Une confrontation d'abord verbale au sujet des mouvements palestiniens et libanais suivie de différends diplomatiques important sur la question de la menace irakienne et de la stabilité politique au Liban menèrent au retrait de l'ambassadrice américaine de Damas. Que s'est-il

¹ Pour plus de détails, consulter : Zisser, Eyal. 2003. « Does Bashar al-Asad rule Syria? ». *Middle East Quarterly*, vol. 10, no 1 (Winter), p. 15-23.

² Burhan Ghalioun, « Où s'en va la Syrie », conférence donnée dans le cadre des "Entretiens d'Euromed-IHEDN", Paris, 15 novembre 2007, en ligne, http://www.mc-doualiya.com/rmfr/articles/085/article_92.asp, page consultée le 3 juillet 2009.

³ Gary C. Gambill, 2001, « US Mideast Policy and the Syrian Occupation of Lebanon », In *Middle East Intelligence Bulletin*, vol. 3, no 3 (March), en ligne, http://www.meib.org/articles/0103_11.htm, page consultée le 4 juillet 2009.

passé lors de cette période entre 2001 et 2005 ? Qui en est la cause ? Quels ont été les éléments menant à ce refroidissement diplomatique ? Plusieurs spécialistes de la politique syrienne ont cherché à répondre à ces questions afin de mieux comprendre l'origine de cette détérioration politique. Suite à une revue de la littérature écrite à ce sujet, nous identifions trois hypothèses pouvant expliquer cette impasse diplomatique. Néanmoins, il est à noter que plusieurs questions demeureront sans réponses, car il est difficile d'établir un lien concluant entre ces éléments et leur contribution à la dégradation des relations syriano-américaines et à la marginalisation de la Syrie sur la scène régionale durant les années 2001 à 2005.

1.1 Revue de la littérature : Synthèse des différentes hypothèses

Trois hypothèses ressortent de l'analyse des différents écrits en la matière pour expliquer les débuts de l'aliénation de la Syrie sur la scène régionale entre 2001 et 2005.

1.1.1 Analyse cognitive du président : Ambiguïtés de la personnalité de Bashar al-Asad comme origine des problèmes diplomatiques de la Syrie au Moyen-Orient

À prime abord, un premier groupe de spécialistes a appliqué des démarches d'analyse basée sur une approche psychologique et interprétative des relations internationales pour explorer les facteurs ayant contribué à la détérioration de la Syrie au Moyen-Orient. La plupart d'entre eux affirment que le tempérament du président Bashar al-Asad serait l'un des principaux éléments instigateurs de cette régression diplomatique, mais ils divergent toutefois sur les facettes exactes de sa personnalité qui sont en cause. Pour certains experts comme Perrin⁴, Zisser⁵, Ross⁶ et Harris⁷, les ennuis du gouvernement syrien découleraient de la

⁴ Jean-Pierre Perrin, grand reporter français, est un spécialiste des questions moyen-orientales pour différents journaux comme *Libération* et des revues comme *Politique internationale*.

⁵ Eyal Zisser peut être considéré comme le principal spécialiste sur la question syrienne issu des milieux universitaires israéliens. D'après ses différentes analyses, il donne, par l'utilisation de plusieurs approches théoriques, une variété d'explications de l'évolution politique syrienne. Jusqu'à présent, il est le directeur du *Moshe Dayan Center for Middle Eastern and African Studies* et du département de *Middle Eastern and African History* de l'Université de Tel Aviv.

faiblesse de caractère du président, alliée à ses inaptitudes en politique. Pour d'autres, tels qu'Abrahms⁸ et Rubin⁹, ces difficultés résulteraient plutôt de l'idéologie politique douteuse d'al-Asad, et c'est pourquoi nous explorerons ces deux possibilités de manière plus rigoureuse au cours de ce chapitre.

D'après Perrin, Zisser, Ross et Harris, l'amalgame de la faiblesse de caractère d'al-Asad et de son inexpérience gouvernementale expliquerait « ses tergiversations, ses renversements brutaux de stratégie [et] ses bravades suivies de reculades »¹⁰ menant à la perte d'influence de la Syrie au Moyen-Orient. D'une part, l'analyse de Perrin précise que le manque de jugement du président syrien en matière de politique internationale était flagrant dans la gestion des dossiers libanais et irakien : par exemple, cherchant à tempérer le débat libano-chrétien¹¹ au sujet de la présence des troupes syriennes sur le territoire libanais entre les années 2001 et 2005, le président al-Asad a tenté d'initier un dialogue et de mettre en place une politique de cooptation afin de maîtriser les classes dirigeantes libanaises. Perrin souligne cependant que cette nouvelle orientation aurait accentué le clivage déjà perçu : en d'autres termes, la politique de cooptation aurait été identifiée rapidement par les auteurs de ces manifestations comme étant le produit d'un président faible et naïf, car : « quant à la faiblesse présumée de son caractère, elle encourageait les Libanais à entrer en confrontation

⁶ Dennis Ross est un ancien diplomate américain qui a joué un rôle important au cours des années 1990 dans la politique américaine au Moyen-Orient, et particulièrement à propos du conflit israélo-palestinien. Ayant été directement en contact avec les différents membres du gouvernement syrien, ses observations ont eu un impact considérable dans l'élaboration de différentes politiques américaines à l'égard de la Syrie.

⁷ William Harris, professeur à l'Université d'Otago en Nouvelle-Zélande, est aussi un spécialiste du conflit israélo-arabe. Ses nombreuses recherches ont porté sur le Levant, la Turquie et la région du Golfe.

⁸ Max Abrahms est un doctorant travaillant au *Center for International Security and Cooperation* de l'Université Stanford. Ses nombreuses recherches ont porté sur le terrorisme, le contre-terrorisme et la psychologie politique.

⁹ Barry Rubin est professeur au *Interdisciplinary Center (IDC)* à Herzliya, en Israël, et il est aussi le directeur du *Global Research in International Affairs (GLORIA) Center*. De plus, il est l'éditeur du *Middle East Review of International Affairs (MERIA)*.

¹⁰ Jean-Pierre Perrin, « Liban: quand Damas va trop loin... », In *Politique Internationale*, no 106 (Hivers 2004), p. 39.

¹¹ Le *Qornet Shehwan* a été fondé en avril 2001 en réaction au prolongement de la présence des troupes syriennes au Liban. Plusieurs membres influents de la communauté chrétienne, dont les ministres Boutros Harb et Nayla Mouawad, ainsi que les députés Samir Frangié et Gebran Tuéni, se sont alliés avec l'Église afin de protester cette occupation.

avec le régime »¹². D'autre part, au sujet de la question irakienne, Perrin identifie que l'impotence du dirigeant syrien permettrait de mieux comprendre son refus d'endosser l'invasion américaine de l'Irak en 2003 et ses problèmes subséquents avec les États-Unis. Il rajoute qu'al-Asad se serait servi de cette guerre afin de masquer ses lacunes personnelles et légitimer sa présence à la tête du gouvernement syrien. En effet, n'ayant que très peu d'appui au sein du régime¹³ — tout en voulant obtenir le soutien de ses membres et de la « rue arabe » —, l'auteur conclut que : « Bashar se donna lui-même une image de radical plus que de modéré »¹⁴.

Dans la même vision que Perrin, Zisser reprend l'argument des ambiguïtés personnelles du président al-Asad et élabore dans cette voie afin d'avancer une explication supplémentaire aux problèmes syriens. Selon lui, ce serait le manque de maturité, vision, leadership et « killer instinct »¹⁵ qui expliquerait le comportement maladroit d'al-Asad dans la gestion des dossiers libanais et irakien. Dans son article, Zisser met en évidence la relation entre le dirigeant du Hezbollah, Hassan Nasrallah, et le président syrien, de façon à illustrer ce propos et montrer la docilité et le manque de fermeté du chef d'État syrien dans la prise en charge des affaires étrangères de son pays :

« Bashar [...] met with Nasrallah frequently, as if to bask in Nasrallah's victorious glow. Nasrallah was quick to cast his cloak of patronage over the young leader in Damascus: as if he would show the new boy the ropes. Nasrallah said on more than one occasion that Hizbullah would support Bashar in securing his standing at home and protecting Syrian interests abroad – as though Bashar were incapable of doing so himself »¹⁶.

De surcroît aux conclusions de Perrin et Zisser sur les difficultés politiques de la Syrie

¹² Jean-Pierre Perrin, *loc. cit.*, p. 40.

¹³ Selon Perrin, les piliers du régime doutaient des compétences du nouveau président. D'abord, l'armée ne le respectait pas en raison de son ascension rapide et truquée au sein de la hiérarchie militaire. Ensuite, les membres du parti Baas doutaient de sa culture idéologique, vu ses antécédents non-partisans. Enfin, la communauté alaouite s'abstenait de l'aider même au sein de son clan, puisqu'il a été absent de la vie politique syrienne par le passé. Pour plus de détails, consulter : Jean-Pierre Perrin, *loc. cit.*, p. 37-53.

¹⁴ Jean-Pierre Perrin, *loc. cit.*, p. 41.

¹⁵ Eyal Zisser, « Does Basher al-Asad rule Syria? », *loc. cit.*, p.15.

¹⁶ Eyal Zisser, « Syria and the Question of WMD », In *MERIA: Middle East Review of International Affairs*, vol. 8, no 3 (September 2004), p. 6.

entre 2001 et 2005, Ross et Harris font également état de compte du manque d'expérience du président syrien en matière de politique étrangère dans la guidée de son pays au Moyen-Orient. D'après eux, la combinaison des faiblesses de caractère et de l'inexpérience de Bashar al-Asad serait à l'origine de son comportement inconsidéré : « He has exhibited neither the strength nor the calculating abilities of his father [and subsequently, it resulted in a patterns of] vacillation and of miscalculation »¹⁷. À titre d'exemple, Harris précise que le retrait des troupes syriennes du Liban en 2005 résulterait de cette dichotomie, puisque selon lui, le président aurait été incapable de saisir les changements sur la scène internationale à la suite des attentats du 11 septembre 2001 :

« [...] the withdrawal resulted from a cascading series of Syrian miscalculation. [...] Bashar's [...] decision to force an extended term for Lebanon's sitting president galvanized the opposition. Misreading the international atmosphere [...] and the assassination of [...] Rafik al-Hariri caused anti-Syrian sentiment to boil over »¹⁸.

Bref, les ratés de l'État syrien seraient, pour ces spécialistes, le produit d'un président manquant de jugement, caractère et d'expérience, particulièrement en matière de politique étrangère. Toutefois, ces conclusions ne font pas l'unanimité, puisque certains affirment que l'influence de l'idéologie du président Bashar al-Asad sur la gouvernance étatique expliquerait principalement les bourdes politiques de la Syrie au début du 21^{ème} siècle.

En effet, les politologues Abrahms et Rubin tentent également d'expliquer la détérioration de la situation syrienne en émettant l'hypothèse qu'elle serait le fruit d'un président irrationnel ou préoccupé de manière démesurée par des considérations idéologiques douteuses : al-Asad serait tout simplement un président illogique et incapable de pragmatisme, selon Abrahms, et c'est possiblement cette facette particulière de sa personnalité qui l'aurait poussé à adopter des politiques suicidaires et contraires aux : « traditional realist concepts of maximizing security and power »¹⁹. Les analyses de cet

¹⁷ Dennis Ross, « U.S. Policy toward a Weak Assad », In *The Washington Quarterly*, vol. 28, no 3 (Summer 2005), p. 87.

¹⁸ William Harris, « Bashar al-Assad's Lebanon Gamble », In *Middle East Quarterly*, vol. 12, no 3 (Summer 2005), p. 33.

¹⁹ Max Abrahms, 2003, « When Rogues Defy Reason: Bashar's Syria », In *Middle East Quarterly*,

auteur citent comme exemple le cas de la défense du régime irakien en 2003 pour justifier l'incapacité du dirigeant syrien à agir en fonction de ces préceptes. Par contre, Barry Rubin, un autre spécialiste en la matière essayant lui aussi de déchiffrer le comportement de Bashar al-Asad dans le dossier irakien, diverge de l'opinion de son collègue en reconnaissant davantage l'influence « malsaine » du panarabisme²⁰ dans la prise de décision du président. Il précise également le rôle de la logique syrienne dans la conduite des affaires étatiques, puisque la vision du monde du gouvernement al-Asad l'aurait amené à agir : « *rationally in pursuing their interests as they define them in the world as they understand it* »²¹. En revanche, cette perception aurait fait en sorte que la Syrie aurait avalisé des politiques défavorables et inadéquates : notons, d'ailleurs, le soutien exprimé au président irakien Saddam Hussein lors de la guerre en Irak de 2003, et ce, malgré la chute inévitable du régime survenue durant la guerre. D'après Rubin, cet acte d'al-Asad — manifestation de son attachement excessif à la cause arabe — aurait engagé Damas dans une voie opposée aux volontés de Washington et aurait provoqué la dégradation de la position syrienne au Moyen-Orient.

En somme, ces multiples interprétations du profil personnel de Bashar al-Asad permettent de défendre l'hypothèse que le dirigeant lui-même serait la source des inaptitudes de son propre gouvernement au cours des années 2001 à 2005. Pour certains, les difficultés syriennes proviendraient de la faiblesse de caractère et de l'inexpérience du président et pour d'autres, plus intransigeants à son égard, la source de ces problèmes émanerait de son idéologie « malsaine ».

1.1.2 Analyse du régime syrien : Lutte de pouvoir comme source des problèmes syriens

Les analyses institutionnelles, appliquées par divers spécialistes, représentent la seconde forme d'approche théorique employée dans le cadre de cette critique pour expliquer l'origine

vol. 10, no 4 (Fall), en ligne, http://www.meforum.org/562/when-roguers-defy-reason-bashars-syria#_ftnref35, page consultée le 8 septembre 2009.

²⁰ Barry Rubin, *The Truth about Syria*. Houndmills, Palgrave Macmillan, 2007, p. 232.

²¹ *Ibid.*, p. 235.

de la conjoncture défavorable de la Syrie sur la scène régionale aux cours des cinq premières années du 21^{ème} siècle. Selon Leverett²², Zisser, Hinnebusch²³ et Landis²⁴, l'influence d'une possible lutte de pouvoir intestine entre le président actuel, Bashar al-Asad²⁵, et les associés de l'ancien régime d'Hafiz al-Asad²⁶ (la *Vieille garde*), serait indéniable comme étant l'une des potentielles causes de l'impasse politique de la Syrie. Autrement dit, la précarité de l'autorité présidentielle, combinée à la mainmise continuelle de cette garde sur les leviers du pouvoir, aurait possiblement engendré les problèmes politiques observés.

À prime abord, l'analyse de Leverett et Zisser met en exergue le premier élément expliquant les entraves vécues par Damas sur la scène régionale, soit la précarité du pouvoir présidentiel de Bashar al-Asad. Il est vrai que d'une part, l'inachèvement du transfert des pouvoirs entre l'ancien président syrien, Hafiz al-Asad, et son fils pourrait être à l'origine de cette situation malencontreuse : « the elder Asad had died too soon to complete Bashar's grooming »²⁷. D'autre part, l'autorité chancelante d'al-Asad fils sur la *Vieille Garde* aurait également contrecarré son désir de placer des alliés stratégiques au sein du gouvernement afin d'augmenter et consolider son influence. Zisser fait le parallèle entre les périodes de

²² Flynt Leverett est un spécialiste de la politique étrangère américaine et du Moyen-Orient. Il a œuvré au sein des gouvernements Clinton et W. Bush à titre de *Senior Director for Middle East Affairs* au Conseil national de sécurité, comme *Middle East Expert* auprès du *Secretary of State's Policy Planning Staff* et comme *Senior Analyst* à la CIA. En 2003, il a quitté la fonction publique en raison de ses réticences vis-à-vis de la guerre contre le terrorisme et l'orientation politique envisagée au Moyen-Orient par l'administration Bush.

²³ Raymond Hinnebusch est professeur à l'Université St-Andrews. Il est spécialiste des relations internationales et de la politique étrangère des pays du Moyen-Orient. Ses recherches se concentrent sur l'Égypte et la Syrie. Il est membre de l'*Institute of Middle East, Central Asian and Caucasus Studies* de l'Université St-Andrews et siège sur le *National Advisory Committee* du *Middle East Policy Council*.

²⁴ Joshua Landis est co-directeur du Centre d'Études du Moyen-Orient et professeur associé d'études moyen-orientales à l'Université de l'Oklahoma. Il est membre de la *School of International and Area Studies* et responsable du site *Internet Syria Comment* (<http://joshualandis.com/blog>); un bulletin quotidien sur la politique syrienne qui attire près de 3 000 lecteurs journaliers, incluant des fonctionnaires à Washington, en Europe et en Syrie. Dr. Landis voyage régulièrement à Washington, DC, pour des consultations avec le Département d'État et autres organismes gouvernementaux.

²⁵ L'inquiétude suscitée par ces combats intestinaux a mené Zisser à s'interroger, en 2003, sur le véritable détenteur du pouvoir en Syrie. Pour plus de détails, consulter : Zisser, Eyal. 2003. « Does Bashar al-Asad rule Syria? », *loc.cit.*, p. 15-23.

²⁶ Hafiz al-Asad était le père de Bashar al-Asad et a gouverné la Syrie de 1970 à 2000.

²⁷ Flynt Leverett, *Inheriting Syria: Bashar's Trial by Fire*, New York, Brookings Institution Press, 2005, p. 65.

transition présidentielle jordanienne et syrienne pour illustrer l'impact de ce « non-remue-ménage » lors de l'ascension de Bashar al-Asad à la tête du régime syrien :

« In contrast to Jordan, where King Abdallah shook the foundations of the kingdom's military and political elite and within a short time replaced them almost entirely, including those who had orchestrated his succession as king, Bashar avoided introducing dramatic changes in the Syrian leadership and especially in the military/security elite »²⁸.

Voilà pourquoi ces spécialistes ont constaté qu'en matière de politique étrangère, la discordance entre les volontés présidentielles et celles de la *Vieille garde* aurait pu avoir entraîné le cul-de-sac politique vécu par l'administration syrienne en 2003 et 2004. Hinnebusch et Landis ont particulièrement remarqué l'impact de cette mésentente dans la gestion des dossiers onusiens, israéliens et libanais. Tout d'abord, les auteurs ont observé l'ambivalence des représentants syriens lors du vote de la résolution 1483 du Conseil de sécurité de l'ONU le 22 mai 2003, et ils ont interprété cette tergiversation comme un signe prémonitoire de la guerre intestine qui faisait rage au sein du gouvernement d'al-Asad fils. Effectivement, lorsqu'est venu le temps de voter pour légitimer la présence américaine et ses activités de reconstruction onusiennes en sol irakien, les différends ont poussé la Syrie à se désengager publiquement devant la communauté internationale, si bien que : « the Syrian delegation absented himself, having received contradictory instructions to vote for it from the president and to vote against from the vice-president and foreign minister »²⁹. Par la suite, l'échec de la reprise des pourparlers à la fin de 2003 a mis en évidence l'ascendant de la *Vieille garde* sur la direction étatique de la Syrie, de sorte que les interventions du président al-Asad — qui était prêt à négocier avec Israël sans conditions préalables³⁰ — se sont vues bloquées par une dépêche réitérant les éléments de négociations préliminaires de la Syrie

²⁸ Eyal Zisser, « Bashar al-Asad and His Regime -- Between Continuity and Change », In *Orient - Deutsche Zeitschrift für Politik und Wirtschaft des Orients*, vol. 45, no 2 (June 2004), p. 241.

²⁹ Raymond Hinnebusch, « Defying the Hegemon: Syria and the Iraq War », given at the European Consortium on Political Research Conference in Budapest, September 2005, p. 11.

³⁰ Cette position marque un recul stratégique important pour la Syrie dans ses négociations de paix, puisqu'elle remettait en question les *principes de Rabin*. Ces principes, résultats d'une entente entre le Premier ministre israélien Itzhak Rabin et le président syrien Hafiz al-Asad, avaient pour but de mettre en place les fondements d'un traité de paix. Rabin (peu avant son assassinat) s'engageait sur papier à restituer la *totalité* du plateau du Golan — conquise à la Syrie en 1967 — en échange d'une normalisation des relations entre les deux pays. [Italique ajouté par l'auteur]

avec l'État hébreu. Pour terminer, à l'égard du Liban, Landis a signalé que la prolongation du mandat du président sortant libanais, Émile Lahoud, — et la confrontation subséquente de la Syrie avec les États-Unis et la France — découlerait d'une décision prise par la famille al-Asad sans l'aval de la *Vieille garde*³¹.

En conclusion, ces experts sont d'un commun accord pour affirmer que les changements brusques de position du gouvernement syrien sous la guide de Bashar al-Asad corroborerait l'hypothèse que des conflits idéologiques entretenus au sein du régime aurait précipité la dégradation de la position syrienne au Moyen-Orient.

1.1.3 Analyse systémique : Revirement de l'attitude du gouvernement américain envers les intérêts syriens comme source des problèmes de la Syrie

La dernière approche théorique proposée par les différents auteurs afin d'expliquer la situation politique fâcheuse de la Syrie se rattache aux analyses systémiques. Selon Leverett, Zisser, Hinnebusch, Quilliam³², Landis, Nafaa³³, Rabil³⁴ et Lesch³⁵, cette situation défavorable serait liée à un changement d'attitude de l'administration américaine envers le gouvernement syrien. Tel que constaté par les spécialistes en la matière, la nouvelle prise de position de Washington face à la Syrie résulterait de la convergence de trois facteurs décisifs. Effectivement, d'après leurs analyses, les trois aspects suivants auraient potentiellement entraîné l'isolement graduel de la Syrie sur la scène régionale : d'abord, l'impact négatif de

³¹ Joshua Landis (SyriaComment.com), *Disarray in Syrian Ranks Leads to Crisis*, en ligne, <http://faculty-staff.ou.edu/L/Joshua.M.Landis-1/syriablog/2005/02/disarray-in-syrian-ranks-leads-to.htm>, page consultée le 11 octobre 2008.

³² Dr. Neil Quilliam est chef de bureau traitant des dossiers liés au Moyen-Orient et en Afrique pour l'agence de consultants *Control Risks*. Auparavant, il a été maître-conférencier sur la politique moyen-orientale et chercheur-associé à l'Université de Durham.

³³ Dr. Nafaa est professeur et président du département de sciences politiques à l'Université du Caire, en Égypte. Il est un spécialiste des relations internationales, des organisations internationales et de la politique moyen-orientale.

³⁴ Dr Robert Rabil est le directeur des études supérieures et professeur associé d'études du Moyen-Orient au Département de la *Florida Atlantic University of Political Science*.

³⁵ David W. Lesch est professeur d'histoire du Moyen-Orient au département d'histoire et coordonnateur de la concentration Moyen-Orient à l'*International Studies Program* de l'Université Trinity à San Antonio, au Texas.

plusieurs événements d'envergure mondiale sur les politiques étrangères des États-Unis, notamment les attentats du 11 septembre 2001 et la subséquente « guerre au terrorisme »; puis, l'emprise des néoconservateurs du gouvernement Bush sur le dossier syrien, et pour terminer, les interprétations contradictoires des intentions politiques de Bashar al-Asad par la Maison-Blanche.

Pour mieux comprendre l'évolution du comportement du gouvernement américain envers la Syrie, Leverett et Zisser ont noté l'importance des objectifs historiques des États-Unis au Moyen-Orient. Selon Leverett, les différentes administrations américaines avaient comme but principal de : « promote stability [or] allow Israel to maintain its hegemonic position »³⁶. Néanmoins, l'ensemble de ces spécialistes s'entendent pour dire que des événements survenus entre les années 2000 et 2005 auraient provoqué ce revirement des priorités américaines au profit d'Israël, et du coup, auraient déclenché les hostilités croissantes de Washington vis-à-vis de Damas.

Par ailleurs, le processus du changement de faveur du gouvernement américain envers la Syrie aurait commencé, selon les auteurs Leverett, Hinnebusch, Quilliam³⁷ et Landis, suite au déroulement simultané de deux événements politiques d'envergure : d'une part, l'échec des négociations de paix entre Israël et la Syrie en 2000 aurait encouragé la Maison-Blanche à défendre les intérêts israéliens de manière plus farouche : « Once the peace process failed, Israel's hegemonic interests would eclipse regional stability as the driving force in US Middle East policy »³⁸. D'autre part, l'arrivée des néoconservateurs dans les coulisses du pouvoir gouvernemental américain aurait été identifiée comme étant le deuxième élément déclencheur de la volte-face diplomatique des États-Unis envers la Syrie. Landis s'est notamment penché sur la perception négative de David Wurmser, conseiller politique du vice-président Dick Cheney et éminent néoconservateur, à l'égard du rôle de la Syrie dans la région moyen-

³⁶ Raymond Hinnebusch, « Inheriting Syria: Bashar's Trial by Fire [book review] », *loc. cit.*, p. 494.

³⁷ Raymond Hinnebusch & Neil Quilliam, « Contrary Siblings: Syria, Jordan and the Iraq War », In *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 19, no 3 (September 2006), p. 521.

³⁸ Raymond Hinnebusch, « Inheriting Syria: Bashar's Trial by Fire [book review] », *loc. cit.*, p. 495.

orientale : « Syria is itself a terrorist organisation »³⁹, si bien que dans un tel contexte de méfiance, la valeur stratégique de la Syrie devait inévitablement chuter aux yeux de l'administration américaine, et c'est effectivement ce qui s'est passé au début des années 2000.

De plus, Leverett, Nafaa et Rabil précisent que les conséquences des attaques du 11 septembre 2001 sur le Pentagone et le World Trade Center de New York — et l'invasion subséquente de l'Irak — seraient des aspects importants à considérer et que ceux-ci expliqueraient possiblement le processus de marginalisation de la Syrie dans la région du Levant. Les attentats terroristes aux États-Unis auraient entraîné, à la Maison-Blanche, une réévaluation de sa politique moyen-orientale et une remise en question importante des actions du gouvernement syrien dans la région. L'administration américaine aurait donc cherché à renverser les dynamiques relationnelles des pays du Moyen-Orient par l'entremise d'une politique de guerre contre le terrorisme et de démocratisation des structures politiques établies. Pour Washington, tous les moyens étaient bons pour obtenir les changements désirés auprès des régimes récalcitrants, et l'administration Bush était particulièrement friande de l'utilisation d'outils coercitifs, comme les sanctions économiques et la force, au détriment d'une approche plus diplomatique. Par conséquent, cette intransigeance de la politique étrangère américaine aurait déstabilisé la politique régionale syrienne, puisqu'elle s'attaquait directement aux intérêts locaux de Damas. Suite à ses analyses, Nafaa révèle aussi que les demandes de Washington transmises au président Bashar al-Asad à la suite de l'invasion américaine de l'Irak en mai 2003 exigeaient la capitulation inconditionnelle de la Syrie aux Américains : « the Syrians were being asked to give up the regional influence they had long enjoyed »⁴⁰. Selon l'auteur, ces revendications signifiaient, pour le gouvernement syrien, l'abandon absolu et non-indemnisé des relations étroites qu'il entretenait avec l'Iran, le Hezbollah et les différents groupes de résistance palestiniens. Il poursuit son exposé en précisant l'impossibilité pour la Syrie d'obtenir : « a guarantee that Israel would withdraw

³⁹ Joshua Landis (SyriaComment.com), *Neo-con Plans for Syria*, en ligne, <http://faculty-staff.ou.edu/L/Joshua.M.Landis-1/syriablog/2004/05/neo-con-plans-for-syria.htm>, page consultée le 11 octobre 2008.

⁴⁰ Hassan Nafaa, « The struggle for Syria », *Al-Ahram Weekly Online* (Le Caire), 1-8 mai (2008), no 895. en ligne, <http://weekly.ahram.org.eg/2008/895/op3.htm>, page consultée le 8 septembre 2008.

from the Syrian land it occupied in 1967 »⁴¹ et les désaccords que cela posait au sein du gouvernement syrien. Pour Damas, accepter de telles revendications aurait potentiellement précipité la fin de son régime, et donc : « against this background, Syria and the United States have set themselves on a collision course »⁴².

Du point de vue de Leverett, Lesch et Landis, le chemin menant à ce changement d'attitude de la Maison-Blanche envers la Syrie aurait d'ailleurs été empreint d'ambiguïté, en raison des interprétations divergentes des intentions du président syrien par certains membres du gouvernement américain. Les auteurs présentent trois perceptions⁴³ qui auraient pu avoir influencé les différentes analyses des actions du président syrien : d'abord, ils soutiennent que certains politiciens percevaient al-Asad comme un néophyte incapable de gouverner et dangereux pour la stabilité de la région ; d'autres le voyait comme un dirigeant fidèle aux principes de son père en matière de politique étrangère, et quelques-uns le visualisait plutôt comme un réformateur piégé dans un régime averse au changement. Voilà pourquoi Leverett ajoute que la confrontation de ces différentes représentations au sein de l'administration américaine aurait lancé des signaux contradictoires à l'égard du régime syrien : « it carri[ed] its own implications for U.S. policy [because] the lack of analytic consensus thus exacerbates the lack of consensus as to the appropriate course of policy »⁴⁴. Lesch enchérit en proposant que l'ambivalence américaine : « reflect[ed] a lack of knowledge among Americans about Syria's recent history and the regional context in which it operates »⁴⁵. À l'instar de cette dynamique observée à l'intérieur de l'administration Bush, Landis identifie les débats tenus en 2003 entre les différents membres du gouvernement à propos de la politique à adopter post-guerre irakienne :

⁴¹ *Idem*.

⁴² Robert G. Rabil, *Syria, the United States, and the War on Terror in the Middle East*, en ligne, http://www.greenwood.com/psi/book_detail.aspx?sku=C9015, page consultée le 7 septembre 2008.

⁴³ Pour plus de détails, consulter: Flynt Leverett, 2005, *Inheriting Syria: Bashar's trial by fire*, Brookings Institution Press, p. 18 à 21.

⁴⁴ Martha Neff Kessler, « Inheriting Syria: Bashar's Trial by Fire [Book review] », In *Middle East Policy*, vol. 12, no 3 (Fall 2005), p. 174.

⁴⁵ David W. Lesch, cité par Steven Heydemann, « The New Lion of Damascus: Bashar al-Asad and Modern Syria [Book review] », In *Political Science Quarterly*, vol. 122, no 1 (2007), p. 169.

« The administration is divided. Cheney's office backed by Defense are at logger-heads with the State Department as they were on Iraq. The neocons are out for regime change. State wants behavioral adjustment - to curtail Palestinian groups and Hezbollah and to force better cooperation on the Iraq border »⁴⁶.

De cette dynamique interne, Hinnebusch remarque les mêmes agissements contradictoires des États-Unis envers la Syrie au cours de l'année 2004 :

« Thus, in April 2004, US officials acknowledged improvements in Syrian measures against infiltrators but in May 2004, Bush nevertheless applied sanctions under SALSA, accompanying it with an extraordinary piece of rhetoric overkill, in which he charged that Syrian policy constituted a "unusual and extraordinary threat to the national security, foreign policy, and economy of the United States" »⁴⁷.

Par conséquent, les différents chercheurs seraient d'avis que les Syriens n'auraient jamais pu répondre aux exigences américaines de manière satisfaisante dans de telles conditions, et que les études faites sur le comportement de l'administration Bush dans le dossier syrien démontrent clairement le rôle joué par les Américains dans la détérioration des intérêts syriens au Moyen-Orient de 2000 à 2005.

1.2 Constatation

D'importants points ont été soulevés par l'entremise de ces trois types d'analyses, afin de mieux comprendre la genèse de la marginalisation de la Syrie sur la scène régionale au cours des années 2001 à 2005.

À prime abord, les analyses psycho-interprétatives du président syrien auraient permis de mesurer l'influence de sa personnalité dans le processus d'exclusion graduel de son pays au Moyen-Orient. En ce sens, les auteurs ont souligné l'importance de certaines facettes de la

⁴⁶ Joshua Landis (SyriaComment.com), *Propaganda Watch*, en ligne, <http://faculty-staff.ou.edu/L/Joshua.M.Landis-1/syriablog/2004/05/propaganda-watch.htm>, page consultée le 11 octobre 2008

⁴⁷ Raymond Hinnebusch, « Defying the Hegemon: Syria and the Iraq War », *loc. cit.*, p. 13.

personnalité du président qui seraient entrées en ligne de compte lors du processus décisionnel en matière de politique étrangère. Pour Perrin, Zisser et Ross, le caractère hésitant et l'inexpérience du président expliqueraient ses politiques étrangères incertaines. En revanche, Barry Rubin met plutôt en évidence l'influence négative du « worldview » du président Bashar al-Asad dans la ligne de conduite adoptée par l'État syrien à l'égard de la question irakienne. Par la suite, les analyses institutionnelles du régime syrien auraient permis d'identifier le rôle qu'a occupé la lutte de pouvoir entre le président actuel et les associés de la *Vieille garde* de l'ancien président Hafiz al-Asad dans la régression de l'influence syrienne sur la scène moyen-orientale. Leverett, Zisser, Hinnebusch et Landis ont de plus noté la précarité de l'autorité présidentielle combinée à la mainmise continue de cette *garde* sur les leviers du pouvoir comme étant des sources potentielles de l'instabilité politique de la Syrie sur la scène régionale.

Quoiqu'importants à considérer dans notre analyse finale, les déficiences des examens psycho-interprétatifs et institutionnels nous obligent à nous distancer de ces éléments et à scruter de plus près la pression exercée par Washington sur Damas comme point de départ de l'examen des événements survenus durant cette période. La principale lacune des approches psychologique et interprétative des relations internationales émane du lien établi entre les capacités d'un dirigeant et ses positions défendues sur la scène internationale. En considérant le « facteur psychologique » comme la principale variable, aux dépens des autres données externes à l'acteur, les spécialistes ont tendance à former des corrélations douteuses : un dirigeant faible, inexpérimenté en matière de politique étrangère et panarabiste, serait prédisposé à adopter des politiques internationales défavorables, et vice-versa. Par le fait même, ces analyses semblent faire abstraction de l'importance du système international ou du gouvernement actuel sur le positionnement de la Syrie dans la région. Une autre faiblesse de ce type d'étude est l'inaccessibilité des sources primaires d'information, soient les véritables pensées du président. Effectivement, les spécialistes sont en discordance sur l'état psychologique du président, car ils se sont basés uniquement sur les actions du président — qui ne reflètent pas forcément ses pensées — et sur des entrevues avec al-Asad lui-même, son entourage et des experts sur la question syrienne. C'est pourquoi ces données peuvent justifier certaines préférences comportementales chez le chef d'État syrien, mais une certaine

incertitude demeure vis-à-vis de la relation de cause à effet entre les lacunes personnelles du président et la détérioration de la condition syrienne dans la région entre les années 2001 et 2005.

Pour continuer, en étudiant la guerre intestine entre Bashar al-Asad et la *Vieille garde* comme étant à l'origine des difficultés politiques de la Syrie, le principal problème de ces analyses institutionnelles est lié à la lecture définitive des intentions du président syrien. Les experts qui ont mené ces analyses ont identifié une opposition constante au sein du gouvernement, car al-Asad était considéré différent de la *Vieille garde*, dans la mesure où il a refusé d'évacuer l'ancienne garde des positions d'importance du régime. À l'inverse de cette situation, Gary C. Gambill a publié un article démontrant l'inutilité de cette théorie dans l'analyse du comportement étatique syrien. Selon lui, les intentions du président syrien et de la « supposée » *Vieille garde* étaient similaires, puisque : « [they are] united by an overriding stake in the stability of the Baathist regime - were it to collapse, no one who was highly privileged during its reign in power would have much of a future in Syria »⁴⁸. Ce manque de consensus sur l'interprétation des objectifs des membres du régime suscite donc la question de l'accessibilité aux sources primaires du gouvernement : l'État syrien est un régime fermé où l'information est contrôlée de manière plutôt stricte, et par conséquent, la validité des renseignements recueillis pour ce type d'étude peut être contestée. De plus, une autre lacune se dégage de cet examen, soit l'absence d'explications à propos de certains événements observés. Outre les critiques démontrant la paralysie de l'administration syrienne lors des négociations visant la résolution 1483 du Conseil de sécurité de l'ONU ou le statut du plateau du Golan, très peu d'information a pu être collectée au sein du gouvernement pour expliquer l'opposition de Damas à l'invasion américaine de l'Irak en 2003. Autrement dit, ce genre d'analyse est limité et il devient alors utile d'ajouter certaines variables externes au régime pour tenter d'expliquer le comportement syrien.

De ce fait, les imprécisions entourant le président Bashar al-Asad, les ambiguïtés du

⁴⁸ Gary C. Gambill, « The Myth of Syria's Old Guard », In *Middle East Intelligence Bulletin*, vol. 6, no 2/3 (February-March 2004), en ligne, http://www.meib.org/articles/0402_sl.htm, page consultée le 6 juillet 2009.

régime syrien et l'examen des pressions américaines à l'égard de la Syrie seront les trois idées qui constitueront le point de départ de notre critique, puisque les spécialistes étudiant le facteur américain ont réussi à expliquer partiellement la détérioration de la condition syrienne dans la région à l'aide de ces trois raisons. En ce sens, l'analyse systémique a marqué un revirement sur la scène internationale au sujet de l'encadrement politique d'un pays, car Leverett, Zisser, Hinnebusch, Quilliam, Landis, Nafaa, Rabil et Lesch ont pu démontrer efficacement l'impact négatif du changement d'attitude des Américains sur la position syrienne dans la région moyen-orientale. L'examen des données de Leverett nous permet de constater les conséquences d'un tel changement sur l'environnement régional de la Syrie en exposant les limites de son cadre d'action, ainsi qu'en illustrant une corrélation entre une plus grande pénétration américaine dans la région et une hostilité plus marquée envers le régime syrien. L'importance accordée à la Syrie par certains membres de l'administration américaine a également permis d'en apprendre davantage sur leur antipathie à l'égard de ce pays. En établissant des liens entre la reformulation du statut syrien par les néoconservateurs — effectivement, celle-ci est passée d'une nation considérée stabilisatrice à un pays perçu comme étant perturbateur au Moyen-Orient —, Hinnebusch, Quilliam et Rabil ont pu démontrer un principe engageant Damas et Washington sur des voies diplomatiques contraires. Par ailleurs, les analyses de Lesch, Landis et Zisser ont identifié un dysfonctionnement au sein du gouvernement américain par rapport aux différentes politiques adverses aux intérêts syriens. Les auteurs ont donc pu expliquer l'ambivalence des politiques antagonistes à la Syrie en constatant ce différend idéologique existant chez divers importants joueurs de l'administration Bush.

Cependant, si le resserrement de la marge de manœuvre syrienne par les Américains a eu un impact concret, certaines théories demeurent inexplicables quant aux raisons de ce resserrement et aux réactions subséquentes de la Syrie face à ces changements. Par exemple, les experts sur le sujet n'ont pas étudié l'origine de la discorde entre les gouvernements américain et syrien, ladite incompréhension menant à l'aliénation de la Syrie sur la scène régionale. De plus, ils n'ont pas exploré les réactions systématiques de Damas à ce revirement de l'administration Bush, car ils se sont concentrés uniquement sur les actions de Washington. C'est pourquoi notre recherche se basera sur la dynamique relationnelle entre la

Syrie et les États-Unis, étant donné que ces éléments — restés secondaires dans l'ensemble des analyses — seront mis au premier plan afin d'améliorer la compréhension de la dégradation de la situation syrienne entre 2001 et 2005.

1.3 Cadre théorique

Afin de déterminer l'impact des malentendus politiques sur la détérioration des relations syriano-américaines au cours de la période de 2001 à 2005, le présent mémoire privilégiera l'étude du concept de *distance* idéologique à travers une approche évolutionniste.

1.3.1 Concept de distance idéologique

Dans le cadre de cette recherche, l'étude du concept de *distance* idéologique ne traitera pas des effets du *contenu* idéologique, mais plutôt des convergences et des divergences de points de vue à propos du comportement étatique. Les écrits d'Abric et de Jobelet serviront de base pour définir l'aspect idéologique du concept, et les publications de Sartori préciseront l'idée de la *distance* idéologique.

Pour commencer, la théorie des représentations sociales développée par Abric et Jobelet élabore que la composante idéologique est conçue comme une vision fonctionnelle chez l'individu. D'emblée, Abric note qu'une idéologie aboutit à une représentation sociale, puisqu'elle constitue : « l'ensemble organisé des informations, attitudes, croyances qu'un individu ou un groupe élabore à propos d'un objet, d'une situation, d'un concept, d'autres individus ou d'autres groupes »⁴⁹. Trois éléments fondamentaux ressortent alors de cette définition à propos de l'image discutée : le *sujet*, la *connaissance* et l'*objet*. Selon Jobelet,

⁴⁹ Jean-Claude Abric, cité par Philippe Royer-Rastoll et Didier Martin, *Représentations sociales et pratiques quotidiennes*, Paris, Édition l'Hamattan, 1991, p. 198.

« toute représentation sociale est représentation (*connaissance*) de quelque chose⁵⁰ (*objet*) et de quelqu'un⁵¹ (*sujet*) »⁵². Afin de mieux connaître la source d'une représentation sociale chez l'individu, Abric constate l'influence des facteurs contingents — nature et contraintes de la situation, contexte immédiat et finalité de la situation — ainsi que des facteurs plus généraux qui dépassent la situation elle-même, soit le contexte social, la place de l'individu dans son environnement, l'histoire de l'individu et les enjeux sociaux⁵³.

Quant à l'élément fonctionnel de cette représentation, un individu agit d'après sa perception de la réalité, puisque c'est celle-ci qui l'assiste dans sa compréhension du monde, dans l'adoption d'un comportement approprié à une situation quelconque et dans la justification a posteriori dudit comportement. D'après Abric, cela s'expliquerait par l'existence préalable d'une perception de la situation : « dans la plupart des cas, 'les jeux sont faits d'avance', les conclusions sont posées avant même que l'action ne débute »⁵⁴.

Ensuite, la dimension de distance ne signifie pas l'écart entre l'idéologie d'un sujet et ses actions, mais plutôt celle des représentations entre deux acteurs à propos d'une série d'événements. C'est dans cette optique que nous reprenons la conception de Sartori où : « The dimension of comparison [...] is the ideological distance of one party from the others with respect to issues of crucial importance »⁵⁵. Rattachant la définition du terme idéologique d'Abric à celle de Sartori, nous observons la distance idéologique à partir des ressemblances et différences des représentations des acteurs au sujet d'un objet, d'une situation, d'un concept, d'autres individus ou d'autres groupes.

⁵⁰ Dans le cadre de cette recherche, il est question d'un concept ou d'un événement.

⁵¹ Dans le cadre de cette recherche, il est question d'un individu ou d'un État.

⁵² Denise Jobelet, « Représentation sociale : Phénomènes, concept et théorie » dans Serge Moscovici, *Psychologie sociale*, Paris, Coll. Quadrige Manuels, Presses Universitaires de France, 1984, p. 362.

⁵³ Jean-Claude Abric, *Pratiques sociales et représentations*, Paris, Presses Universitaires de France, 1994, p. 13.

⁵⁴ Jean-Claude Abric, *op. cit.*, p. 17.

⁵⁵ Giovanni Sartori, cité par Giovanni Capoccia, *Defending democracy: reactions to extremism in interwar Europe*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2005, p. 28.

1.3.2 Modèle évolutionniste

Pour mesurer l'impact de la distance idéologique sur les relations syriano-américaines et la condition syrienne dans la région, nous offrirons une perspective évolutionniste des relations inter-étatiques.

De manière générale, l'approche évolutionniste accorde une importance au processus historique⁵⁶, du fait qu'un objet atteint un état particulier à travers une série de changements historiques⁵⁷. Thompson propose que : « to understand how something has evolved into the present form, it is necessary to trace its transformation over time and often back to its beginning points »⁵⁸. La valeur associée à ces événements découle de l'effet d'accumulation qui affecte l'évolution de l'objet. Selon Hensel : « the legacy of past events comes to drive [...] subsequent relations and drive expectations about future interactions »⁵⁹.

Pour cette raison, l'analyse devra donc porter sur l'histoire générale des conflits diplomatiques entre États et à ses caractéristiques spécifiques dans le but d'identifier ces épisodes d'influence de la trajectoire politico-historique d'une relation inter-étatique. À cet effet, Hensel précise que : « The evolutionary approach considers these general and specific impacts of past relations to be primary influences on evolution toward or away from enduring rivalry »⁶⁰. En ce qui a trait à la portée de l'histoire diplomatique, Hensel indique que l'accumulation des situations conflictuelles entre États déterminera l'orientation générale des politiques, et donc, plus il y a cumulation d'événements conflictuels dans l'évolution d'une

⁵⁶ L'importance d'identifier le processus historique comme base de l'approche évolutionniste découle de son opposition à l'ahistoricité des théories classiques des relations internationales (réalisme et marxisme) où elles supposent que le présent est durable et qu'il existe des lois universelles qui guident le comportement des individus et des États.

⁵⁷ Paul R. Hensel, « An Evolutionary Approach To The Study of Interstate Rivalry », In *Conflict Management and Peace Science*, vol. 17, no 2, 1999, p. 182. En ce qui nous concerne, il est question de la rupture des relations syriano-américaines et de l'isolement subséquent de la Syrie sur la scène régionale.

⁵⁸ William R. Thompson, *Evolutionary interpretations of world politics*, Florence, Routledge, 2001, p. 6.

⁵⁹ Paul R. Hensel, *loc. cit.*, p. 185.

⁶⁰ *Idem.*

relation inter-étatique, plus une rigidité politique envers le comportement adverse s'établira. De même, moins il y a de désaccords entre les États, plus ils feront preuve d'une certaine flexibilité à l'égard du comportement adverse. Par conséquent, Hensel explique que : « the evolutionary approach suggests that (*ceteris paribus*) adversaries with a longer history of conflict will be more likely to engage in renewed conflict in the near future, because of their accumulation of hostility and grievances through their past history of conflict »⁶¹. Par contre, pour mesurer l'apport de ces deux éléments sur l'évolution d'une relation inter-étatique, l'auteur accorde une importance significative à l'identification de la source des situations antagoniques et à l'étude de ses caractéristiques spécifiques. Tout d'abord, l'évolution d'une relation inter-étatique difficile est fonction de la présence de conflits d'intérêts à propos d'un événement. À ce sujet, l'auteur note qu'il est crucial d'étudier : « the beginning of conflicts of interest between the adversaries, or the first time the two sides have divergent views on a contentious issue »⁶². Suite à cette observation, la sévérité des conflits, ainsi que ses conséquences, déterminera la présence ou non d'une accumulation d'hostilités et de ressentiments. L'auteur mentionne également la portée des litiges en concordance avec la gravité du conflit : d'après lui, les litiges jouent un rôle de premier plan dans l'évolution de l'interaction inter-étatique, dans la mesure où plus les acteurs y consacrent de la valeur, plus ils auront tendance à se confronter : « When one or both sides consider the issues to be especially salient, force is more likely to be used to achieve goals »⁶³. Enfin, au sujet des conséquences, Hensel spécifie que le résultat d'une confrontation précédente influencera le degré de ressentiment de chaque partie. En ce sens, la résolution d'un contentieux par un compromis ou par la force définira de façon claire et précise les attentes de chacun à l'avenir. Lors d'une situation inverse, l'auteur conclut que : « after indecisive, stalemated outcomes future conflict is expected to be more likely [because] neither side was able to produce the desired changes [...] and no mutually satisfactory settlement was reached to resolve the two sides' differences »⁶⁴. De ce fait, l'évolution subséquente des relations inter-étatiques dépendra de la gravité du conflit et de la conséquence diplomatique de ce dernier.

⁶¹ *Ibid.*, p. 186.

⁶² Paul R. Hensel, « The Evolution of the Franco-German Rivalry », dans William R. Thompson, *Great Power Rivalry*, Columbia, University of South Carolina Press, 1999, p. 89.

⁶³ *Ibid.*, « An Evolutionary Approach To The Study of Interstate Rivalry », p. 92.

⁶⁴ Paul R. Hensel, *loc. cit.*, p. 187.

Alliant notre concept de *distance* idéologique à l'articulation évolutionniste des relations inter-étatiques, le conflit d'intérêts original ayant un impact sur l'évolution négative d'une relation inter-étatique dépend de la *distance* idéologique entre les deux États impliqués au sujet des événements en question. C'est pourquoi l'explication de la dégradation des relations syriano-américaines et de la condition syrienne sur la période allant de 2001 à 2005 peut remonter à la *distance* idéologique entre les États-Unis et la Syrie à propos d'une série d'événements survenus durant cette époque. De plus, de manière à approfondir cette analyse, il faudra d'abord clarifier les différents concepts.

1.3.3 Opérationnalisation des concepts

Trois opérations sont élaborées en ce qui concerne la variable indépendante, soit l'influence de la *distance* idéologique sur l'évolution des comportements inter-étatiques.

À prime abord, il est important de localiser le contexte général dans lequel le clivage idéologique se produit. Selon l'approche évolutionniste, les repères se trouvent dans les événements internationaux conflictuels joignant les États concernés. Effectivement, les jours suivant les attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis constituent le point de départ de cette étude, puisqu'une collaboration s'est nouée entre les Américains et les Syriens durant cette période. De même, l'évacuation des troupes syriennes du Liban en avril 2005 marquera la fin de l'analyse, puisqu'elle représente le laps de temps où aura lieu le rappel de l'ambassadeur américain en Syrie vers les États-Unis et la condamnation du régime syrien par la communauté internationale. Ensuite, nous procéderons à l'analyse des représentations des enjeux à travers ces événements afin de reconnaître l'origine et l'évolution des positions respectives de Washington et Damas. Pour cela, l'examen des énoncés et des discours officiels prononcés par les responsables américains et syriens servira d'étalon de comparaison dans le cadre de notre étude. Par la suite, nous comparerons leurs propres interprétations de l'enjeu, afin de démontrer les convergences et/ou divergences de leur représentation

respective. Afin de discerner ces éléments, nous nous posons les questions suivantes : est-ce que les dirigeants au sein de l'État A ont des représentations explicitement identiques à celles des dirigeants de l'État B ? Est-ce que les dirigeants de l'État A emploient un langage identique à ceux de l'État B pour discuter de leurs représentations ? Est-ce que les dirigeants de l'État A ont des représentations qui sont explicitement condamnées par les dirigeants de l'État B ? En répondant à ces questions, nous aurons en main les similitudes et dissemblances qui affecteront la trajectoire future des relations inter-étatiques.

Pour l'opérationnalisation de la variable dépendante, l'étude portera sur le comportement étatique après l'examen de la distance idéologique suite à chaque événement survenu et étudié dans le cadre de notre analyse.

Les effets attendus sont de deux ordres : d'un côté, plus la distance idéologique est faible ou s'atténue suite à une adéquation au sujet de la représentation d'un enjeu, plus un rapprochement diplomatique entre les États étudiés se produira ; l'indicateur de ce phénomène est l'établissement de toute politique de coopération. De l'autre côté, plus la distance idéologique est importante ou s'accroît suite à une divergence au sujet de la représentation d'un enjeu, plus nous devons nous attendre à un éloignement diplomatique entre les États analysés; l'indicateur de cette dynamique est l'établissement de politiques divergentes et agressives. Cependant, comme l'étude est complétée dans une perspective évolutionniste, une échelle sera mise en place afin d'identifier ce cheminement pour cause de l'effet d'accumulation. Ainsi, la progression des actions politiques négatives (sanctions) devrait effectuer comme suit : d'abord, l'absence d'actions politiques négatives, puis la menace de représailles, et pour terminer, l'imposition desdites sanctions.

Afin d'identifier ces éléments, nous examinerons les interactions diplomatiques dans le but de décortiquer et analyser les énoncés officiels de chaque partie et les discours prononcés par les responsables américains et syriens. Par le fait même, nous espérons obtenir un aperçu de l'évolution des relations au fil du temps en étudiant et comparant chacun de ces aspects.

1.4 Question de recherche

Dans le but d'obtenir une analyse éclairée de l'évolution des relations syriano-américaines menant à la marginalisation de la Syrie entre 2001 et 2005, nous posons la question suivante : quel impact la distance idéologique a-t-elle eu sur l'établissement de relations syriano-américaines tendues et la marginalisation syrienne sur la scène régionale ? Pour répondre à notre question de recherche, l'hypothèse avancée sera la suivante : l'accumulation de désaccords interprétatifs entre les États-Unis et la Syrie sur un ensemble d'événements expliquerait la dégradation des relations syriano-américaines et l'aliénation de la Syrie au cours de la période 2001-2005.

1.5 Méthodologie

Le raisonnement développé au cours de cette étude s'appuie sur une démarche hypothético-déductive. Les données utilisées aux fins de cette recherche sont tirées de trois types de sources. Premièrement, les bases de notre recherche proviennent d'articles scientifiques⁶⁵ d'experts nord-américains, européens, arabes et israéliens. Ces publications permettront d'étudier l'état actuel empirique et théorique de notre problématique. Ensuite, nous accorderons une importance capitale aux corpus provenant d'agences spécialisées en traduction de journaux arabes⁶⁶ et quotidiens occidentaux⁶⁷. L'utilisation de ces informations nous permettra d'avoir leurs perceptions respectives des événements de la période analysée à partir des discours de différents dirigeants syriens, européens, arabes et américains. Finalement, les dernières sources de renseignements exploitées seront les archives

⁶⁵ Voir la bibliographie pour une description des principaux journaux académiques consultés.

⁶⁶ Nous avons utilisé 815 exemplaires de l'agence de traduction de *The Middle East Reporter*. Ces derniers comprennent les journaux suivants : Grande-Bretagne : *Al Hayat*; Liban : *Al Intiqad*, *Al Hawadeth*, *Al Akhbar*, *Al Balad*, *Al Bayan*, *Al Kifah Al-Arabi*, *Al-Mustaqbal*, *Al Shiraa*, *Al-Watan Al Arabi*, *An Nahar*, *As Safir*; Koweït : *Al Seyassah*; Arabie Saoudite : *Al Jazirah*, *Al Riyadh*, *Saudi Press Agency*; Syrie : *Al Baath*, *Al Thawra*, *SANA*, *Tishrin*; Jordanie : *Ad-Dustour*; Egypte : *Ahram*, *Al-Ahram Weekly*, *El Wasat*, *El Akhbar*; EAU : *Al-Itihad*, *Al-Khaleej*.

⁶⁷ Nous avons consulté plus de 400 articles de l'agence de presse *Middle East International*, située à Nicosie, en Chypre.

gouvernementales américaines : ces données nous donneront la chance de mieux comprendre l'évolution des politiques officielles des États-Unis par rapport à la Syrie. En ce qui a trait aux archives gouvernementales syriennes, nous délaierons ces documents, vue la distance et la barrière linguistique.

1.6 Division du mémoire

Nous franchirons trois étapes pour confirmer notre hypothèse. Le premier chapitre traitera de la période de septembre 2001 à mars 2003 : dans cette partie, nous étudierons les origines de la dégradation des relations syriano-américaines en nous posons la question suivante, soit quels éléments au sein de la relation ont été perçus différemment et quelles conséquences ont-ils eu sur les relations syriano-américaines et le processus de marginalisation de la Syrie dans la région ? Nous observerons comment la distance idéologique à propos de la définition du « terrorisme » durant la « guerre contre le terrorisme » et le conflit israélo-palestinien, ainsi que celle à l'égard de la situation irakienne lors de l'invasion américaine de 2003, sera l'un des principaux éléments déclencheurs de ce processus d'exclusion.

Le deuxième chapitre explorera la période de mai 2003 à avril 2005. Nous analyserons le processus menant à l'interruption des relations entre Washington et Damas et à la condamnation de la Syrie dans la région du Moyen-Orient en reprenant la question du dernier chapitre. Nous verrons également comment la distance idéologique au sujet des demandes de Washington émises à Damas le 3 mai 2003 — à propos du conflit israélo-palestinien, de la frontière syriano-irakienne et de la présence des troupes syriennes au Liban — a joué un rôle important dans l'envenimement des relations syriano-américaines et l'isolement de la Syrie sur la scène régionale.

Enfin, nous terminerons l'analyse en synthétisant ces deux chapitres et en faisant un retour sur les recherches en politique étrangère syrienne. En définitive, nous concluons que

la dégradation des relations syriano-américaines et la marginalisation syrienne au cours de la période 2001 à 2005 sont non seulement liées à des faiblesses personnelles du président al-Asad ou des défaillances au sein du régime syrien, mais aussi à des désaccords interprétatifs sur les fondements relationnels entre les gouvernements syrien et américain.

CHAPITRE I

2001-2003 : De la coopération à l'hostilité ouverte :

Distanciation idéologique et comportements syriens et américains lors de la « guerre contre le terrorisme », du conflit israélo-palestinien et de l'invasion américaine de l'Irak

« The relationship is based on two parallel lines. On one hand, there is close intelligence cooperation in the war against al-Qaeda network, and on the other hand, there is a *verbal clash* over Syria's support of Hizbullah's [and the Palestinian groups] attacks against Israel »⁶⁶.
Nathan Gutman, le 18 septembre 2002

L'arrivée au pouvoir de Bashar al-Asad en juin 2000 annonçait pour plusieurs dirigeants l'espoir d'un rapprochement diplomatique avec le monde occidental⁶⁷. À titre de preuve, la secrétaire d'État Madeleine Albright, représentant le président démocrate Bill Clinton lors des funérailles du président Hafiz al-Asad le 13 juin 2000, a affiché ouvertement son soutien à l'ascension d'al-Asad fils à la tête de l'État syrien⁶⁸. Dès la fin de l'ère Clinton à la Maison-Blanche en janvier 2001, l'administration Bush a adopté la même directive politique que ses prédécesseurs envers le régime syrien. Témoignant de cette continuité diplomatique, le président Bush et le secrétaire d'État Colin Powell ont renoncé à une rencontre avec le Cardinal Nasrallah Boutros Sfeir, patriarche de l'Église maronite du Liban et farouche opposant de la présence syrienne en sol libanais, lors de sa visite aux États-Unis en mars 2001⁶⁹.

⁶⁶ Press Services and Documentation Bureau, « Dim Prospects for Syria Accountability Act », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 104, no 1216, 21 septembre 2002, p. 13. [Italique ajouté par l'auteur]

⁶⁷ Eyal Zisser, 2003, « Does Basher al-Assad rule Syria? », In *Middle East Quarterly*, vol. 10, no 1 (Winter), en ligne, <http://www.meforum.org/517/does-bashar-al-assad-rule-syria>, page consultée le 3 juillet 2009.

⁶⁸ Burhan Ghalioun, « Où s'en va la Syrie », conférence donnée dans le cadre des "Entretiens d'Euromed-IHEDN", Paris, 15 novembre 2007, en ligne, http://www.mc-doualiya.com/rmfr/articles/085/article_92.asp, page consultée le 3 juillet 2009.

⁶⁹ Gary C. Gambill, 2001, « US Mideast Policy and the Syrian Occupation of Lebanon », In *Middle East Intelligence Bulletin*, vol. 3, no 3 (March), en ligne, http://www.meib.org/articles/0103_11.htm, page consultée le 4 juillet 2009.

Néanmoins, à la suite des attentats du 11 septembre 2001 à New York et à Washington, la dynamique relationnelle entre les États-Unis et la Syrie a connu une lourde régression, au point où, le 3 mars 2003, Colin Powell a contesté le maintien des troupes syriennes au Liban devant une audience au Congrès⁷⁰ pour la première fois depuis son entrée en fonction à titre de secrétaire d'État. Entre septembre 2001 et mars 2003, quels éléments auraient pu avoir contribué à la détérioration du dialogue diplomatique entre les gouvernements américain et syrien et à cette remise en cause des intérêts syriens au Liban ? Quels événements ont amorcé l'évolution défavorable de leurs relations ? Sur quelles bases Washington et Damas sont-elles arrivées à se percevoir négativement ?

En lien avec toutes les analyses proposées par les spécialistes sur le sujet et présentées dans l'introduction de ce mémoire, ce chapitre servira à enchérir l'explication des origines de la détérioration des relations syriano-américaines et du processus de marginalisation syrienne sur la scène régionale de septembre 2001 à avril 2003 basée sur une approche évolutionniste des relations inter-étatiques. Pour ce faire, nous nous concentrerons sur l'étude du rôle et de l'impact de la distance idéologique dans l'évolution des relations syriano-américaines en se posant la question suivante : quels éléments au sein de la relation auraient été perçus différemment par les deux parties et quelles conséquences ces aspects ont-ils eu sur l'aboutissement des relations syriano-américaines et le processus menant à la marginalisation de la Syrie dans la région ? D'après nos recherches, l'accumulation de différends interprétatifs sur plusieurs enjeux politiques provoquera, au cours de l'époque analysée, la détérioration graduelle de l'entente politique entre les administrations syrienne et américaine et marquera l'origine du recul de l'influence syrienne dans la région.

Afin d'expliquer notre proposition, nous diviserons le chapitre en deux parties. Dans un premier temps, nous présenterons l'influence de la distanciation idéologique quant au « terrorisme » sur les comportements syrien et américain lors de la « guerre contre

⁷⁰ Agence France Presse, « US pessimistic about full Syrian troop pullback from Lebanon », 13 mars 2003. [Italique ajouté par l'auteur]

le terrorisme » et du conflit israélo-palestinien. Nous illustrerons d'abord les différentes lectures du « terrorisme » des autorités américaines et syriennes, puis, nous démontrerons qu'une lecture similaire du « terrorisme international » a mené à une collaboration bénéfique pour la Syrie dans le cadre de la « guerre contre le terrorisme ». Cependant, nous étudierons aussi l'accentuation de certaines divergences concernant les acteurs considérés comme des « terroristes » par l'entremise des conséquences de cet événement. Ensuite, nous constaterons que ces désaccords prendront tout leur sens au cours de la résurgence des violences entre Israéliens, Palestiniens et Libanais en octobre 2001, puisque la lecture contradictoire du « terrorisme palestinien et libanais » mènera les autorités syriennes et américaines à se contredire ouvertement. Finalement, nous conclurons cette partie en démontrant qu'au cours de cette dernière phase de tension, l'impact de cette distance idéologique a été minimisé grâce aux apports de la Syrie dans la « guerre contre le terrorisme ».

Dans un second temps, nous exposerons l'effet de la distanciation idéologique à propos de la situation irakienne sur les agissements de Damas et Washington lors de l'invasion américaine de l'Irak. Pour ce faire, nous élaborerons d'abord sur les lectures américaines et syriennes de la menace irakienne pour ensuite prouver qu'une interprétation divergente de l'état de ce régime a provoqué une confrontation diplomatique importante et subséquemment, une remise en cause du champ d'action syrien dans la région par l'administration Bush.

Donc, dans son ensemble, ce chapitre expliquera l'influence de la distance idéologique entre les dirigeants syriens et américains sur la définition du « terrorisme », la conjoncture politique de l'Irak de septembre 2001 à avril 2003, ainsi que sur le processus de dégradation des relations syriano-américaines et de marginalisation de la Syrie dans la région du Moyen-Orient.

2.1 Définition américaine et syrienne du concept de « terrorisme »

Dans le cadre de notre analyse, il est important d'étudier la représentation respective du « terrorisme » à travers les documents officiels des États-Unis et de la Syrie. Cette analyse atteste de la présence d'une distanciation idéologique et par le fait même, de son impact sur les comportements syrien et américain dans l'optique de la « guerre contre le terrorisme » et du conflit israélo-palestinien.

En général, les fondements sur lesquels le régime syrien évalue les faits liés au « terrorisme » découlent de deux articles de la *Convention arabe pour la lutte contre le Terrorisme* du 22 avril 1998. D'après l'article 1.2, le « terrorisme » est interprété selon les objectifs poursuivis par les auteurs d'actes dits « terroristes » :

« Tout acte de violence ou menace de violence, quels qu'en soient les causes et les buts, commis pour mettre en œuvre un projet criminel individuel ou collectif et visant à semer la terreur parmi les gens ou à les effrayer en leur portant atteinte ou en mettant en péril leur vie, leur liberté ou leur sécurité ou à porter atteinte à l'environnement, à l'un des services publics, aux biens publics ou privés, ou à les occuper ou à s'en emparer, ou encore à mettre en danger l'une des ressources nationales »⁷¹.

Si cette dernière citation fournit le cadre général dans lequel les dirigeants syriens décèlent la présence de « terrorisme », la particularité de leur position à l'égard de ce phénomène se précise dans l'article 2 (a) :

« Ne constituent pas une infraction tous les cas de lutte armée, [menée] avec les divers moyens, y compris la lutte armée contre l'occupation étrangère et contre l'agression en vue de la libération et de l'autodétermination, conformément aux principes du droit international »⁷².

⁷¹ Al-bab, « The Arab Convention for the Suppression of Terrorism, adopted by the Council of Arab Ministers of the Interior and the Council of Arab Ministers of Justice. Cairo, April 1998 », *Al-Bab.com*, en ligne, http://www.aidh.org/Biblio/Txt_Arabe/inst_1-conv98.htm, page consultée le 3 juillet 2009. [Italique ajouté par l'auteur]

⁷² *Idem*. [Italique ajouté par l'auteur]

Cette distinction a d'importantes répercussions, puisqu'elle différencie le « terrorisme international » de la légitime défense. Selon le gouvernement syrien, les actes commis par le réseau d'Al-Qaeda seraient illégaux, du fait qu'ils n'auraient pour objectif que de semer la terreur dans les différentes sociétés. Par contre, si les autorités syriennes ont condamné ce type d'organisation, leur lecture des mouvements palestiniens et libanais en était tout autre. Répondant ainsi aux critères liés à l'article 2 (a), où il est question des objectifs poursuivis par les auteurs d'actes « terroristes », ces groupes n'étaient ni décriés, ni prohibés par Damas, puisque leurs actes de violence seraient motivés par la libération de leur territoire de l'occupation israélienne. De ce fait, cette lecture a établi une division claire entre le terrorisme d'Al-Qaeda et la « résistance » des formations palestiniennes et libanaises.

De plus, la *Convention arabe pour la lutte contre le Terrorisme* précise l'interprétation syrienne du « terrorisme », tandis que les documents gouvernementaux des départements de la Défense et de l'État américains ont permis de définir le point de vue américain vis-à-vis de ce phénomène. Par ailleurs, et contrairement à l'interprétation syrienne, la perspective américaine se différencie par l'exclusion des objectifs poursuivis par les auteurs et des personnes visées par ces actes « terroristes », une divergence évidente à l'égard de ces actions et qui aura un impact définitif sur l'interprétation respective du « terrorisme » de ces deux pays.

D'abord, la compréhension américaine du « terrorisme » est principalement définie par le Département de la Défense. En effet, le *Joint Publication 1-02: Department of Defense Dictionary of Military and Associated Terms* illustre ce type d'agissement comme étant un acte illégal : « The calculated use of unlawful violence to inculcate fear; intended to coerce or to intimidate governments or societies in the pursuit of goals that are generally political, religious, or ideological »⁷³. Pour Washington, le contexte dans lequel les « terroristes »

⁷³ United States Department of Defense, Office of Joint Chiefs of Staff, « Joint Publication 1-02: Department of Defense Dictionary of Military and Associated Terms », Washington, DC : United States Department of Defense, 12 April 2001 – As amended through 17 March 2009, p. 552-3, en ligne, http://www.dtic.mil/doctrine/jel/new_pubs/jpl_02.pdf, document consulté le 3 juillet 2009.

interviennent est injustifiable et par conséquent, la violence motivée par des considérations liées à la libération territoriale demeure illégale. Si le document du Département de la Défense condamnait le « terrorisme » sous toutes ses formes, le dossier du Département d'État traitant du même sujet nuance quelque peu la position américaine; le *Patterns of Global Terrorism 2002* élabore qu'un acte terroriste est délimité selon ses cibles, donc : « The term "terrorism" means premeditated, politically motivated violence perpetrated against *noncombatant targets* by subnational groups or clandestine agents, usually intended to influence an audience »⁷⁴. Dans ce cas-ci, si la lecture américaine du « terrorisme » excluait toute considération contextuelle, elle ne considérerait pas les attaques sur les cibles militaires comme étant du « terrorisme »⁷⁵.

Somme toute, la position syrienne à l'égard du « terrorisme international », et donc du réseau d'Al-Qaeda, ressemblait aux grandes lignes avancées par la Maison-Blanche, puisqu'elle rejetait toute forme de violence visant à semer la peur au sein des sociétés civiles. Toutefois, les distances conceptuelles au sujet de la justification de ces actes de violence mèneront à des comportements différents et attiseront des tensions importantes entre Washington et Damas. De ce fait, la distance idéologique de ces lectures légales du « terrorisme » influencera l'évolution de la relation des deux États suivant les attentats du 11 septembre 2001 survenus aux États-Unis.

[Italique ajouté par l'auteur]

⁷⁴ United States Department of State, Office of the Coordinator for Counterterrorism, « Patterns of Global Terrorism 2002: US Department of State Publication 11038 », Washington, DC: State Department, April 2003, p. 13, en ligne, <http://www.state.gov/documents/organization/20177.pdf>, document consulté le 3 juillet 2009. [L'italique ajouté par l'auteur]. De plus, ce document ajoute que : « For purposes of this definition, the term "noncombatant" is interpreted to include, in addition to civilians, military personnel who at the time of the incident are unarmed and/or not on duty ». *Ibid*, p. XIII.

⁷⁵ Ceci n'exclut pas l'utilisation du terme « terrorisme » par les responsables du Département d'État pour qualifier les actes de certains individus ou groupes contre les installations militaires américaines. Par exemple, le vocabulaire utilisé par leurs représentants lors de l'attaque contre l'USS Cole perpétrée par Al-Qaeda le 12 octobre 2000 à Aden, au Yémen, va en ce sens.

2.2 Similarité idéologique et « guerre contre le terrorisme » : rapprochement diplomatique et avantages obtenus par la Syrie

Après les attentats de septembre 2001, Washington s'est activée diplomatiquement et militairement afin d'éradiquer le « terrorisme international » soutenu par le réseau d'Al-Qaeda. Sous l'égide de la « guerre contre le terrorisme », les objectifs américains visaient le démantèlement du réseau d'Al-Qaeda, la destruction de ses différents camps d'entraînement et la prévention de l'émergence de nouvelles cellules terroristes. Les autorités américaines ont décidé d'utiliser une multitude de sanctions économiques, tel le gel des avoirs personnels de dirigeants étatiques soupçonnés d'appartenir ou de soutenir des groupes terroristes, pour atteindre les buts fixés par la « guerre contre le terrorisme ». Ensuite, la Maison-Blanche a prescrit l'utilisation de forces militaires pour intervenir contre les États hébergeant des terroristes. Finalement, le gouvernement américain s'était également engagé diplomatiquement sur la scène internationale à élargir la surveillance mondiale de ces réseaux « terroristes » et à favoriser le partage des renseignements secrets à leur sujet. La résolution 1373⁷⁶ de l'ONU, incarnation de cette nouvelle orientation politique américaine, a été adoptée à l'unanimité le 28 septembre 2001; cette résolution a été élaborée afin de faire obstacle à la circulation, l'organisation et la collecte de fonds des groupes terroristes.

En agissant selon sa propre conception du « terrorisme », les Américains ont indiqué que le contexte dans lequel les « terroristes » perpétraient leurs activités ne pouvait justifier son utilisation, puisque lesdites activités ne servaient qu'à miner les différentes sociétés civiles à travers le monde. C'est dans cette optique que le président Bush a prononcé un discours à la nation le 20 septembre 2001, où il précisait que le but du terrorisme :

« (...) is not making money; its goal is remaking the world -- and imposing its radical beliefs on people everywhere. [...] The terrorists' directive commands them to kill Christians and Jews, to kill all Americans, and make no distinctions among military and civilians, including women and children. This group and its leader -- a person named Usama bin Laden -- are linked to many other organizations in different countries [...] They are recruited from their own nations and neighbourhoods and brought to camps in places

⁷⁶ Organisation des Nations unies, « CS Res.1373 », 28 septembre 2001, en ligne, <http://www.un.org/french/docs/sc/2001/res1373f.pdf>, document consulté le 3 juillet 2009.

like Afghanistan, where they are trained in the tactics of terror. They are sent back to their homes or sent to hide in countries around the world to plot evil and destruction »⁷⁷.

Effectivement, le régime syrien a collaboré de manière étroite avec les autorités américaines contre le réseau d'Al-Qaeda, selon Zisser⁷⁸ et Hinnebusch⁷⁹. Ces spécialistes n'ont pourtant noté d'aucune façon que cette coopération dans la « guerre contre le terrorisme » était le fruit de la compréhension similaire du « terrorisme » d'Al-Qaeda par les dirigeants syriens. Afin de justifier l'aide offerte au gouvernement américain par la Syrie, le président Bashar al-Asad a expliqué au journaliste Seymour Hersh du *New Yorker* en juillet 2003 que sa motivation à tendre la main aux Américains provenait de la similitude entre le combat de Washington contre le réseau d'Al-Qaeda et celui du régime syrien contre le mouvement des Frères musulmans :

« Les événements du 11 septembre ont été comme un film sorti d'Hollywood. [...] Nous avons déjà connu des situations où des innocents ont été tués dans nos rues, et nous connaissons ce sentiment. [...] Nous pensons que l'état d'esprit d'Al-Qaeda n'est pas différent des Frères musulmans »⁸⁰.

Rejoignant les propos de son président, le ministre syrien des Affaires étrangères, Farouk al-Sharaa, a résumé la participation syrienne à la campagne américaine en affirmant que comme les autorités américaines, « nous sommes contre le terrorisme [...], c'est une question de principe »⁸¹.

Par le fait même, un rapprochement s'est entamé entre les autorités américaines et

⁷⁷ George W. Bush, « State Of The Union Address », Washington, 20 septembre 2001, en ligne, <http://stateoftheunionaddress.org/2001-george-w-bush-2>, page consultée le 20 juillet 2009.

⁷⁸ Eyal Zisser, 2005, « Bashar Al-Assad: In or Out of the New World Order? », In *The Washington Quarterly*, vol. 28, no 3 (Summer), p. 121-122.

⁷⁹ Raymond Hinnebusch, 2009, « Syrian Foreign Policy under Bashar al-Asad », In *Ortadoğu Etütleri*, vol. 1, no 1 (July), p.17.

⁸⁰ Seymour M. Hersh, « The Syrian Bet: Did the Bush Administration burn a useful source on Al-Qaeda? », *The New Yorker* (New York), 28 juillet 2003, en ligne, http://www.newyorker.com/archive/2003/07/28/030728fa_fact?currentPage=all, page consultée le 4 juillet 2009.

⁸¹ Press Services and Documentation Bureau, « Zammar's Interrogation », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 103, no 1203, 22 juin 2002, p. 3.

syriennes, car les deux pays entretenaient une vision semblable de la menace « terroriste » d'Al-Qaeda : c'est ainsi qu'au cours des premiers mois de la « guerre contre le terrorisme », l'entente syriano-américaine a assuré plusieurs succès contre le réseau terroriste : par exemple, les transferts aux agences américaines de renseignements sur les activités de cette organisation ont mené à l'arrestation de plusieurs membres du réseau terroriste et à la cessation de nombreux projets d'attentats. D'après les informations recueillies par Seymour Hersh :

« The Syrians had compiled hundreds of files on Al Qaeda, including dossiers on the men who participated—and others who wanted to participate—in the September 11th attacks. Syria also penetrated Al Qaeda cells throughout the Middle East and in Arab exile communities throughout Europe. [...] Syria also provided the United States with intelligence about future Al Qaeda plans. In one instance, the Syrians learned that Al Qaeda had penetrated the security services of Bahrain and had arranged for a glider loaded with explosives to be flown into a building at the U.S. Navy's 5th Fleet headquarters there. The Syrians also helped the United States avert a suspected plot against an American target in Ottawa »⁸².

L'arrestation et la détention de Mohammed Haydar Zammar, recruteur pour le réseau d'Al-Qaeda et indirectement lié aux attentats du 11 septembre 2001⁸³, par les autorités syriennes a marqué un tournant décisif du partenariat syriano-américain dans la « guerre contre le terrorisme ». Félicitant la contribution de la Syrie, le directeur senior des dossiers moyen-orientaux au Conseil de Sécurité Nationale, Flynt Leverett, a dévoilé au journaliste Seymour Hersh que : « the quality and quantity of information from Syria exceeded the Agency's expectations »⁸⁴.

⁸² Seymour M. Hersh, « The Syrian Bet: Did the Bush Administration burn a useful source on Al-Qaeda? », *op. cit.*, en ligne, http://www.newyorker.com/archive/2003/07/28/030728fa_fact?currentPage=all, page consultée le 4 juillet 2009.

⁸³ Zammar affirme avoir recruté Mohamed Atta et d'autres agents pour le réseau Al-Qaeda à Hambourg. Pour plus de détails, consulter : Peter Finn, « Syria Interrogating Al Qaeda Recruiter, Sept. 11 Plot Details Shared With U.S. », *Washington Post* (Washington), 19 juin 2002, page A01.

⁸⁴ Seymour M. Hersh, *op. cit.*, en ligne, http://www.newyorker.com/archive/2003/07/28/030728fa_fact?currentPage=all, page consultée le 4 juillet 2009.

Néanmoins, et contrairement à ce que plusieurs comme Carsten Wieland⁸⁵ et Daniel Byman⁸⁶ affirment, dans les instances où le président al-Asad n'a pas pu tirer avantage de cette coopération avec les autorités américaines, il a malgré tout pu bénéficier largement de ces échanges et a su négocier plusieurs arrangements positifs avec Washington. D'abord, l'administration américaine a soutenu les dirigeants syriens au Moyen-Orient en leur permettant de modifier leurs politiques envers des « groupes de résistance » libanais et palestiniens. Ainsi, lors d'une période de questions tenue à la fin du mois de septembre 2001, un journaliste a demandé à la conseillère américaine pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice, d'élaborer sur les raisons poussant l'administration Bush à ne pas intervenir contre les mouvements du Hamas et du Hezbollah : « We want to give others a chance to make the necessary corrections »⁸⁷. Si cette réponse était restée vague, l'orientation générale de cette déclaration politique a été clarifiée le 11 octobre 2001, lorsque le président Bush a indiqué, au cours d'une conférence de presse, que les Syriens pouvaient aider les Américains en limitant les attaques des mouvements libanais et palestiniens contre Israël : « The Syrians have talked to us about how they can help in the war against terrorism. We take that seriously and we'll give them an opportunity to do so »⁸⁸. Le président a ajouté, cependant, que cette opportunité n'était pas sans conditions : « [But he added] I'm a performance-oriented person. I believe in results »⁸⁹. Enfin, Washington a eu une certaine ouverture envers le mouvement du Hezbollah⁹⁰ : d'après les propos d'un représentant du gouvernement américain, les États-Unis ont cherché à négocier une entente avec le mouvement du Hezbollah, après les attentats de septembre 2001, en soutenant un plan de retrait israélien des fermes de Shabaa en échange d'une cessation des hostilités à l'égard du territoire israélien⁹¹. Confirmant ces propos,

⁸⁵ Carsten Wieland, 2006, « Syria's quagmire, al-Assad's tunnel », *OpenDemocracy.net*, 9 novembre 2006, en ligne, <http://www.opendemocracy.net/node/4081/pdf>, page consultée le 7 septembre 2009.

⁸⁶ Daniel Byman, 2005, « Confronting Syrian-Backed Terrorism », In *The Washington Quarterly*, vol. 28, no 3 (Summer), p. 108.

⁸⁷ Press Services and Documentation Bureau, « Is Lebanon Really Off the Hook? », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 100, no 1166, 29 septembre 2001, p. 7.

⁸⁸ Press Services and Documentation Bureau, « Syria Said Puzzled by Contradictory U.S. Statements », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 101, no 1168, 13 octobre 2001, p. 3.

⁸⁹ *Idem*.

⁹⁰ Nicholas Noe, « The Relationship Between Hizbullah & the United States : In Light of the Current Situation in the Middle East », MPhil Thesis, Cambridge, Université de Cambridge, p. 73-74, en ligne, <http://mideastwire.com/downloads/ThesisNicholasNoe.pdf>, document consulté le 4 juillet 2009.

⁹¹ Press Services and Documentation Bureau, « Lebanon: December 3 », In *The Middle East Reporter*

Nicolas Noe a affirmé que : « such a package had likely been transmitted was provided in mid-November 2001 [...] by prominent Republican, Hon. Darrell Issa »⁹².

En ce qui a trait au gouvernement syrien, en plus d'obtenir certains bénéfices sur la scène régionale, l'administration américaine l'a également appuyé sur la scène internationale. Effectivement, Washington a appuyé la candidature de Damas⁹³ pour siéger au Conseil de sécurité de l'ONU lors du vote du 8 octobre 2001. Plusieurs journalistes, cherchant à comprendre ce changement soudain d'attitude des États-Unis, ont tenté de soutirer des explications du porte-parole du Département d'État, Richard Boucher. Comme la délégation américaine avait mené une campagne contre la candidature de l'État soudanais⁹⁴ l'année précédente — un État qui, comme la Syrie, figurait sur la liste des pays soutenant le terrorisme —, plusieurs l'ont questionné à savoir pourquoi son gouvernement semblait entériner la candidature syrienne. M. Boucher a répondu à cette question de manière plutôt évasive : « As is our longstanding practice and policy, we do not disclose how we voted in any of the elections »⁹⁵.

Malgré tout, au cours de cette période de collaboration contre la menace internationale d'Al-Qaeda, plusieurs différences émanant de la conception divergente du « terrorisme » des deux pays ont commencé à se manifester et à indiquer les futures sources de tensions syriano-américaines. Dans les semaines suivant les attentats du 11 septembre 2001, les dirigeants syriens ont demandé aux autorités américaines, et ce à plusieurs reprises, des éclaircissements sur leur interprétation du « terrorisme » afin d'éviter tout malentendu entre les « terroristes internationaux » et les « combattants de la résistance ». La première demande officielle de la

(Beyrouth), vol. 101, no 1176, 8 décembre 2001, p. 18.

⁹² Nicolas Noe, *op. cit.*, p. 74.

⁹³ La Syrie a reçu 160 des 178 votes de l'Assemblée générale des Nations Unies.

⁹⁴ D'après Israël et certains membres du Congrès américain, le secrétaire d'État Colin Powell a tenté de recruter la Syrie pour mener la « guerre contre le terrorisme ». Pour plus de détails, consulter : Serge Schmemmann, « Syria is likely to join U.N. Security Council », *New York Times* (New York), 7 octobre 2001, page 1A, en ligne, <http://www.nytimes.com/2001/10/07/world/syria-is-likely-to-join-un-security-council.html>, page consultée le 5 juillet 2009.

⁹⁵ United Press International, « Syria Gains Seat on U.N. Security Council », *NewsMax.com Wires*, 8 octobre 2001, en ligne, <http://archive.newsmax.com/archives/articles/2001/10/8/171059.shtml>, page consultée le 5 juillet 2009.

Syrie a eu lieu le 14 septembre 2001, suite à une rencontre entre les ministres syrien et iranien des Affaires étrangères.

Résumant leurs propos, le communiqué final a exigé des précisions de la part des autorités américaines sur leur conception du « terrorisme » :

« The two ministers renewed their condemnation of terrorism and denounced the attacks against the U.S. [...] But the ministers stressed that terrorism should not be linked with Arabs and Muslims, and that a *distinction should be made between terrorism and the right of people to resist foreign occupation*, which is guaranteed by the UN charter »⁹⁶.

La semaine suivante, le président Bashar al-Asad a également réitéré, en collaboration avec ses collègues saoudiens et yéménites, sa demande de clarification auprès des membres du Conseil de sécurité de l'ONU : « J'exhorte les Nations-Unies de faire la distinction entre le terrorisme et la résistance légitime à l'occupation étrangère »⁹⁷. Finalement, à la fin du mois de septembre 2001 et en réaction à une proposition américaine de joindre la coalition contre le « terrorisme », le président syrien a réclamé des explications sur le sujet à deux reprises dans sa contre-proposition :

- « The campaign and its goal must be clear and this *requires a definition of terrorism*;
- A campaign leading to civilian casualties will not be acceptable;
- The U.N. framework is *essential for defining terrorism* and to fight it;
- Terrorism must not be linked to Islam and Arabs »⁹⁸.

Les autorités syriennes ont persévéré à exiger des éclaircissements au sujet du « terrorisme », mais l'administration Bush a continué de les écarter, en raison d'une lecture différente du concept. La première déclaration contrastant ces positions aura lieu le 14 septembre 2001, lors d'une rencontre tenue au Département d'État à Washington entre

⁹⁶ Press Services and Documentation Bureau, « Syria and Iran », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 100, no 1165, 22 septembre 2001, p. 4. [Italique ajouté par l'auteur]

⁹⁷ Najm Jarrah, « Reluctant recruits », In *Middle East International* (London), 28 septembre 2001, no 659, p. 14.

⁹⁸ Press Services and Documentation Bureau, « Syrian Reservations », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 100, no 1166, 29 septembre 2001, p. 5. [Italique ajouté par l'auteur]

l'adjoint du secrétaire d'État et responsable du Proche-Orient, William Burns, et les ambassadeurs des pays arabes.

Au cours de cet entretien, Burns a remis un document détaillant sept points et demandant la participation de ces pays à la coalition antiterroriste tout en faisant abstraction des inquiétudes de Damas sur la conception du « terrorisme » :

- « Arresting and trying the terrorists residing in Arab countries;
- Blocking the movement of terrorists to and from Arab countries;
- Sharing information about terrorists with the international community;
- Expelling or extraditing those who are wanted for crimes to the countries that are after them;
- Strongly condemn[ing] terrorism irrespective of its aims;
- Supporting international efforts to combat terrorism in the United Nations and other world forums »⁹⁹.
- « Terminating any tolerance with states or entities that support terrorism »¹⁰⁰.

Le second refus d'acquiescer à la demande de clarification réclamée par la Syrie s'est produit lors d'un entretien accordé au réseau *Al Jazeera* par la conseillère à la sécurité nationale, Condoleezza Rice, en octobre 2001. Au cours de l'entrevue, elle a précisé que la distinction entretenue par les dirigeants arabes entre les « terroristes internationaux » et les « combattants de la résistance » n'était pas valable, puisque le contexte dans lequel les « terroristes » agissaient ne pouvaient pas justifier leurs actions : « There is no such thing as good terrorism or bad terrorism »¹⁰¹. À la suite d'un échange avec le ministre al-Sharaa dans les bureaux de l'ONU à New York au début du mois de novembre 2001, le secrétaire d'État Powell a cherché à clarifier les paroles de Rice et a spécifié : « a freedom fighter who kills innocent people is a terrorist »¹⁰². Ce refus de dialoguer sur la signification générale du « terrorisme » s'est poursuivi jusqu'en décembre 2001, lorsque Rice a décliné une requête des représentants arabes d'organiser une conférence internationale pour définir une approche

⁹⁹ Press Services and Documentation Bureau, « U.S. Offers Barter Deal to Encourage Arabs », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 100, no 1165, 22 septembre 2001, p. 10. [Italique ajouté par l'auteur]

¹⁰⁰ Press Services and Documentation Bureau, « Assad Strikes a "Live-and-Let-Live" Equilibrium with Bush », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 101, no 1171, 3 novembre 2001, p. 8.

¹⁰¹ *Idem*.

¹⁰² Press Services and Documentation Bureau, « Syria: November 19 », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 101, no 1174, 24 novembre 2001, p. 22.

commune vis-à-vis du « terrorisme ». Ainsi, lors d'une entrevue donnée au réseau britannique *MBC* le 11 décembre 2001, elle a déclaré : « There is no need for an international conference to define terrorism. We've seen its face and we know it »¹⁰³. Conséquemment, ces différentes interventions des autorités américaines ont clairement affiché leurs intentions de ne procéder à aucune différenciation supplémentaire du terme de « terrorisme ».

Outre les divergences d'opinion au sujet des acteurs « terroristes », la similarité des représentations américaines et syriennes du « terrorisme international » a été bénéfique pour les relations syriano-américaines lors de la « guerre contre le terrorisme ». À titre de preuve, un rapprochement s'est effectué entre les deux États afin de contrer la menace d'Al-Qaeda et le gouvernement syrien s'est prévalu de plusieurs avantages sur le plan diplomatique. Toutefois, la distance idéologique au sujet des factions ayant recours au « terrorisme » a mis en exergue des désaccords attisant des tensions relationnelles. Néanmoins, comme les efforts de Washington et Damas étaient centrés sur l'élimination de la menace d'Al-Qaeda, ces mésententes n'allaient pas influencer leur conduite a priori.

2.3 Différend idéologique et conflit israélo-palestinien : éloignement diplomatique et contestation mutuelle

Contrairement à la situation précédente — où l'entente conceptuelle sur le réseau d'Al-Qaeda a mené à des activités coopératives —, la recrudescence des violences dans le conflit israélo-palestinien, au mois d'octobre 2001, allait tout d'abord mettre en évidence la présence de cette distance idéologique au sujet du « terrorisme palestinien et libanais » et allait ensuite causer les premières protestations verbales au sein des relations syriano-américaines.

Pour comprendre l'impact de la distanciation idéologique sur les relations syriano-américaines et sur leur comportement respectif, il est important de reconsidérer leurs documents officiels. D'abord, la vision américaine du « terrorisme » contestait ouvertement

¹⁰³ Press Services and Documentation Bureau, « Pressure Escalates and the Issue is Hizbullah », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 101, no 1177, 15 décembre 2001, p. 7.

les mouvements palestiniens et libanais. Expliquant cette position, les documents des départements de la Défense et d'État traitant du « terrorisme » indiquaient que le contexte dans lequel ces mouvements agissaient ne pouvait pas justifier leurs actions. Par conséquent, les actes de violence motivés par un désir de libération territoriale ne pouvaient être défendus. De plus, la compréhension de Damas du « terrorisme » entraînait en conflit avec celle des États-Unis, puisque selon la *Convention arabe pour la lutte contre le Terrorisme*, les autorités syriennes auraient soutenu les activités des mouvements palestiniens et libanais contre l'État israélien. Afin de justifier cet appui, l'article 2 (a) de cette convention contre le « terrorisme » préconisait la légitimation des actions palestiniennes et libanaises, puisque leurs actions étaient motivées par des considérations liées à la libération de leur territoire de la présence israélienne.

Au fil du temps, les positions américaines et syriennes à l'égard de la recrudescence des violences et du « terrorisme palestinien et libanais » dans le conflit israélo-palestinien se sont écartées progressivement au cours des quatre mois suivant les attentats du 11 septembre 2001. De septembre à mi-octobre 2001, période où l'administration américaine accordait beaucoup d'attention à la « guerre contre le terrorisme », la position américaine était demeurée similaire à celle de la Syrie. Ainsi, durant ce laps de temps, l'administration Bush a tenté d'obliger le gouvernement d'Ariel Sharon à négocier un cessez-le-feu avec l'Autorité palestinienne et a demandé l'établissement d'un État palestinien afin d'obtenir l'appui des dirigeants arabes¹⁰⁴ :

« In an effort to gain Arab support, the United States announced its support of a Palestinian state and *pressed Sharon* to agree to a meeting between Israeli Foreign Minister Shimon

¹⁰⁴ Une petite crise diplomatique avait marqué cet épisode dans les relations israélo-américaines. Ainsi, au début du mois d'octobre 2003, le Premier ministre Ariel Sharon avait déclaré qu'il n'accepterait pas d'être échangé par les États-Unis, comme la Tchécoslovaquie en 1938, pour satisfaire les dirigeants arabes. Répliquant à cette déclaration, les responsables américains demanderont des excuses formelles pour cette comparaison « inacceptable » entre les États arabes et le régime nazi. Pour plus de détails, consulter : Press Services and Documentation Bureau, « U.S. Says Sharon's remarks "unacceptable" », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 101, no 1167, 6 octobre 2001, p. 2.

Peres and Arafat to establish yet another ceasefire, despite the fact that Palestinian violence had not stopped as Sharon had demanded as the price for talks »¹⁰⁵.

Par contre, dès le mois d'octobre 2001, la résurgence des attentats commis par les organisations palestiniennes et libanaises ont poussé l'administration Bush à signaler aux autorités syriennes qu'elle ne pourrait plus prévenir les représailles israéliennes contre ces mouvements dans un avenir rapproché. Après l'assassinat du ministre israélien du Tourisme, Rehavam Zeevi, par des membres du *Front Populaire de Libération de la Palestine*¹⁰⁶ le 17 octobre 2001 — et la subséquente occupation israélienne des frontières de certaines villes palestiniennes¹⁰⁷ —, les autorités américaines ont cessé de limiter les agissements de l'État hébreu. Par exemple, si le Département d'État a demandé un retrait immédiat des troupes israéliennes des territoires palestiniens, le président Bush a évité d'exiger un repli « immédiat »¹⁰⁸ de leur part : « I would hope that Israelis would move their troops *as quickly as possible* »¹⁰⁹. Par ailleurs, un représentant du gouvernement Bush a répété cet avertissement au début du mois de novembre 2001, suite à l'offensive armée du 22 octobre 2001¹¹⁰ par le mouvement du Hezbollah contre les positions israéliennes dans les

¹⁰⁵ Robert O. Freedman, 2005, « The Bush Administration and the Arab-Israeli Conflict: The Record of its First Four Years, In *The Middle East Review of International Affairs*, vol. 9, no 1 (March), en ligne, <http://meria.idc.ac.il/journal/2005/issue1/jv9no1a4.html>, page consultée le 5 juillet 2009. [Italique ajouté par l'auteur]

¹⁰⁶ Cette riposte a été déclenchée suite à l'assassinat du chef du FPLP, Abu Ali Mustafa, le 27 août 2001.

¹⁰⁷ Il est question des villes palestiniennes de Jénine, Ramallah, Bethléem et Bet Jala.

¹⁰⁸ La position du Département d'État est venue de son porte-parole Philip Reeker : « [Israel troops] should be withdrawn immediately from all Palestinian-controlled areas. We deeply regret and deplore Israeli defense force actions that had killed numerous Palestinian civilians over the weekend. ». Cependant, la semaine suivante, la position officielle du département d'État s'est ralliée à celle du président américain, puisque son représentant a évité d'utiliser le terme « immédiat » lorsqu'il a été questionné au sujet du retrait des troupes israéliennes des pourtours des villes palestiniennes. Pour plus de détails, consulter : Press Services and Documentation Bureau, « Arafat and US Are in a Dilemma after the Killing of Israeli Minister », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 101, no 1169, 20 octobre 2001, p. 2 et Press Services and Documentation Bureau, « Sharon Adviser Says U.S.-Israeli Dispute Is Over », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 101, no 1170, 27 octobre 2001, p. 2.

¹⁰⁹ Robert O. Freedman, *loc. cit.*, en ligne, <http://meria.idc.ac.il/journal/2005/issue1/jv9no1a4.html>, page consultée le 5 juillet 2009. [Italique ajouté par l'auteur]

¹¹⁰ Ces attaques endommageront les structures militaires locales et blesseront un employé du ministère de la Défense israélienne. Pour plus de détails, consulter : Ministère des Affaires étrangères (Israël), *Main Events on the Israel-Lebanese Border since the IDF Withdrawal - 10-Aug-2003*, en ligne, http://www.mfa.gov.il/MFA/MFAArchive/2000_2009/2003/8/Main%20Events%20on%20the%20Israe

fermes de Shabaa : « the United State *will not be able to restrain Israel if there is an escalation in military strikes along the border* »¹¹¹. Enfin, si ces derniers incidents ont fait preuve d'un certain relâchement politique de la Maison-Blanche envers Israël, les attentats-suicides perpétrés par des membres du Hamas¹¹² à Haïfa et à Jérusalem les 1^{er} et 2 décembre 2001 ont amené Washington à donner carte blanche à Jérusalem. Suite à cette série d'actes meurtriers en territoire israélien, le porte-parole de la Maison-Blanche, Ari Fleischer, a affiché publiquement — et pour la première fois — le soutien indéfectible du gouvernement américain à son homologue israélien pour combattre les différents mouvements « terroristes » lors d'une allocution le 3 décembre 2001 : « Obviously, *Israel has the right to defend herself*, and the president understands that clearly »¹¹³.

Dans un tel contexte, les propos des administrations américaine et syrienne ont commencé à être aux antipodes, ceux-ci devenus de plus en plus contestataires dès 2002. Premièrement, le discours de certains membres du gouvernement Bush semblait arborer une attitude hostile envers la Syrie, puisque leurs prises de parole dénonçaient l'engagement syrien auprès des « terroristes » palestiniens et libanais. En effet, les premières manifestations de cette nouvelle position ont été dispersées par le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld : au début du mois de février 2002, il a tout d'abord révélé la complicité de la Syrie avec l'Iran pour faciliter le passage des « terroristes » vers le Liban : « Iran has been sending 'terrorists' to Lebanon's Bekaa Valley via Syria for military training »¹¹⁴. Si cette dernière allégation traitait essentiellement des ressources humaines, la question de l'équipement militaire l'a motivé à proférer de nouveau des accusations contre Damas le 2 avril 2002 : « Syria [is] airlifting arms and men to South Lebanon for terrorist attacks

[l-Lebanese%20Border%20since%20th](#), page consultée le 5 juillet 2009.

¹¹¹ Michael Jansen, « Hizbullah & Damascus », In *Middle East International* (Nicosia), no 662, 9 novembre 2001, p. 17. [Italique ajouté par l'auteur]

¹¹² Provoquant la mort de 26 personnes, ces attentats ont été en représailles à l'assassinat de Mahmoud Abou Hanud, commandant des brigades de l'Izz al-Din al-Qassem du Hamas en Cisjordanie, le 23 novembre 2001.

¹¹³ James Bennet, « Mideast flare-up: Mideast Conflict; Israelis Strikes Arafat' Bases; Accuse Him of a 'War on Terror' », *New York Times* (New York), 4 décembre 2001, page A-1, en ligne, <http://www.nytimes.com/2001/12/04/world/mideast-flare-up-mideast-conflict-israelis-strike-arafat-s-bases-accuse-him-war.html>, page consultée le 5 juillet 2009. [Italique ajouté par l'auteur]

¹¹⁴ Press Services and Documentation Bureau, « Lebanon: February 1 », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 102, no 1183, 2 février 2001, p. 20.

against Israel »¹¹⁵. Enfin, pour enchérir sur cette dénonciation de l'entente syrienne avec les « terroristes », le responsable des questions de désarmement au Département d'État, John Bolton, a été encore plus loin en dévoilant ouvertement l'intention du gouvernement syrien de fournir, à ces organisations dites « terroristes », des armes de destruction massive. Bolton a rajouté, lors d'un discours tenu le 6 mai 2002 au *Heritage Foundation* à Washington, que : « The United States also knows that Syria has long had a chemical warfare program. [...] Keeping WMD out of terrorist hands must be a core element of our non-proliferation strategy »¹¹⁶.

Vu ce changement d'orientation chez les Américains, et contrairement aux propos de Dennis Ross¹¹⁷ et de Zisser¹¹⁸, les autorités syriennes ont d'abord agi auprès des différents mouvements palestiniens et libanais afin de mitiger d'éventuelles conséquences. Ainsi, lorsque l'administration Bush a signalé ses intentions de ne plus restreindre le gouvernement israélien à l'égard du « terrorisme » palestinien et libanais en octobre 2001, les autorités syriennes ont demandé discrètement à l'Hezbollah qu'elle réduise ses activités anti-israéliennes. Confirmant cette opération syrienne, le directeur du Centre d'étude stratégique et internationale (CSIS), Anthony H. Cordesman, a déclaré :

¹¹⁵ Press Services and Documentation Bureau, « Syria: April 2 », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 102, no 1192, 6 avril 2002, p. 20. Les accusations portées contre la Syrie ne venaient pas seulement de l'administration américaine. Effectivement, plusieurs dépêches provenant d'Israël ont adopté ces mêmes arguments envers la Syrie : par exemple, pour la première fois, une station télévisée israélienne a accusé la Syrie de fournir des missiles Katyusha au mouvement du Hezbollah. Pour plus de détails, consulter : Press Services and Documentation Bureau, « Syria Reportedly Supplying Hizbullah with Fresh Katyusha Shipments », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 103, no 1200, 1er juin 2002, p. 3.

¹¹⁶ John R. Bolton, « Beyond the Axis of Evil: Additional Threats from Weapons of Mass Destruction », discours à l'*Institut The Heritage Foundation*, Washington, 6 mai 2002, en ligne, <http://www.heritage.org/Research/PublicDiplomacy/HL743.cfm>, page consultée le 5 juillet 2009.

¹¹⁷ Selon Dennis Ross : « Even if Bashar did not mandate these behaviors, he did nothing to stop them; his father would not have allowed these groups to put Syria in a potentially vulnerable, exposed position with a U.S. administration determined to fight terrorism worldwide ». Dennis Ross, 2005, « U.S. Policy toward a Weak Assad », In *The Washington Quarterly*, vol. 28, no 3 (Summer), p. 91.

¹¹⁸ Selon Zisser, la Syrie n'a pas joué un rôle menant à l'arrêt des attaques du Hezbollah à la frontière israélo-libanaise : « The April [2002] crisis subsided thanks to Hizbullah's own decision to suspend the offensive it had launched against Israel. Ominously, the restraining influence on Hizbullah appears to have been Iran, not Syria ». Eyal Zisser, 2002, « The Return of Hizbullah », In *Middle East Quarterly*, vol. 9, no 4 (Fall), p. 3.

« Hezbollah activity did decrease between October 2001 and July 2003. Indeed, there were only seven major reported altercations between Israel and Hezbollah during that time. It seems likely that Syrian president Bashar al-Asad applied pressure on the Hezbollah to reduce its number of attacks, in particular when such attacks were perceived to increase the likelihood of a military confrontation against Syria and/or Lebanon »¹¹⁹.

Néanmoins et parallèlement à ses efforts pour tenter de minimiser la gravité du conflit, la Syrie a aussi continué d'appuyer ces organisations « terroristes » et a protesté ouvertement contre le comportement d'Israël envers les Palestiniens et l'interprétation américaine du conflit israélo-palestinien. Au début du mois de janvier 2002, le ministre syrien de l'Information, Adnan Umran, a donc affirmé que les méthodes utilisées par ces différents mouvements étaient légitimes, puisqu'ils se défendaient contre l'invasion israélienne : « La résistance est, en substance, un droit qui a été reconnu par l'humanité depuis des milliers d'années comme un moyen de combattre l'agression et l'occupation »¹²⁰. De plus, le président al-Asad a précisé que la « résistance » ne pouvait pas être liée au « terrorisme » :

« Personne n'a le droit de nous dire qui est un terroriste et qui ne l'est pas. [La lutte contre l'occupation] est le droit légitime pour tous les peuples, et cela a été clairement indiqué par la Charte des Nations Unies [...] Ceux qui luttent pour la libération de leur terre de l'occupation étrangère ne sont pas des terroristes »¹²¹.

Le président syrien a par contre nié cette entente en écrivant au président Bush, à l'occasion des festivités entourant le Jour de l'Indépendance américaine du 4 juillet 2002, que la situation des factions palestiniennes et libanaises était semblable à celle des révolutionnaires américains se battant contre le roi George III d'Angleterre : « L'indépendance est un droit pour tous les peuples, y compris pour les Arabes, qui désirent obtenir la liberté. La résistance est donc aussi un droit contre l'occupation »¹²².

¹¹⁹ Anthony H. Cordesman, 2006, « Lebanese Security and the Hezbollah », In *CSIS*, Juillet, p. 25, en ligne, http://www.csis.org/media/csis/pubs/060714_lebanese_security.pdf, document consulté le 6 juillet 2009.

¹²⁰ Michael Jansen, « Hizbullah & the south », In *Middle East International* (Nicosia), no 666, 11 janvier 2002, p. 20.

¹²¹ Press Services and Documentation Bureau, « Contradiction or Confusion? », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 103, no 1201, 8 juin 2002, p. 13.

¹²² Michael Jansen, « Washington vs. Hizbullah », In *Middle East International* (Nicosia), no 679, 12 juillet 2002, p. 19.

Enfin, en plus de protéger les mouvements palestiniens et libanais, les responsables syriens ont déclaré que s'il y avait présence de « terrorisme » dans les territoires occupés, ce « terrorisme » ne résultait pas des attaques palestiniennes ou libanaises, mais bien des agressions du gouvernement israélien à l'égard des Palestiniens. Par le fait même, au cours d'une séance du Conseil de sécurité de l'ONU au début du mois de janvier 2002, le député du représentant syrien à l'ONU, Fayssal Mekdad, a défendu les actes de violence palestiniens en expliquant qu'il s'agissait d'une riposte contre le « terrorisme étatique » des autorités israéliennes. D'après lui, leur politique de démolition des maisons palestiniennes dans la bande de Gaza et de l'occupation des territoires palestiniens ne servait qu'à semer la peur chez les Palestiniens :

« Par conséquent, résister l'occupation étrangère, en particulier celle des Israéliens dans les territoires palestiniens, est une forme de légitime défense. [Malheureusement, le Conseil de sécurité] n'a pas dénoncé à ce jour le terrorisme d'État israélien et les violations israéliennes répétées au droit international »¹²³.

Tout en dénonçant la conduite d'Israël face à la question palestinienne, Damas a dévoilé, du même coup, l'attitude du gouvernement américain à l'endroit du conflit. Ainsi, au cours de l'été 2002, le président syrien a reproché à Washington d'être responsable de la détérioration de la situation régionale :

« Il y a un conflit dans la région du Moyen-Orient provoquée par l'agression d'Israël. Cette agression a été condamnée par l'ONU et les peuples du monde. Mais il continue à la suite du soutien apporté par le pays [États-Unis], censé être un honnête courtier, mais qui est devenu complètement biaisé en faveur d'Israël »¹²⁴.

Également, les autorités syriennes ont ajouté, dans une citation reprise par le journal étatique *Al-Thawra*, que l'attitude américaine à l'égard de l'État israélien empêchait toute résolution

¹²³ Press Services and Documentation Bureau, « Syria Equates Israeli Action with Sept. 11 Attacks », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 102, no 1181, 19 janvier 2002, p. 4.

¹²⁴ Press Services and Documentation Bureau, « Conflicting Signals about Syrian-US Relations », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 104, no 1209, 3 août 2002, p. 14.

du conflit : « Le soutien démesuré de Washington envers Israël a pratiquement détruit toute chance [...] de mettre fin à 15 mois de violence entre Israéliens et Palestiniens »¹²⁵.

Durant cette phase du conflit israélo-palestinien, la distanciation idéologique entre les dirigeants syriens et américains sur la signification du « terrorisme palestinien et libanais » a mis en exergue des comportements différents et des discours contestataires. Par conséquent, un gouffre s'est creusé entre les deux États et chacun a pris une position distincte en accusant l'autre d'avoir provoqué la détérioration de la situation. Toutefois, ces désaccords n'ont pas engendré l'exercice de sanctions sur la Syrie, puisque les apports syriens à la « guerre contre le terrorisme » ont permis au gouvernement al-Asad de maintenir partiellement la confiance de l'administration américaine.

2.4 Contribution syrienne à la « guerre contre le terrorisme et soutien américain contre les contestataires anti-syriens

Pour continuer, la dynamique relationnelle syriano-américaine s'est déséquilibrée davantage suite aux désaccords à propos des événements liés au conflit israélo-palestinien. Pour illustrer cette friction, Nathan Gutman du quotidien *Haaretz* a dit au journal *An Nahar*, le 18 septembre 2002 :

« The relationship is based on two parallel lines. On one hand, there is close intelligence cooperation in the war against al-Qaeda network, and on the other hand, there is a *verbal clash* over Syria's support of Hizbullah's [and the Palestinian groups] attacks against Israel »¹²⁶.

Effectivement, les accrochages sur le sens du concept de « terrorisme » ont créé des tensions diplomatiques permanentes entre Washington et Damas. Par contre, et heureusement

¹²⁵ Press Services and Documentation Bureau, « 'U.S. Is Too Biased to Broker Peace', State Newspaper Reports », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 102, no 1179, 5 janvier 2002, p. 4.

¹²⁶ Press Services and Documentation Bureau, « Dim Prospects for Syria Accountability Act », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 104, no 1216, 21 septembre 2002, p. 13. [Italique ajouté par l'auteur]

pour Damas, l'administration Bush a grandement valorisé la contribution syrienne à la « guerre contre le terrorisme », palliant ainsi aux décisions politiques prises par la Syrie à l'égard du conflit israélo-palestinien au cours de l'année 2002.

D'abord, comme le soutient Abrahms¹²⁷, l'engagement de la Syrie auprès des États-Unis dans la « guerre contre le terrorisme » a permis à la Maison-Blanche de justifier l'exclusion de la Syrie de l'« Axe du mal »¹²⁸ devant les membres du Congrès. Ainsi, lors d'une audience devant l'*Appropriation Subcommittee* le 14 février 2002, le secrétaire d'État Colin Powell a rassuré ses membres que la coopération syriano-américaine lui a permis d'identifier les intentions syriennes comme étant non-menaçantes à l'égard des intérêts américains :

« I can assure you that *we know exactly what they (Syrians) are doing* and hold them responsible for it. Moreover, we have established contacts with Syrians, much more than with the other three countries, and we have an ambassador in Damascus. For all those reasons we regard Syria in a different way from the countries of the axis of evil »¹²⁹.

Le transfert d'informations par les autorités syriennes durant la campagne américaine et leur rôle d'intermédiaire auprès du mouvement libanais — fait absent des analyses d'Abrahms — ont aussi donné la chance à l'administration américaine de mitiger les frustrations des membres du Congrès à propos du soutien accordé aux différents mouvements « terroristes » palestiniens et libanais dans la tentative de résolution du conflit israélo-palestinien. En outre, au cours d'une séance sur l'état des relations entre les États-Unis et la Syrie tenue le 18 juin 2002 au Congrès, l'adjoint au secrétaire d'État et chargé du dossier sur le Proche-Orient, William Burns, a précisé que la contribution syrienne à la « guerre contre le terrorisme » avait assuré la sécurité des citoyens américains : « Syria's cooperation in the

¹²⁷ Max Abrahms, 2003, « When Rogues Defy Reason: Bashar's Syria », In *Middle East Quarterly*, vol. 10, no 4 (Fall), en ligne, http://www.meforum.org/562/when-rogues-defy-reason-bashars-syria#_ftnref35, page consultée le 8 septembre 2009.

¹²⁸ L'expression « Axe du mal » a été employée pour la première fois par le président Bush lors de son discours sur l'État de l'Union du 29 janvier 2002. L'assignation de l'Iran, l'Irak et de la Corée du Nord à cet axe est motivée par des soupçons que lesdites administrations auraient voulu soutenir le terrorisme et se procurer des armes de destruction massive.

¹²⁹ Press Services and Documentation Bureau, « Syria, U.S. Agree to Fight Terror, But What Kind? », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 102, no 1186, 21/23 février 2002, p. 13. [Italique ajouté par l'auteur]

combat of terrorism had saved many American lives »¹³⁰. De plus, lors des débats tenus en septembre 2002 au sujet du *Syria Accountability Act* — où certains membres du Congrès ont voulu sanctionner la Syrie pour l'appui qu'elle octroyait au « terrorisme » et son implication dans le conflit israélo-palestinien —, le président Bush a fait ressortir la valeur de la Syrie à titre d'agent stabilisateur dans le conflit. Il a réaffirmé ces propos par l'entremise du député au secrétaire d'État sur les questions moyen-orientales, David Satterfield. Lors de sa visite à Damas le 3 septembre 2002, Satterfield a élaboré sur le refus du président d'endosser le projet de loi en précisant que : « [Talking about Bush opposition to Congress bill] Syria is not a marginal country in the region or the world, thus, punishing it will not serve US interests »¹³¹. Développant ce point de vue par écrit pour le bénéfice des responsables des audiences, le député a enchéri, le 20 septembre 2002, que la condamnation de la Syrie pourrait fragiliser la situation au Moyen-Orient : « the act was ill-timed and would further complicate the administration's efforts to find a settlement in the Middle East and enlist Syria's support in the war against terrorism »¹³². Colin Powell a également fait parvenir une correspondance à ces mêmes responsables pour confirmer l'ensemble des informations de Satterfield et pour traiter de l'importance — autant pour les États-Unis que pour la région — du rôle que jouait la Syrie au Moyen-Orient : « in a letter to the committees [Powell cited that] Syria's vital role in the Middle East peace process and its security cooperation with the US had *saved American lives* »¹³³.

De plus, l'importance accordée par l'administration américaine à l'apport de la Syrie dans la « guerre contre le terrorisme » et le conflit israélo-palestinien a bénéficié au régime syrien en évitant toute contestation de la présence de ses troupes au Liban. Discutant ainsi de la légitimité des troupes syriennes en territoire libanais, un haut représentant du Département d'État américain a soutenu la politique de non-ingérence en disant qu'elle était du propos du

¹³⁰ Press Services and Documentation Bureau, « Zammar's Interrogation », *loc. cit.*, p. 3. Cette affirmation réfère au cas Zammar, où les autorités syriennes ont arrêté cet homme ayant apparemment recruté les membres d'Al-Qaeda qui ont participé aux attaques du 11 septembre 2001.

¹³¹ Press Services and Documentation Bureau, « Khaddam: Syria Is Unpunishable; Iraq Is Indivisible », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 104, no 1215, 14 septembre 2002, p. 14.

¹³² Press Services and Documentation Bureau, « Dim Prospects for Syria Accountability Act », *loc. cit.*, p. 13.

¹³³ *Idem.* [Italique ajouté par l'auteur]

gouvernement libanais et non du gouvernement américain : « We believe that Lebanon's relationship with Syria would be standing on more solid ground if an agreement in that regard was reached between the governments of the two countries [...] [The] *Syrian army in Lebanon is first and foremost a matter to be tackled by both states* »¹³⁴.

Somme toute, l'administration Bush a justifié le maintien de ses relations avec la Syrie durant cette période vue sa contribution à la « guerre contre le terrorisme » et, dans une certaine mesure, son implication dans le conflit israélo-palestinien. Washington a également dialogué avec différents représentants syriens lors de séances de discussion, afin d'identifier des terrains d'entente au sujet dudit conflit. De ce fait, de hauts responsables syriens et américains se sont réunis¹³⁵ au *James Baker III Institute for Public Policy* de l'Université Rice au Texas, les 22 et 23 mai 2002¹³⁶, afin d'évaluer divers moyens pouvant améliorer la situation politique au Moyen-Orient. Selon le chef de la diplomatie syrienne, Farouk Al-Sharaa, cet échange a clarifié la position de chacun et a permis de reconnaître les problèmes liés aux perceptions des événements survenus au Moyen-Orient :

« Il existe des différences entre nous. Ils reconnaissent cela et nous aussi [...] Ils considèrent que nous avons tort et nous considérons qu'ils ont tort. Le dialogue se poursuit et nous sommes pour la poursuite de ce dialogue afin que nous puissions faire la lumière sur la réalité de la position syrienne »¹³⁷.

De surcroît, l'ancien ambassadeur des États-Unis en Israël, Martin S. Indyk, a spécifié que l'administration américaine considérait encore l'engagement politique comme étant un moyen de changer l'orientation des dirigeants syriens à l'égard du « terrorisme » : « We are

¹³⁴ Press Services and Documentation Bureau, « Experts Explains U.S. Policy on M.E. Issues », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 104, no 1225, 23 novembre 2002, p. 11. [Italique ajouté par l'auteur]

¹³⁵ Les participants à ces rencontres étaient l'adjoint aux affaires étrangères Walid-al-Muallem; la conseillère syrienne aux Affaires étrangères pour le président Bashar al-Asad, Bouthayna Shaaban; l'ambassadeur syrien aux États-Unis, Zahia Mutaraji; l'adjoint au secrétaire d'État et responsable du Proche-Orient, William Burns; l'ambassadeur des États-Unis en Syrie, Théodore H. Kattouf; le sénateur républicain Arlen Specter et l'ancien secrétaire d'État James Baker.

¹³⁶ Press Services and Documentation Bureau, « U.S.-Syrian Dialogue », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 103, no 1199, 25 mai 2002, p. 2-3.

¹³⁷ Press Services and Documentation Bureau, « Who Is Right and Who Is Wrong », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 103, no 1203, 22 juin 2002, p. 3.

currently holding a dialogue with [...] Syria and I believe we will succeed in stopping them from supporting terrorism without resorting to military action »¹³⁸. Bref, pour Washington, la contribution de Damas à la « guerre contre le terrorisme » et le maintien d'un dialogue surpassait les actions douteuses du régime syrien dans le conflit israélo-palestinien.

Durant cette période, l'apport de la Syrie à la campagne américaine contre le « terrorisme » a réduit les tensions qui provenaient de la distance idéologique de chacun à propos du « terrorisme palestinien et libanais ». À titre d'exemple, les autorités américaines ont défendu le comportement syrien devant les membres du Congrès durant cette période spécifique du conflit israélo-palestinien. Cependant, si les positions maintenues par chacun auraient pu être à l'origine d'une détérioration potentielle des relations et de la situation syrienne dans la région, les positions adoptées par le gouvernement syrien lors de la remise en question de la condition irakienne par les autorités américaines accéléreront davantage le processus de marginalisation et de régression d'influence de la Syrie au Moyen-Orient.

2.5 Différend idéologique et problématique irakienne : éloignement diplomatique et comportements hostiles

D'un côté, la similarité des points de vue des États-Unis et de la Syrie à propos d'Al-Qaeda a permis d'éviter des mésententes profondes causées par une conception différente des mouvements palestiniens et libanais durant cet épisode du conflit israélo-palestinien. D'un autre côté, l'importante distance idéologique sur la question de la condition irakienne au cours de l'année 2002 et 2003 a contribué à une détérioration majeure des relations syriano-américaines et à une remise en cause du champ d'action syrien dans la région par l'administration Bush. Pour comprendre cette distanciation idéologique à l'égard de l'Irak et ses conséquences sur les relations syriano-américaines, une référence aux lectures respectives de ces États est de mise. De manière générale, l'origine de leurs différends concernait l'état de la menace irakienne pour la région et la communauté internationale, car aux yeux des

¹³⁸ *Ibid.*, p. 12.

autorités américaines, le régime de Saddam Hussein était considéré comme un danger à sa sécurité.

C'est pour cette raison que le président Bush a souligné, lors de son discours sur l'État de l'Union le 29 janvier 2002, l'importance de surveiller le comportement irakien, du fait de sa nature déviante et de l'intention de ses dirigeants de développer des armes de destruction massive :

« Iraq continues to flaunt its hostility toward America and to support terror. The Iraqi regime has plotted to develop anthrax and nerve gas and nuclear weapons for over a decade. This is a regime that has already used poison gas to murder thousands of its own citizens, leaving the bodies of mothers huddled over their dead children. This is a regime that agreed to international inspections then kicked out the inspectors. *This is a regime that has something to hide from the civilized world* »¹³⁹.

C'est également pour ces raisons que l'administration Bush a entrepris, au mois de septembre de la même année, des démarches auprès des instances onusiennes afin de contrer le danger irakien. Le président a également justifié ses intentions de confronter le régime Hussein en répétant ses allégations concernant le développement des armes de destruction massive lors de son allocution du 12 septembre 2002 devant l'Assemblée de l'ONU :

« Right now, Iraq is expanding and improving facilities that were used for the production of biological weapons. United Nations' inspections also revealed that Iraq likely maintains stockpiles of VX, mustard and other chemical agents, and that the regime is rebuilding and expanding facilities capable of producing chemical weapons »¹⁴⁰.

Ensuite, il a poursuivi en liant le gouvernement irakien au « terrorisme international » :

¹³⁹ George W. Bush, « Bush State of the Union address », Washington, 29 janvier 2002, en ligne, <http://archives.cnn.com/2002/ALLPOLITICS/01/29/bush.speech.txt/>, page consultée le 5 juillet 2009.

[Italique ajouté par l'auteur]

¹⁴⁰ George W. Bush, « President Bush's address to the United Nations », New York, 12 septembre 2002, en ligne, <http://transcripts.cnn.com/2002/US/09/12/bush.transcript/>, page consultée le 5 juillet 2009. [Italique ajouté par l'auteur]

« In 1991, the UN Security Council, through Resolution 687, demanded that Iraq renounce all involvement with terrorism, and permit no terrorist organizations to operate in Iraq. Iraq's regime agreed. It broke this promise. In violation of Security Council Resolution 1373, Iraq continues to shelter and support terrorist organizations that direct violence against Iran, Israel, and Western governments. [...] Iraq's government openly praised the attacks of September 11. And al Qaeda terrorists¹⁴¹ escaped from Afghanistan and are known to be in Iraq »¹⁴².

Enfin, il a pressé la communauté internationale d'intervenir contre le gouvernement irakien en proposant ces deux derniers arguments : « if an emboldened regime were to supply these weapons to terrorist allies, then the attacks of September 11th would be a prelude to far greater horrors »¹⁴³.

Interprétant différemment la situation du régime de Saddam Hussein, les autorités syriennes ont affirmé que celui-ci ne constituait pas une menace à la région et à la communauté internationale. En ce sens, le vice-président syrien, Abdel Halim Khaddam, a exprimé sa surprise de constater que les États-Unis percevaient Hussein comme étant un dirigeant dangereux lors d'une entrevue accordée au journal turc *Yeni Safak* : « la déclaration de Washington disant que l'Irak constitue une menace à ses voisins est surprenante »¹⁴⁴. D'après lui, l'argument américain reliant l'État irakien aux armes de destruction massive n'était pas fondé, puisque : « Tout le monde sait que l'Irak ne possède pas d'armes de destruction massive »¹⁴⁵.

Du même souffle, il a rajouté que si l'Irak représentait une menace en 1990 lors de la

¹⁴¹ Au mois d'août 2002, des représentants de l'administration américaine avaient déjà commencé à lier le régime irakien aux attentats du 11 septembre 2001 afin de convaincre les Américains de la menace irakienne : « a US official said the Bush administration believed there was « credible evidence » that Sept. 11 hijacker Mohammed Atta met five months earlier with an Iraqi agent in Prague, Czech Republic ». Pour plus de détails, Press Services and Documentation Bureau, « Iraq and Sept 11 », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 104, no 1209, 3 août 2002, p. 5.

¹⁴² George W. Bush, « President Bush's address to the United Nations », *op.cit.*, en ligne, <http://transcripts.cnn.com/2002/US/09/12/bush.transcript/>, page consultée le 5 juillet 2009.

¹⁴³ *Idem*.

¹⁴⁴ Press Services and Documentation Bureau, « Khaddam: U.S. Is Mistaken To Think We Will Give Up Our Interests for Them », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 104, no 1208, 27 juillet 2002, p. 4.

¹⁴⁵ Press Services and Documentation Bureau, « Khaddam: Syria Is Unpunishable; Iraq Is Indivisible », *loc. cit.*, p. 14.

première Guerre du Golfe, cette fois-ci, le danger pour la région moyen-orientale ne provenait pas de l'Irak, mais plutôt d'Israël, détenteur d'armes de destruction massive :

« Lorsque l'Irak a fait l'erreur d'envahir le Koweït, nous étions contre. Mais maintenant, l'Irak est la cible d'une agression, alors nous supportant sa cause. [...] Pourquoi ne faisons-nous pas les mêmes accusations contre Israël? Le monde entier sait qu'Israël possède une innombrable quantité d'armes de destruction massive [...] Les prétextes (pour une telle attaque), que les États-Unis essaient de promouvoir, ne sont pas fondés »¹⁴⁶.

De ce récit, les autorités syriennes ont précisé, par l'entremise du journal *Al-Ba'ath* qui soutient la position officielle du gouvernement syrien, que les propos du président Bush tenus le 12 septembre 2002 à l'ONU n'expliquaient pas l'origine de l'instabilité régionale :

« Le discours du président a oublié le problème fondamental dans notre région, celui de la poursuite de l'agression israélienne causée par l'occupation par Israël de terres arabes. La région ne sera pas témoin de stabilité et de prospérité, sauf si cette agression prend fin et la mise en œuvre d'une paix juste et globale soit mise en place »¹⁴⁷.

La semaine suivante, la radio étatique syrienne a surenchéri en accusant les États-Unis de matérialiser la menace irakienne afin de faire dévier l'attention de la communauté internationale du comportement israélien dans les territoires palestiniens :

« L'opération de Tel-Aviv est venue attirer le regard de la communauté internationale et rappeler les puissances au sein de l'ONU, que la Palestine est la vraie question, que la question irakienne est artificielle et que les États-Unis l'utilisent comme prétexte pour dissimuler les pratiques barbares d'Israël dans les territoires occupés »¹⁴⁸.

Dans ce contexte, les différends syriano-américains mèneront les deux États à non seulement prononcer des discours différents, mais surtout à adopter des comportements antagoniques l'un envers l'autre. D'un côté, les dirigeants syriens s'engageront à empêcher

¹⁴⁶ *Idem*.

¹⁴⁷ Press Services and Documentation Bureau, « Syria Says Bush Focus on Iraq Ignores Arab-Israeli Conflict », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 104, no 1215, 14 septembre 2002, p. 6.

¹⁴⁸ Press Services and Documentation Bureau, « Syria: Tel Aviv Bomb Puts Focus On Palestinian Issue », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 104, no 1216, 21 septembre 2002, p. 1.

l'offensive américaine, et de l'autre, l'administration Bush déclenchera les hostilités contre le régime irakien et amorcera des changements politiques à l'égard de la Syrie.

Contrairement à l'affirmation de Hinnebusch, qui prétendait que la Syrie n'avait pris aucune action politique afin de s'opposer à l'invasion américaine de l'Irak¹⁴⁹, les dirigeants syriens se sont en fait engagés de quatre différentes manières pour stopper les mises en garde américaines faites au gouvernement irakien. Premièrement, la Syrie a incriminé les intentions belliqueuses des Américains en faisant le lien entre les incertitudes émanant d'une telle guerre et la stabilité régionale. Ainsi, lors d'une entrevue accordée à l'agence de presse *Reuters* en octobre 2002, le président Bashar al-Asad a déclaré : « Notre inquiétude est d'entrer dans l'inconnu. [...] Même les États-Unis ne savent pas comment la guerre en Irak va finir »¹⁵⁰. De plus, il a précisé, en décembre 2002, que cette ambivalence allait à l'encontre des objectifs américains dans leur « guerre contre le terrorisme » : « l'invasion américaine de l'Irak va créer un terrain fertile pour le terrorisme »¹⁵¹. En février 2003, si cette question d'instabilité inquiétait au plus au point le gouvernement syrien, le ministre des Affaires étrangères, Farouk al-Sharaa, a relié la menace israélienne à cet argument en signalant que c'était plutôt le danger associé aux activités de l'État hébreu qui avait la possibilité de créer un déséquilibre en matière de sécurité régionale :

« Cette guerre [...] va s'étendre à l'ensemble de la région. La guerre va conduire à l'anarchie totale, bénéficiant uniquement à ceux qui prennent sur eux de semer la peur et la destruction. Ceux qui battent les tambours de la guerre... ont un agenda caché. Ils cherchent à mettre en œuvre à travers de la région le prélude de ce qui est leur guerre contre l'Irak »¹⁵².

Deuxièmement, Damas a entrepris des négociations avec des pays membres de la Ligue

¹⁴⁹ Raymond Hinnebusch, 2009, « Syrian Foreign Policy under Bashar al-Asad », In *Ortadoğu Etütleri*, vol. 1, no 1 (July), p. 18.

¹⁵⁰ Press Services and Documentation Bureau, « Syria Explains Change of Heart at U.N. », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 104, no 1224, 16 novembre 2002, p. 12.

¹⁵¹ Press Services and Documentation Bureau, « Assad Warns Against U.S.-Iraq War On Eve Of Landmark UK Visit », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 104, no 1228, 14 décembre 2002, p. 1.

¹⁵² Press Services and Documentation Bureau, « Syria Argues Against Attack on Iraq, Says Israel Equally to Blame », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 106, no 1236, 15 février 2003, p. 4.

arabe pour empêcher les troupes américaines d'utiliser l'espace aérien et territorial des États arabes. Le premier succès de cette démarche s'est produit lors du Sommet des ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe tenu les 4 et 5 septembre 2002 : durant cette rencontre, les autorités syriennes ont forgé un consensus sur une déclaration d'opposition à l'invasion de l'État irakien par les États-Unis. Selon le communiqué final de la rencontre : « the ministers reject any threat of aggression against some Arab countries, particularly Iraq [but want] a comprehensive Iraqi settlement with the UN »¹⁵³. À la suite du gain symbolique du sommet de septembre 2002, les dirigeants syriens ont de nouveau convié une réunion des ministres des Affaires étrangères arabes dans la semaine du 16 février 2003, afin de s'entendre sur l'agenda des discussions du deuxième sommet de la Ligue arabe de la semaine suivante. Ainsi, au cours de ces échanges, les représentants syriens ont cherché à obliger les États arabes à défendre le régime irakien en cas d'invasion américaine. C'est dans cette optique que le chef de la diplomatie syrienne, Farouk al-Sharaa, a déclaré :

« Nous voulons une résolution qui va accorder une assistance contre toute agression sur n'importe quel État arabe. Nous voulons réactiver l'accord de défense de la Ligue arabe, qui exige des États membres de venir en aide à l'un de nous en cas d'agression étrangère »¹⁵⁴.

Ne réussissant pas à inclure cette clause dans la déclaration officielle, ce même ministre a tout de même réussi à boucler dans l'agenda la possibilité d'interdire aux pays arabes d'aider les États-Unis à envahir l'Irak : « the necessity for their countries to *refrain from offering any kind of assistance or facilities* for any military action that threatens Iraq's security, safety or territorial integrity »¹⁵⁵. Anticipant un autre succès contre les autorités américaines, la démarche syrienne a cependant dû essuyer le refus des dirigeants arabes de se plier à cette exigence lors du sommet¹⁵⁶ de la Ligue arabe du 1^{er} mars 2003 organisé à Charm el-Cheikh,

¹⁵³ Sana Kamal, « Facing the inevitable? », In *Middle East International* (Amman), no 683, 13 septembre 2002, p. 9.

¹⁵⁴ Press Services and Documentation Bureau, « Syria Wants Ban on Arab Help for Attack on Iraq », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 106, no 1237, 22 février 2003, p. 3.

¹⁵⁵ Press Services and Documentation Bureau, « Hopes in Collective Arab Action Dimmed », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 106, no 1237, 22 février 2003, p. 8.

¹⁵⁶ Ce sommet a été surnommé le « Sommet de la peur » par le journal *As Safir*. Pour plus de détails,

en Égypte. Durant cette rencontre, la formulation « refrain from *offering* any kind of assistance or facilities » a donc été remplacée par une condition moins restrictive; afin de représenter ce changement de façon adéquate, les modalités du point 5 proposaient désormais que : « We call on Arab countries to refrain from *participating*¹⁵⁷ in any military action that targets the security, safety and unity of Iraq, or on an other Arab country »¹⁵⁸. Dans son ensemble, même si l'avis officiel a réaffirmé l'opposition arabe à toute attaque militaire contre l'Irak, les États arabes ont conservé le droit de permettre l'utilisation de leur territoire par les troupes américaines en préparation d'une future attaque du régime irakien. Par conséquent, les Syriens n'ont pas été en mesure d'empêcher les dirigeants arabes d'endosser la position américaine à propos de l'invasion de l'Irak.

Parallèlement, les autorités syriennes ont également forgé une entente avec les opposants des États-Unis dans les instances onusiennes, afin d'empêcher les troupes américaines d'intervenir en Irak. Ainsi, le premier pas pour concrétiser cet objectif s'est fait le 8 novembre 2002, lorsque le représentant syrien a voté en faveur de la résolution 1441 du Conseil de Sécurité de l'ONU. Si cette dernière semblait ouvrir la porte à une incursion américaine en territoire irakien, les autorités syriennes ont justifié leur décision en avançant deux raisons : d'abord, en acceptant l'envoi de l'équipe d'inspecteurs d'Hans Blix en Irak à partir du 27 novembre 2002, les autorités syriennes ont cherché par les voies diplomatiques à démontrer aux États-Unis l'inexactitude de leur position vis-à-vis des armes de destruction massive du régime irakien. Ensuite, même si cette résolution appelait à des conséquences importantes pour Bagdad en cas de transgression des volontés du Conseil de sécurité, Damas a pu obtenir des garanties des grandes puissances que la résolution 1441 ne serait pas suffisante pour légitimer l'attaque des Américains. Selon l'agence de presse syrienne SANA : « La décision syrienne d'accepter la résolution a été motivée par les garanties reçues

consulter : Press Services and Documentation Bureau, « Arab Discord Seen as 'Green Light' for War », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 106, no 1239, 8 mars 2003, pp. 9-12.

¹⁵⁷ La presse arabe a soulevé que ce changement était le produit du président de la séance. Effectivement, ce dernier, étant d'origine bahreïnienne et près de la position américaine sur le sujet irakien, aurait effectué le changement à la dernière minute afin de ne pas contrarier les autorités américaines. Pour plus de détails, consulter : Press Services and Documentation Bureau, « Arab Discord Seen as 'Green Light' for War », *loc. cit.*.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 11. [Italique ajouté par l'auteur]

de Kofi Annan, et d'autres membres permanents du Conseil que la résolution ne constituerait pas la base d'une future attaque contre l'Irak »¹⁵⁹. En guise d'opposition à Washington à l'ONU, Damas a donc refusé d'adopter une seconde résolution¹⁶⁰ onusienne au mois de février 2003.

Le vice-président syrien, Abdel Halim Khaddam, a expliqué les pourquoi de ces actions en affirmant que la présence de l'équipe d'inspecteurs d'Hans Blix en Irak motivait encore le refus du régime syrien d'endosser la position américaine : « Il n'y a aucune justification à un nouveau projet de résolution américano-britannique qui dit que l'Irak a raté sa dernière chance. [...] Les inspecteurs n'ont pas terminé leur travail dans l'application de la résolution 1441 »¹⁶¹. Conséquemment, les autorités syriennes ont soutenu l'opposition russe, française et allemande à l'offensive américaine contre le régime irakien.

Pour terminer, Damas a pris conscience de ses démarches infructueuses pour empêcher l'invasion du territoire irakien et a pris la décision de défier Washington en soutenant indiscrètement Bagdad contre l'invasion militaire américaine, qui a commencé le 20 mars 2003. Ainsi, Farouk al-Sharaa du ministère syrien des Affaires étrangères, a souhaité publiquement la défaite des troupes américaines et britanniques en Irak : « La Syrie a un intérêt patriotique et nationaliste de voir la défaite des envahisseurs en Irak. Je loue l'héroïsme et la bravoure du peuple irakien »¹⁶².

Dans la même veine, le président al-Asad a douté ouvertement de la capacité de l'armée américaine de remporter la victoire lors d'un entretien avec le journal *As-Safir*, le

¹⁵⁹ Press Services and Documentation Bureau, « Syria Takes Pains to Justify Its Endorsement, Cites Guarantees », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 104, no 1223, 9 novembre 2002, p. 2.

¹⁶⁰ Selon les informations rapportées par l'agence *The Middle East Reporter*, la Syrie a refusé la requête du secrétaire d'État, Colin Powell, d'appuyer une seconde résolution de l'ONU le 24 février 2003. Pour plus de détails, consulter : Press Services and Documentation Bureau, « Iraq: February 24 », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 106, no 1238, 1er mars 2003, p. 17.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 11.

¹⁶² Press Services and Documentation Bureau, « The Shiites Will Rise Up When the Time Comes », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 107, no 1243, 5 avril 2003, p. 7.

27 mars 2003 :

« Les États-Unis et la Grande-Bretagne ne seront pas en mesure de contrôler l'ensemble de l'Iraq. Il y aura beaucoup plus de résistance. [...] S'ils pensent réussir, et nous espérons le contraire et nous doutons qu'ils réussissent, ils devront affronter une résistance populaire, et cela a déjà commencé »¹⁶³.

Enfin, le Sheikh Ahmad Kaftaro, Grand Mufti de la Syrie, a affiché son soutien à la « résistance » contre les troupes de la Coalition envahissant l'Irak lors d'un discours prononcé le 28 mars 2003 : « Je demande à tous les musulmans à utiliser tous les moyens possibles pour contrer l'agression, y compris les opérations de martyre contre les envahisseurs belligérants américains, britanniques et sionistes »¹⁶⁴.

En somme, l'importance du différend idéologique syrien par rapport à la conception américaine de la menace irakienne a mené Damas à non plus s'en tenir uniquement à contester les arguments américains sur la scène publique — comme par le passé —, mais aussi à se prononcer plus fermement, et pour la toute première fois, contre les intentions américaines d'envahir le territoire irakien. Que ce soit par l'entremise de la Ligue arabe, de l'ONU ou par les encouragements manifestes et non-voilés adressés aux peuples syrien et irakien en les invitant à prendre les armes contre les troupes américaines, les autorités syriennes se sont engagées directement sur une voie de confrontation avec Washington.

Par conséquent, face à une telle opposition des autorités syriennes, le gouvernement américain a commencé à signaler son intention de sanctionner le régime syrien. En effet, de février à avril 2003, la frustration de la Maison-Blanche vis-à-vis du comportement syrien l'a menée à reformuler ses politiques et à accuser la Syrie d'intervenir directement dans le conflit sévissant en Irak. Tout d'abord, à la fin du mois de février 2003, le secrétaire à la Défense Rumsfeld avertissait indirectement le régime syrien des conséquences d'une

¹⁶³ Press Services and Documentation Bureau, « Rumsfeld Accuses Syria of Sending Arms to Iraq », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 106, no 1242, 29 mars 2003, p. 3.

¹⁶⁴ Press Services and Documentation Bureau, « Iraq-War: March 28 », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 106, no 1242, 29 mars 2003, p. 21.

potentielle intervention en Irak : « Syria [...] would probably stay pretty much out of it and not do anything particular that would be disadvantageous »¹⁶⁵. Cherchant à les avertir des répercussions d'un tel comportement antagoniste à leur endroit, l'administration Bush a publiquement instauré une nouvelle politique à propos de la présence syrienne au Liban : c'est ainsi que Colin Powell a contesté, pour la première fois depuis son entrée à titre de secrétaire d'État, le maintien des troupes syriennes en territoire libanais lors d'une audience du Congrès américain le 3 mars 2003. Décrivant l'objectif de l'administration Bush à l'égard de la Syrie, le secrétaire d'État a déclaré : « [it is to] let Lebanon be ruled by the Lebanese people *without the presence of [the Syrian] occupation army* »¹⁶⁶. Conséquemment, Powell a également laissé entendre une possible ouverture de la réédition du *Syrian Accountability Act* pour, d'une part, soutenir les avertissements qu'il a émis sur la présence syrienne au Liban, et d'autre part, pour réprimander Damas de sa manifestation d'appui envers l'Irak et de son opposition aux plans d'intervention américaine en territoire irakien¹⁶⁷. Réaffirmant cette nouvelle position à propos du Liban, le secrétaire à la Défense Rumsfeld a décrié « l'occupation » du territoire libanais par les forces militaires syriennes le 15 mars 2003, lorsqu'il discutait avec des journalistes du redéploiement des troupes syriennes au Liban :

« I am not certain the recent redeployment will amount to anything and I am not optimistic because I have seen ups and downs in the number of Syrian troops in Lebanon over the years. This sort of redeployment does not indicate that we will reach zero Syrian troops in Lebanon or that the Lebanese people will be allowed *to govern themselves without the presence of an occupation army* »¹⁶⁸.

Ensuite, dès le début des hostilités en Irak le 20 mars 2003, Washington a pointé du doigt les dirigeants syriens en les accusant d'agir contre les intérêts américains. Ainsi, au cours des combats entre les forces américaines et irakiennes, Rumsfeld a accusé la Syrie de transférer

¹⁶⁵ Press Services and Documentation Bureau, « Reasons for Syria's Staunch Defense of Iraq », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 106, no 1238, 1er mars 2003, p. 12.

¹⁶⁶ Agence France Presse, « US pessimistic about full Syrian troop pullback from Lebanon », 13 mars 2003. [Italique ajouté par l'auteur]

¹⁶⁷ *Idem*.

¹⁶⁸ Press Services and Documentation Bureau, « 'Our Objective Is a Lebanon Without Syrian Occupation' --Powell », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 106, no 1240, 15 mars 2003, p. 6. [Italique ajouté par l'auteur]

des armes syriennes en Irak pour appuyer les combattants anti-américains : « [The] United States had information that shipments of military supplies and material and equipment¹⁶⁹ have been crossing from Syria into Iraq, apparently to aid the forces of President Saddam Hussein »¹⁷⁰. Pour ce dernier, un tel comportement confirmait l'hostilité de la Syrie à l'égard de l'administration Bush et justifiait une future condamnation : « *These deliveries pose a direct threat to the lives of coalition forces* »¹⁷¹. We consider such trafficking as hostile acts, and will hold the Syrian government accountable for such shipments »¹⁷². Le 9 avril 2003¹⁷³, après la prise de Bagdad par les troupes américaines, la Maison-Blanche a proféré d'autres accusations et a incriminé la Syrie et l'aide qu'elle aurait apporté aux réfugiés politiques irakiens. Lorsque l'ambassadeur irakien à l'ONU, Muhammed al-Douri, a quitté New York pour Damas, le président Bush a encouragé les dirigeants syriens à refuser la venue d'une délégation irakienne et de la rediriger aux autorités concernées s'ils voulaient éviter des sanctions : « Syria just needs to know we expect full cooperation and that we strongly urge them not to allow Baath Party members or Saddam's families or generals on the run to [...] find safe haven there »¹⁷⁴.

Au cours de cette période, l'ampleur de la distance idéologique entre les gouvernements syrien et américain sur la menace irakienne a fait la lumière sur les agissements diamétralement en opposition des deux États. Vraisemblablement, l'éloignement diplomatique qui s'est effectué entre eux a eu pour conséquence de non seulement contester leurs choix politiques respectifs, mais aussi de les inciter à agir contre les intentions de

¹⁶⁹ Il est question d'un transfert de lunettes pour vision nocturne.

¹⁷⁰ Press Services and Documentation Bureau, « U.S. Serves Warnings to Syria, Iran: Don't Get involved in Iraq War », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 106, no 1242, 29 mars 2003, p. 2.

¹⁷¹ Il est important de mettre l'accent sur le changement de discours de Washington à propos du régime syrien. De ce fait, si au cours de la « guerre contre le terrorisme » les autorités syriennes ont pu obtenir la défense de l'administration Bush contre les accusations de certains Américains sur sa menace, cette situation dénote une évolution importante à l'encontre du régime syrien. [Italique ajouté par l'auteur]

¹⁷² Press Services and Documentation Bureau, « U.S. Serves Warnings to Syria, Iran: Don't Get involved in Iraq War », *loc. cit.*, p. 2.

¹⁷³ Il est important de préciser que l'une des premières actions entreprises par les forces armées américaines après la chute de Bagdad le 9 avril 2003 a été de fermer le pipeline entre Kirkouk et Baniyas, en Syrie.

¹⁷⁴ Press Services and Documentation Bureau, « Bush Urges Syria to Turn over Saddam's Men, Not to Shelter Them », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 107, no 1244, 12 avril 2003, p. 2.

chacun. De ce fait, l'accumulation des actions syriennes hostiles envers l'administration Bush a mené cette dernière à brandir les premières menaces de sanction en durcissant son attitude envers la présence syrienne au Liban. À la suite des événements entourant la guerre irakienne, Washington a alors exigé une nouvelle conduite de la part de Damas dans la région, conduite qui allait remettre en question les intérêts régionaux de la Syrie.

2.6 Synthèse

Dans son ensemble, ce chapitre a cherché à identifier, de septembre 2001 à avril 2003, l'influence de la distance idéologique sur le comportement étatique syrien et américain. D'après la perspective évolutionniste des relations inter-étatiques, nous avons clarifié les enjeux entourant le « terrorisme » et la condition irakienne lors des événements liés à la « guerre contre le terrorisme », au conflit israélo-palestinien et à l'invasion américaine de l'Irak comme étant les éléments à l'origine de la détérioration des relations entre la Syrie et les États-Unis.

Dans un premier temps, nous avons déterminé que la compréhension des dirigeants syriens et américains du terme « terrorisme » était un facteur déstabilisateur de la relation syriano-américaine. Durant les premiers mois de la « guerre contre le terrorisme » à la suite des attaques du 11 septembre 2001, nous avons constaté que la similarité de leur interprétation du « terrorisme » d'Al-Qaeda avait produit un rapprochement entre les deux États et cette situation s'était avérée plutôt avantageuse pour le gouvernement al-Asad. Par contre, nous avons aussi révélé certaines résistances entre les deux parties lorsqu'il était question d'éclaircir qui étaient les acteurs usant de « terrorisme ». Toutefois, étant donné que leurs efforts étaient centrés sur l'élimination de la menace du réseau international d'Al-Qaeda, ces discussions n'allaient pas influencer négativement leur relation a priori. Nous avons également émis l'hypothèse que ces divergences à propos du « terrorisme » palestinien et libanais — suite à l'aggravation du conflit israélo-palestinien au mois d'octobre 2001 — auraient initié le processus d'éloignement diplomatique syriano-américain, puisque les

premières contestations verbales à propos des comportements de chacun sont apparues durant cette période. De ce fait, nous avons aussi constaté qu'au cours de cette dernière phase de tension, l'apport du gouvernement syrien à la « guerre contre le terrorisme » lui a permis d'éviter de subir des sanctions exercées par les autorités américaines pour les punir vis-à-vis de leur comportement dans le conflit israélo-palestinien.

Si, de septembre 2001 à juillet 2002, la similarité des lectures syrienne et américaine du « terrorisme international » a permis d'éviter l'amplification des mésententes résultant du conflit israélo-palestinien, la distance idéologique à propos de la condition irakienne de janvier 2002 à avril 2003 a par le fait même accéléré la détérioration des relations diplomatiques entre ces deux États. De ce fait, nous avons constaté qu'au cours de cette seconde période, l'interprétation contradictoire de la menace irakienne par les autorités syriennes et américaines lors des événements entourant l'invasion de l'Irak a provoqué des comportements hostiles l'un envers l'autre. D'un côté, la négation du danger a amené la Syrie à agir contre les intentions américaines visant le démantèlement du régime irakien. De l'autre côté, l'hostilité syrienne a forcé l'administration américaine à réévaluer sa politique libanaise afin de menacer le régime syrien des répercussions négatives de ses actions.

Conséquence directe du conflit américano-irakien, nous verrons dans le second chapitre comment Washington est venue à imposer une nouvelle structure relationnelle aux autorités syriennes, une où les Syriens auraient à se plier aux volontés des Américains au prix d'être sanctionnés. Pour preuve, le secrétaire d'État américain Powell s'est rendu à Damas le 2 et 3 mai 2003 pour conditionner le régime syrien à adopter une nouvelle conduite régionale. Cependant, et comme nous le distinguerons, la distance idéologique entre les dirigeants syriens et américains sur les enjeux entourant ces nouvelles conditions a fini par provoquer des errements menant à l'interruption des relations syriano-américaines et à la marginalisation de la Syrie dans la région du Moyen-Orient.

CHAPITRE II

2003-2005 : De l'hostilité ouverte à la rupture :

Distanciation idéologique, nouvelle structure relationnelle et comportements syriens et américains lors de la résurgence du conflit israélo-palestinien et de la stabilisation du contexte sécuritaire en Irak et au Liban

« Syria [...] now faces a critical choice. Syria can continue direct support for terrorist groups [...] or it can embark on a different and more hopeful course. Either way, Syria bears the responsibility for its choices, and for the consequences »¹⁷⁵
Colin Powell, 30 mars 2003

Dans le chapitre précédent, nous avons mis en évidence — d'après une lecture évolutionniste —, l'influence de la distance idéologique entre les gouvernements américain et syrien par rapport à la définition du « terrorisme » et la menace irakienne comme étant un élément instigateur du processus de détérioration des relations syriano-américaines et de la marginalisation de la Syrie sur la scène régionale. Dans un premier temps, au cours des mois suivant les événements du 11 septembre 2001, nous avons remarqué comment l'interprétation similaire du concept de « terrorisme » dans la « guerre contre le terrorisme » a mené les dirigeants américains et syriens à collaborer afin d'éliminer le « terrorisme international ». Cependant, nous avons aussi observé, au cours de cette période, qu'une lecture différente du « terrorisme palestinien et libanais » a engendré des tensions diplomatiques et des contestations verbales vis-à-vis du conflit israélo-palestinien. Toutefois, si l'intervention syrienne dans la « guerre contre le terrorisme » a pallié son implication dans le conflit israélo-palestinien — et du même coup, lui a permis de conserver de bonnes relations avec les États-Unis —, l'objection syrienne de la lecture américaine de la menace irakienne a accéléré une détérioration de ses relations avec les États-Unis. Ainsi, entre février 2002 et avril 2003, nous avons constaté que des points de vue différents à propos de la condition

¹⁷⁵ Michael Brown, « Shock and awe », In *Middle East International* (Washington), no 697, 4 avril 2003, p. 8.

irakienne ont mené le régime syrien à tenter de stopper les procédures américaines, et l'administration américaine à annoncer des changements politiques vis-à-vis des intérêts régionaux syriens. Signe d'une nouvelle orientation politique envers la Syrie, l'administration Bush a exigé une nouvelle ligne de conduite de la part du gouvernement syrien dans la gestion de plusieurs dossiers régionaux à partir du mois de mai 2003, suite à l'invasion de l'Irak. Néanmoins, les relations syriano-américaines se détérioreront davantage, à un point tel que l'administration Bush a rappelé de Syrie l'ambassadrice Margaret Scobey le 15 février 2005, et que peu de temps après, le président al-Asad a annoncé — sous la pression de la communauté internationale — le retrait de l'ensemble de ses troupes du Liban le 26 avril 2005.

Poursuivant notre étude des relations syriano-américaines, nous chercherons à repérer, dans le cadre de ce chapitre, d'autres éléments ayant causé la dégradation soudaine des relations entre les deux pays et la remise en cause des intérêts syriens au Liban entre mai 2003 et avril 2005. Pour ce faire, nous poursuivons l'observation de l'influence de la distance idéologique, à travers la perspective évolutionniste des relations inter-étatiques, dans le processus menant à l'interruption des relations syriano-américaines et de la marginalisation syrienne sur la scène régionale en avril 2005. C'est pour cette raison que nous analyserons les effets, non du *contenu* idéologique, mais plutôt de la *distance* entre les représentations d'objets ou de situations des acteurs sur leur comportement respectif. Rattachant ainsi notre concept de distance idéologique à l'articulation évolutionniste des relations inter-étatiques, nous poursuivrons l'étude de l'accumulation de ces différends sur les agissements respectifs des États-Unis et de la Syrie dans cette situation particulière.

Considérant cet angle — ainsi que les analyses des spécialistes sur le sujet présentées dans l'introduction de ce mémoire — comme point de départ de notre étude, nous posons la question suivante, afin de mieux orienter notre examen de la période entre mai 2003 et avril 2005 : au sein de la relation syriano-américaine, quels éléments ont été perçus différemment par les deux parties et quelles conséquences ont pu avoir mené la Syrie à être marginalisée au Moyen-Orient ? D'après nos recherches, nous concluons que l'accumulation

des différends interprétatifs à propos des nouvelles conditions américaines imposées en mai 2003 mènera à l'interruption des relations syriano-américaines entre 2003 et 2005, puis à l'isolement de la Syrie dans la région en 2005.

Afin d'expliquer cette proposition, le chapitre sera divisé en deux parties. D'abord, pour mettre efficacement en lumière les nouvelles bases encadrant les relations syriano-américaines, nous présenterons les nouvelles conditions américaines imposées au régime syrien au mois de mai 2003. Ensuite, à travers les événements liés à la résurgence du conflit israélo-palestinien et à la stabilisation du contexte sécuritaire en Irak et au Liban, nous étudierons l'impact des différends interprétatifs à propos de ces impératifs afin de dégager les éléments menant à la rupture des relations syriano-américaines et à la marginalisation syrienne au Moyen-Orient. Pour ce qui est du conflit israélo-palestinien, nous constaterons d'abord qu'entre le printemps et l'automne 2003, la similarité des points de vue au sujet du processus de paix entre Palestiniens et Israéliens a mené les Syriens à agir conformément aux demandes américaines. Cependant, au cours de cette même période où les violences entre Palestiniens et Israéliens ont refait surface, nous illustrerons que l'accumulation des divergences à propos du « terrorisme » palestinien et libanais et le refus des autorités syriennes à se plier aux conditions américaines ont mené à l'imposition d'une première série de sanctions américaines sur eux. Puis, à la suite de l'étude du conflit israélo-palestinien, nous considérerons le dossier irakien entre l'automne 2003 et le printemps 2004 pour illustrer le rôle de la distance idéologique dans le processus de détérioration des relations syriano-américaines et de marginalisation de la Syrie dans la région. Nous verrons alors que les différences de points de vue au sujet du gouvernement irakien et de la frontière syriano-irakienne ont conduit le régime syrien à ne pas répondre favorablement aux conditions américaines et à se voir imposer les sanctions évoquées dans le *Syria Accountability Act* de l'administration Bush. Toutefois, nous en profiterons aussi pour préciser qu'au cours du printemps et de l'été 2004, les lectures similaires des conséquences de la situation sécuritaire défavorable en Irak culmineront en une tentative de collaborations entre les gouvernements syrien et américain. Si cette coopération, visant notamment la stabilisation de la situation interne en Irak, indiquait une certaine détente dans leurs relations, la situation politique au Liban effrtera leurs espoirs. Dans la dernière partie, nous constaterons le rôle de la distance

idéologique dans le dossier libanais entre l'automne 2003 et l'hiver 2005 : en effet, nous verrons que l'accumulation des différends syriens et américains à propos des conditions américaines visant la stabilité politique au Liban a provoqué l'interruption des relations diplomatiques syriano-américaines et la marginalisation de la Syrie sur la scène régionale.

3.1 Conditions américaines : Imposition d'un nouveau cadre relationnel

Pour comprendre comment les relations syriano-américaines se sont détériorées à la suite de l'invasion américaine de l'Irak, et comment la distanciation idéologique a joué un rôle important dans cette dynamique lors des événements entourant la résurgence du conflit israélo-palestinien et la stabilisation du contexte sécuritaire en Irak et au Liban, il est nécessaire de considérer les nouvelles conditions américaines exigées du régime syrien au mois de mai 2003. Ce point de départ est capital pour ensuite comprendre l'interprétation de ces revendications par Damas ainsi que la lecture américaine de la réaction syrienne.

L'imposition des conditions américaines sur la Syrie s'est produite lorsque Colin Powell a rendu visite au président syrien Bashar al-Asad à Damas le 3 mai 2003. Toutefois, la veille de cette rencontre, le secrétaire d'État américain a exposé, aux différents journalistes présents lors de son arrivée en Syrie, les quatre éléments qui encadreraient désormais le comportement syrien : en premier lieu, il a souligné qu'une nouvelle réalité régionale obligerait les dirigeants syriens à réévaluer leur comportement régional : « What I am looking for is [...] to see specific action and performance on the part of the Syrian government that would reflect the understanding of this new situation and how they are going to respond to it »¹⁷⁶. Il a refusé, à ce moment-là, de discuter des changements demandés, mais a néanmoins sous-entendu l'obligation des autorités syriennes d'effectuer un revirement d'orientation en matière de politique locale : « Frankly Syria would be a lot better off if they would move away from some of these policies of the past [...] Why hang on to policies that no longer have the same

¹⁷⁶ Press Services and Documentation Bureau, « Powell in Syria for Tough Talks; Syria Rejects Demands, Favors Dialogue », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 107, no 1247, 3 mai 2003, p. 2.

relevance ? »¹⁷⁷. Colin Powell a d'autant plus averti que l'état des relations avec l'administration Bush dépendrait des décisions prises par le gouvernement al-Asad : « If they don't meet any of them, that will be taken into account as we decide on our future strategy. These are decisions we will take after we see the performances »¹⁷⁸. Enfin, il a admis la possibilité d'appliquer des sanctions contre le régime syrien si celui-ci refusait d'agir selon les demandes de Washington : « Syria should bear in mind members of the U.S. Congress had revived a Syria Accountability Act which threatens sanctions, and that some embargo provisions of the USA Patriot Act of 2001 could apply to Syria »¹⁷⁹.

Le 3 mai 2003, suite à la présentation publique de la nouvelle dynamique politique à laquelle les dirigeants syriens devraient se soumettre, Powell a présenté les changements attendus au président Bashar al-Asad de manière plutôt explicite. D'abord, traitant du nouvel environnement régional, Powell a remis un document au président syrien exigeant que celui-ci restreigne son implication dans les dossiers palestinien, irakien et libanais :

- « [Syrian commitment] to refrain from interfering in a settlement that may be reached by Israel and the Palestinians;
- Syrian commitment to non-interference in the internal affairs of post-Saddam Iraq and acceptance of what the Iraqi people accept for themselves;
- [Syrian commitment to] rein in Hizbullah and prevent it from conducting military operations against Israel »¹⁸⁰.

Ces directives étaient accompagnées d'actions à mettre en œuvre si Damas voulait éviter les mesures punitives de Washington :

- « Closing all the radical Palestinian offices in Damascus [and] ending their activities by an official decree;
- Ending all military assistance to Lebanon's Hizbullah, including the aid that comes from Iran and [deporting] Iranian Revolutionary Guard elements [...] from Lebanon;
- [Disarming] Hizbullah and [removing] Hizbullah fighters [...] from the boarder area and

¹⁷⁷ *Idem.*

¹⁷⁸ *Idem.*

¹⁷⁹ *Idem.*

¹⁸⁰ Press Services and Documentation Bureau, « Powell's Demands to Lebanon and Syria », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 107, no 1247, 3 mai 2003, p. 8.

- [letting] the regular Lebanese army deploy there instead;
- [ordering] the Syrian army [to] leave Lebanon;
- [ending] all the anti-U.S. propaganda information campaigns »¹⁸¹

Somme toute, cette présentation des nouvelles exigences et des sanctions potentielles a reflété la nouvelle posture adoptée par l'administration Bush à l'égard de la Syrie suite à la nouvelle interprétation du comportement syrien lors des événements entourant l'invasion américaine de l'Irak. Désormais, l'état des relations syriano-américaines évoluerait selon les nouveaux agissements des autorités syriennes dans la gestion des dossiers palestinien, irakien et libanais.

Comprendre le processus menant à l'interruption des relations syriano-américaines et à la marginalisation syrienne au Moyen-Orient ne peut cependant pas se faire sans étudier le rôle de la distance idéologique entre Washington et Damas découlant de ces exigences américaines à travers les événements liés à la résurgence du conflit israélo-palestinien et à la stabilisation du contexte sécuritaire en Irak et au Liban.

3.2 Différend idéologique et conflit israélo-palestinien : éloignement diplomatique et menace de sanctions

La première période marquant la détérioration plus prononcée des relations syriano-américaines a eu lieu entre le printemps et l'automne 2003, lorsque les autorités américaines et syriennes se sont confrontées au sujet des exigences américaines par rapport au désengagement de la Syrie dans le conflit israélo-palestinien. L'impact de la distanciation idéologique entre les dirigeants syriens et américains à propos de leur lecture du processus de paix et des mouvements palestiniens et libanais doit absolument être pris en considération pour bien évaluer cette situation et ses conséquences.

¹⁸¹ Press Services and Documentation Bureau, « Powell Says Syrian Measures Are Insufficient », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 107, no 1254, 21 juin 2003, p. 2.

Au cours du printemps 2003, l'administration américaine a relancé le processus de paix (*Feuille de route/Roadmap for peace*¹⁸²) entre les Israéliens et les Palestiniens. Initiée le 4 juin 2002, mais officiellement présentée par le président Bush en juin 2003, la *Feuille de route* avait pour objectif l'établissement d'un État palestinien en 2005. Contrairement à l'approche préconisée par l'administration Clinton, à savoir l'établissement d'une paix durable entre Israéliens et Arabes pour régler le terrorisme¹⁸³, l'administration Bush a par ailleurs tenté d'éliminer les groupes « terroristes » avant même la création d'un État palestinien. C'est ainsi qu'elle a contraint les dirigeants syriens à accepter ce processus de paix et à agir contre les mouvements palestiniens et libanais pour faciliter la mise en place d'un État palestinien.

Les autorités syriennes ont répondu positivement à la demande du gouvernement américain de se retirer du processus de paix entre les Israéliens et les Palestiniens, et ont donc soutenu ouvertement les efforts de paix des États-Unis en appuyant toute entente conclue entre les Palestiniens et les Israéliens¹⁸⁴. Par contre, la position adoptée par les dirigeants syriens était motivée par une perception négative de la « Feuille de route » : comme le plan ne comprenait aucun règlement spécifique concernant les frontières définitives de l'État palestinien, le statut de Jérusalem et le retour des réfugiés palestiniens, Damas ne voyait aucune raison d'intervenir contre un processus voué vraisemblablement à l'échec. Ensuite, la démarche visant à éliminer l'origine des violences entre les Palestiniens et les Israéliens ne pouvait pas mettre fin aux hostilités : selon eux, il était inconcevable qu'un document exige de l'Autorité palestinienne le démantèlement des différents mouvements palestiniens¹⁸⁵ sans

¹⁸² La première version de ce plan visant l'établissement d'une paix durable entre les Palestiniens et les Israéliens a été proposé en 2002.

¹⁸³ Selon l'ancien secrétaire d'État de l'administration Bill Clinton : « Terror will only strengthen our resolve to complete the circle of peace and put them out of business for good ». Warren Christopher, « Fighting Terrorism: Challenges for the Peacemakers », discours donné au *Soref Symposium of the Washington Institut for Near East Policy*, 1996, en ligne, <http://www.washingtoninstitute.org/templateC07.php?CID=69>, page consultée le 23 juillet 2009.

¹⁸⁴ *Press Services and Documentation Bureau*, « Powell's Demands to Lebanon and Syria », *loc. cit.*, p. 7.

¹⁸⁵ Selon le document : « In Phase I, the Palestinians immediately undertake an unconditional cessation of violence [...] confronting all those engaged in terror and dismantlement of terrorist capabilities and infrastructure ». Pour plus de détails, consulter : Organisation des Nations unies, « A Performance-Based Roadmap to a Permanent Two-State Solution to the Israeli-Palestinian Conflict », 24 juin 2003,

pour autant forcer les Israéliens à arrêter la colonisation des territoires « occupés ». Relais de cette contestation, une station de radio gérée par l'État syrien a fait observer au secrétaire du Département d'État américain qu'une paix durable dans la région serait impossible à obtenir sans l'application de mesures coercitives contre Israël : « La paix [...] comme le sait M. Powell, ne peut être atteinte sans contraindre Israël à s'acquitter des résolutions internationales »¹⁸⁶. Enfin, du point de vue des dirigeants syriens, la primauté du processus de paix du conflit israélo-palestinien, et non à celui entre Israéliens et Arabes, ne pouvait pas garantir une paix durable dans la région. Selon le ministre syrien des Affaires étrangères, Farouk al-Sharaa, un certain nombre de contentieux resteraient irrésolus, puisque : « les deux pistes sont unies et font partie de l'ensemble de la solution au Moyen-Orient »¹⁸⁷. De plus, le président Bashar al-Asad ajouta que ces imprécisions concernant le processus de paix israélo-arabe dans la *Feuille de route* ont créé des confusions importantes sur la question israélo-syrienne :

« La "Feuille de route" est en trois étapes. La Syrie et le Liban ont été placés dans la troisième phase. D'abord, nous ne connaissons pas la relation de la Syrie et du Liban à la "Feuille de route", [puisqu'elle] aborde le volet palestinien. Deuxièmement, nous ne connaissons pas la relation de la Syrie et le Liban aux étapes qui ont été posées »¹⁸⁸.

C'est pour ces différentes raisons que les autorités syriennes ont répondu favorablement à l'exigence américaine de ne pas intervenir contre le processus de paix, puisqu'à leurs yeux, celui-ci était voué à l'échec. D'où la déclaration du ministre al-Sharaa à la fin du mois de mai 2003 : « il est difficile de savoir comment les intérêts syriens [...] seront garantis dans la présente "Feuille de route" [...] Donc, il [n'y a] aucune raison de soutenir ou de s'opposer à ce plan, puisqu'il ne donne aucune garantie qu'il puisse réaliser ce qu'il promet

en ligne, <http://www.un.org/media/main/roadmap122002.pdf>, document consulté le 20 juillet 2009.

¹⁸⁶ Press Services and Documentation Bureau, « Syria Juggles Regional Interests, Powell's Demands », *In The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 107, no 1248, 10 mai 2003, p. 10.

¹⁸⁷ Jordan Times, « Syria urges US to include it and Lebanon in Middle East roadmap », *Al-Jazeera.info*, 28 mai 2003, en ligne, <http://www.aljazeera.info/News%20archives/2003%20News%20archives/May%202003%20News/28%20n/Syria%20urges%20US%20to%20include%20it%20and%20Lebanon%20in%20Middle%20East%20roadmap.htm>, page consultée le 20 juillet 2009.

¹⁸⁸ Al-Anbaa, « Al-Assad Interview with the Kuwaiti Al-Anbaa », *Arabicnews.com*, 26 mai 2003, en ligne, <http://www.arabicnews.com/ansub/Daily/Day/030526/2003052616.html>, page consultée le 20 juillet 2009.

d'atteindre »¹⁸⁹.

Malgré la conclusion de cet accord, la résurgence des hostilités entre les mouvements palestinien et libanais, ainsi que l'État israélien, du printemps à l'automne 2003, marquerait la première période de durcissement américain envers les autorités syriennes suite à l'invasion américaine de l'Irak. Cette tension a pris naissance avec l'entrave syrienne de la condition américaine concernant la cessation du soutien apporté aux mouvements palestiniens et libanais. En effet, alors que les autorités américaines se sont activées à négocier pour l'accomplissement du processus de paix, les dirigeants syriens ont maintenu l'appui accordé aux différents mouvements palestiniens et libanais contre l'État israélien. Cela s'expliquerait par la différence de points de vue des dirigeants américains et syriens à propos du « terrorisme » des mouvements palestiniens et libanais. Conformément à leur lecture de cette situation, les Syriens ont soutenu que les attaques palestiniennes et libanaises constituaient des actes de « résistance » contre les différentes politiques provocatrices de l'État israélien. En réaction à une série de six attentats en sol israélien entre le 17 mai et le 11 juin 2003, Farouk al-Sharaa a défendu le comportement des mouvements palestiniens : « l'occupation par Israël des terres palestiniennes et sa politique d'assassinat des dirigeants palestiniens sont les causes principales de la dernière vague d'*hostilités* »¹⁹⁰. De plus, après les offensives armées du mouvement du Hezbollah contre les fermes de Shabaa le 8 août 2003 et contre le village israélien de Shelomi le 10 août 2003, les autorités syriennes ont continué à avancer cet argument de la « résistance » pour défendre leurs actions. Ils ont justifié la première attaque sur les bases d'une réplique à l'assassinat du 2 août 2003 d'Ali Hussein Saleh, important cadre militaire du Hezbollah, et la seconde, sur l'entrée illégale d'avions militaires israéliens dans l'espace aérien libanais. Ces faits ont été suivis, le 14 août 2003, d'une déclaration du président al-Asad : « [il] n'est plus acceptable de fermer les yeux sur les exactions meurtrières commises par Israël tandis que l'on appelle les Libanais au calme et à

¹⁸⁹ Press Services and Documentation Bureau, « In Tehran Declaration, Islamic Nations Back Resistance against Occupation », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 107, no 1251, 31 mai 2003, p. 3.

¹⁹⁰ Press Services and Documentation Bureau, « U.S. Plea », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 107, no 1253, 14 juin 2003, p. 3. [Italique ajouté par l'auteur]

la retenue »¹⁹¹.

L'administration américaine a perçu ces événements très différemment. Conformément à sa lecture du « terrorisme », le contexte dans lequel les mouvements palestiniens et libanais interviennent ne peut pas justifier leurs actions. La défense de ces organisations par les dirigeants syriens était donc plus que jamais condamnable, cet acte contrevenant au processus de paix israélo-palestinien et violant la requête de cessation de soutien de ces organisations. Pour preuve, réagissant aux premières déclarations syriennes envers les mouvements palestiniens, le secrétaire d'État Powell a clamé son insatisfaction lors d'une conférence de presse tenue le 20 juin 2003 : « We have gone back to the Syrians to let them know that we find their actions inadequate »¹⁹². C'était également la première fois qu'il évoquait la possibilité d'exercer des sanctions contre le régime syrien si celui-ci refusait d'agir selon leurs demandes : « If they continue to be a terrorist-supporting regime then there will [...] be consequences for [...] [Syria's] relationship with the United States »¹⁹³.

Comme de fait, les dirigeants américains ont adopté des politiques plus incisives envers le régime syrien au cours de l'automne 2003, afin de l'obliger à modifier ses politiques régionales. D'abord, si à la fin de l'année 2002 les autorités américaines soutenaient publiquement le droit israélien à l'autodéfense contre les mouvements palestiniens et libanais, elles acceptaient à présent que le gouvernement israélien agisse contre les autorités syriennes afin de les tenir responsables de l'intensification de la violence. Ainsi, à la suite de l'attentat du 4 octobre 2003 dans le restaurant Maxim à Haïfa, l'administration Bush a appuyé une offensive israélienne à Ain Saheb¹⁹⁴, en Syrie. Soutenant le prétexte israélien de neutraliser des installations d'entraînement « terroristes » du mouvement du *Front Populaire de Libération de la Palestine* en territoire syrien, le président Bush s'est prononcé

¹⁹¹ Jim Quilty, « Border tensions », In *Middle East International* (Beyrouth), no 707, 22 août 2003, p. 18.

¹⁹² Press Services and Documentation Bureau, « Powell Says Syrian Measures Are Insufficient », *loc. cit.*.

¹⁹³ *Idem.*

¹⁹⁴ Il est crucial de reconnaître le symbolisme derrière cette offensive, puisqu'elle représente la première attaque israélienne sur un territoire arabe.

le 6 octobre 2003 afin de justifier sa décision : « I made it very clear to the prime minister [Sharon], like I have consistently done, that Israel's got a right to defend herself, that *Israel must not feel constrained* in defending the homeland »¹⁹⁵.

Ensuite, à la fin de l'automne 2003, le président Bush a fait part au régime syrien de l'abandon de ses objections à l'encontre du projet de loi *Syria Accountability Act*¹⁹⁶. Pour expliquer ce revirement, le porte-parole du département d'État, Richard Boucher, a rappelé le refus continu des autorités syriennes de se soumettre aux exigences américaines dans le dossier israélo-palestinien : « Frankly the Syrians have done so little with regard to terrorism that we don't have a lot to work with [...] there's no particular reason or facts that one could go back to Congress with and say this is a bad idea »¹⁹⁷. Conséquemment, le 12 décembre 2003¹⁹⁸, le président Bush a entériné le *Syria Accountability Act*¹⁹⁹ — sans pour

¹⁹⁵ George W. Bush, « Renewed Violence », *NewsHour with Jim Lehrer* (PBS), New York, 12 septembre 2002, en ligne, http://www.pbs.org/newshour/bb/middle_east/july-dec03/syria_10-06.html, page consultée le 20 juillet 2009. [Italique ajouté par l'auteur]

¹⁹⁶ Il est important de noter que ce projet de loi appelle à l'arrêt du soutien syrien au terrorisme, à la fin de l'occupation libanaise et au démantèlement de son programme d'armes de destruction massive. À propos l'évolution de ce projet aux États-Unis, il est fortement lié à l'intensité des violences du conflit israélo-palestinien. Ainsi, au cours de l'été 2003 où les violences entre Israéliens et Palestiniens étaient très intenses, les procédures d'écriture du *Syria Accountability Act* ont énormément progressé au sein du Sénat américain. À titre de preuve, à la suite d'une série d'attentats en sol israélien entre le 17 mai et le 11 juin 2003, le projet de loi obtiendra une majorité de signatures [51 des 100 sénateurs], permettant ainsi l'ouverture légale des procédures. Suite à la reprise des hostilités entre Israël et les différents mouvements palestiniens à la fin de l'été 2003, les délibérations sur la composition de ce projet de loi reprendront et mènera à un vote favorable de 398 contre 4 dans la Chambre des représentants le 15 octobre 2003. La version finale a été entérinée par un vote de 89 contre 4 au Sénat, ainsi que par un vote de 408 contre 8 par la Chambre des représentants le 11 novembre 2003. La Chambre des représentants a accepté de nouveau une version amendée (1 changement mineur) par un vote de 408 contre 8 le 20 novembre 2003. Source : Pour plus de détails, consulter : Press Services and Documentation Bureau, « Pressure to Increase », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 107, no 1254, 21 juin 2003, p. 3 et Jewish Virtual Library, « Senate Passes Syria Accountability Act », 11 novembre 2003, en ligne, <http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsource/US-Israel/hr1828b.html>, page consultée le 20 juillet 2009.

¹⁹⁷ Press Services and Documentation Bureau, « Pressure on Syria Mounts but Dialogue Goes On », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 108, no 1271, 18 octobre 2003, p. 9.

¹⁹⁸ Press Services and Documentation Bureau, « Bush Signs Law Authorizing Syria Sanctions », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 109, no 1279, 13 décembre 2003, p. 1.

¹⁹⁹ Le *Syria Accountability Act* offre la possibilité au président américain d'appliquer des sanctions dans trois domaines précis. Selon Céline Alix : « l'interdiction des exportations et des réexportations vers la Syrie, par toute « U.S. person » (incluant les succursales étrangères d'entités américaines), de biens figurant sur la *United States Munitions List* sur la *Commerce Control List*, à l'exception des biens librement exportables (informations, logiciels et technologies dans le domaine public), ou exportables

autant appliquer ses mécanismes — dans le but d'obtenir les outils nécessaires afin d'obliger les dirigeants syriens à souscrire aux demandes émises au mois de mai 2003. Ainsi, lors de la cérémonie de signature, le président Bush a déclaré :

« Today, I have signed into law H.R. 1828, the "Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act of 2003." The Act is intended to strengthen the ability of the United States to conduct an effective foreign policy. Section 5 of the Act purports to impose upon the President requirements to take certain actions against Syria unless the President either determines and certifies to the Congress that the Government of Syria has taken specific actions, or determines that it is in the national security interest of the United States to waive such requirements and reports the reasons for that determination to the Congress »²⁰⁰.

Du point de vue de l'administration Bush, si les démarches syriennes concernant la *Feuille de route* n'avaient que disposé le régime syrien à la croisée des chemins²⁰¹ au mois de mai 2003, celles concernant les revendications américaines en lien avec les mouvements palestiniens et libanais au cours de l'été 2003 ont motivé l'adoption de ces mesures punitives. Illustrant ce nouvel état d'esprit de Washington vis-à-vis de Damas, Richard Armitage a noté, en novembre 2003, que : « they had come to a fork in the road [...] and they didn't choose to

sous licence (médicaments, composants d'avions et composants de sécurité pour le transport civil); un embargo aérien; le gel de certains avoirs appartenant à certains particuliers et entités syriens présumés impliqués dans des activités terroristes ou au gouvernement syrien. Cependant, les investissements américains en Syrie sont autorisés. » : Céline Alix, 2005, « Les sanctions économiques américaines », In *Missions économiques*, Washington, 24 janvier, en ligne, <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/SanctionsUSdetail.pdf>, document consulté le 8 juillet 2009. Les conditions retrouvées au sein de cette loi auxquelles la Syrie devra se soumettre sont très sévères. Si ces sanctions sont plus symboliques que punitives, leurs levées sont très exigeantes. Ainsi, les dirigeants syriens devront cesser leur soutien aux mouvements « terroristes » palestiniens et libanais, retirer leur personnel du Liban, arrêter leur programme d'armes non-conventionnelles et sécuriser leurs frontières avec l'Irak. Pour plus de détails, consulter les paragraphes 1 à 4 de la section 5(d) du United States Congress, *Public Law 108-175—DEC. 12, 2003: Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act of 2003*, en ligne, <http://www.coherentbabble.com/PublicLaws/HR1828PL108-175.pdf>, document consulté le 9 juillet 2009.

²⁰⁰ Jewish Virtual Library, « Statement By President Bush On Passage of Syria Accountability Act », 12 décembre 2003, en ligne, <http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsourc/US-Israel/bushonsyria.html>, page consultée le 20 juillet 2009.

²⁰¹ Ori Nir, « State Department Ratchets Up Pressure on Syria To Halt Support of Terror Groups », *The Jewish Daily: Forward*, 23 mai 2003, en ligne, <http://www.forward.com/articles/8868/>, page consultée le 20 juillet 2009.

take the right one (sic) »²⁰².

Somme toute, durant cet intervalle du conflit israélo-palestinien, la distanciation idéologique entre les dirigeants américains et syriens au sujet du « terrorisme palestinien et libanais » a mis en évidence des comportements différents et son impact négatif sur leur dynamique relationnelle. À titre de preuve, en dépit du fait que les autorités syriennes ont maintenu une attitude indulgente envers le processus de paix, la présence de désaccords au sujet de l'exigence américaine traitant des mouvements palestiniens et libanais a mené à la mise en place d'une structure répressive.

3.3 Différend idéologique et problématique irakienne : éloignement diplomatique et application de sanctions

Si la distance idéologique a circonscrit les comportements américains et syriens dans le conflit israélo-palestinien, celle à propos de l'implication de la Syrie en Irak au cours de l'automne 2003 et de l'automne 2004 a été le moteur de l'évolution de leurs relations, et par conséquent, les conditions américaines imposées à la Syrie à propos de l'Irak ont joué un rôle majeur dans cette situation.

De manière générale, l'origine des difficultés relationnelles entre la Syrie et les États-Unis au sujet de l'Irak était liée aux obligations syriennes de soutenir politiquement et moralement le nouveau Conseil d'administration irakien nommé par les États-Unis, et de surveiller étroitement la frontière syriano-irakienne afin d'éliminer toute intrusion de « terroristes » sur le territoire irakien²⁰³. Du point de vue de l'administration Bush, si le régime syrien refusait d'agir dans le sens demandé, des sanctions seraient appliquées afin de corriger son comportement. De la même manière, une réponse favorable à ces demandes

²⁰² Press Services and Documentation Bureau, « U.S. Congress Sends Bush Syria Accountability and Sanctions Bill », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 109, no 1276, 22 novembre 2003, p. 2.

²⁰³ Press Services and Documentation Bureau, « Powell's Demands to Lebanon and Syria », *loc. cit.*

sous-entendrait une diminution de la pression diplomatique sur ses dirigeants. Résumant ainsi la situation, le porte-parole du département d'État, Richard Boucher, a indiqué en novembre 2003 : « If Syria helps in stabilizing conditions in Iraq by imposing stricter control on its borders to prevent infiltration [...] then I think Syrian-U.S. relations will begin to improve »²⁰⁴.

Cependant, du point de vue syrien, cette exigence américaine était perçue de manière ambivalente. Démontrant cette ambiguïté, le président al-Asad a fait le commentaire suivant lors d'une entrevue donnée au réseau *al-Jazeera* le 1^{er} juin 2004 : « Bien que nous reconnaissons le Conseil provisoire en Irak parce qu'il est un fait établi, nous avons aussi dit clairement à ses représentants [et aux Américains] que cela ne signifie pas que nous lui avons accordé toute sa légitimité, car la légitimité doit venir du peuple »²⁰⁵. La méfiance à l'égard des intentions du nouveau gouvernement irakien était une des raisons avancées par Damas pour cette prise de position. Selon le vice-président syrien, Abdel Halim Khaddam, la désignation de ses nouveaux membres par les autorités américaines a obligé le régime syrien de les surveiller de près : « Nos portes sont ouvertes pour le dialogue et la collaboration avec tous les membres du Conseil d'administration [...] [Cependant] nous devons distinguer entre l'objectif du Conseil et ceux qui le composent »²⁰⁶. Ajoutant à cet élément de suspicion, le ministre syrien de la Défense, Mustafa Tlas, a expliqué que la position syrienne prenait en considération les intentions américaines à l'égard du gouvernement irakien et de la région : « la politique américaine vise à transformer les conditions au Moyen-Orient de manière à servir ses propres intérêts »²⁰⁷. Toutefois, ces représentants assuraient une certaine ouverture envers les autorités américaines et le gouvernement irakien afin d'assurer la stabilité en Irak. Le ministre syrien des Affaires étrangères, Farouk Al-Sharaa, a précisé — afin d'expliquer le

²⁰⁴ Press Services and Documentation Bureau, « U.S. Conditions to improve Ties with Syria », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 109, no 1275, 15 novembre 2004, p. 12.

²⁰⁵ Bashar al-Asad, cité par Eyal Zisser dans : Eyal Zisser, 2005, « Syria, the United States, and Iraq -- Two Years after the Downfall of Saddam Hussein », In *MERIA: Middle East Review of International Affairs*, vol. 9, no 3, en ligne, http://meria.idc.ac.il/journal/2005/issue3/jv9no3a2.html#_edn21, page consultée le 21 juillet 2009.

²⁰⁶ Press Services and Documentation Bureau, « Syrian Way to Strengthen Bonds with Iraq », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 108, no 1268, 27 septembre 2003, p. 12.

²⁰⁷ Press Services and Documentation Bureau, « Syria: U.S. Forces in Iraq a Peril to Arab Security », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 108, no 1261, 9 août 2003, p. 1.

consensus de la Syrie —, que l'engagement syrien avait pour but d'accélérer le processus permettant à l'Irak de retrouver sa souveraineté²⁰⁸. Dans ces conditions, Damas a agi en fonction de l'exigence américaine de soutenir le nouveau Conseil d'administration irakien, mais ils ont posé une condition : faciliter le retrait des troupes de la Coalition américaine du territoire irakien.

À cette réticence de la Syrie à propos du gouvernement irakien est venue s'ajouter celle au sujet de la condition américaine visant le resserrement de sa frontière irakienne, dans le but d'éliminer toute intrusion de « terroristes », engendrant donc des complications avec les autorités américaines. C'est la distance idéologique entre les dirigeants syriens et américains sur le rôle de chacun dans la stabilisation de la frontière syriano-irakienne à laquelle il faut imputer cette situation. Du point de vue du président syrien, le maintien d'une frontière étanche entre la Syrie et l'Irak ne peut se produire sans une aide matérielle des autorités américaines, d'où son explication au secrétaire d'État Powell, en mai 2003, que la situation régionale l'empêchait d'investir les ressources nécessaires pour empêcher la *totalité* des « insurgés » de traverser la frontière syriano-irakienne :

« Nous leur avons demandé de trouver un moyen ou un mécanisme pour que nous puissions coopérer dans ce domaine. Nous leur avons expliqué que nos capacités sont limitées. Nous ne pouvons pas déployer des centaines de milliers de nos soldats à la frontière, lorsque qu'en même temps nous avons un conflit avec Israël et d'autres responsabilités militaires »²⁰⁹.

Pour étayer son propos, il a insisté sur la longueur de la frontière syriano-irakienne en la comparant à la frontière américano-mexicaine afin d'illustrer l'impossibilité d'atteindre l'objectif exigé : « [nous] faisons tout pour contrôler [la frontière] avec l'Irak, mais [...] la frontière est trop longue pour obtenir un contrôle à cent pour cent et mettre fin aux

²⁰⁸ Press Services and Documentation Bureau, « Syria: September 17 », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 108, no 1267, 20 septembre 2003, p. 21.

²⁰⁹ Press Services and Documentation Bureau, « Syria Offers Dialogue, But U.S. Won't Listen », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 110, no 1291, 13 mars 2004, p. 13.

infiltrations. [...] La frontière américano-mexicaine n'est pas parfaite aussi »²¹⁰.

En désaccord avec cette vision des choses, les autorités américaines ont continué d'affirmer que la stabilisation de la frontière syriano-irakienne était de la responsabilité syrienne. L'ambassadeur américain en Syrie, Theodore H. Kattouf²¹¹, a déclaré que les arguments syriens à propos de leurs limitations en matière de capacité de surveillance étaient incompréhensibles, du fait de la nature policière du régime syrien : « We could not understand why Syria, which [...] is known to have effective security and intelligence apparatuses, would not detect the smuggling [...] through its border »²¹². Niant aussi les arguments syriens sur leurs besoins matériels et sur les dossiers traitant de sécurité internationale, Fouad Ajami, conseiller spécial de Condoleezza Rice, et Peter W. Rodman, assistant de Donald Rumsfeld, ont commenté que la position syrienne vis-à-vis de la frontière syriano-irakienne n'était qu'une politique de laissez-faire visant à faire profiter Damas des violences survenant en territoire irakien afin d'obtenir des concessions américaines dans le dossier libanais²¹³.

Dans ces conditions, les autorités américaines ont continué à sévir contre le régime syrien, puisque selon eux, celui-ci n'avait pas répondu aux exigences américaines. Au mois de novembre 2003, le porte-parole du département d'État, Richard Boucher, a averti Damas de changer sa politique frontalière : « Syria must do more and cooperate with the US on [...] curbing infiltration of insurgents into Iraq across Syrian borders »²¹⁴. Répétant ce même discours, mais cette fois-ci au mois de mars 2004, il a précisé : « more is needed to be done to

²¹⁰ Press Services and Documentation Bureau, « U.S. Conditions to Improve Ties with Syria », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 109, no 1275, 15 novembre 2003, p. 12.

²¹¹ Il a été l'ambassadeur américain en Syrie du 12 janvier 2002 au 23 août 2003.

²¹² Press Services and Documentation Bureau, « Pragmatism Guides Syria in Dealing with U.S. Demands », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 107, no 1251, 31 mai 2003, p. 8.

²¹³ Peter W. Rodman, « U.S. Policy and Syria: Who's Converting Whom? », discours prononcé devant le *Subcommittee on the Middle East and South Asia of the House Committee on Foreign Affairs*, Washington, 24 avril 2008, en ligne, http://www.brookings.edu/testimony/2008/0424_syria_rodman.aspx, page consultée le 26 juillet 2009 et Fouad Ajami, 2005, « The Autumn of the Autocrats », In *Foreign Affairs*, vol. 84, no. 3 (May - Jun.), p. 20-35.

²¹⁴ Press Services and Documentation Bureau, « U.S.: Syria Behavior Not Enough », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 109, no 1274, 8 novembre 2003, p. 1.

stop movement of infiltrators across the frontier »²¹⁵. Comme la Maison-Blanche ne percevait aucun changement d'attitude dans ce dossier, celle-ci a décidé d'adopter des mesures coercitives contre la Syrie. Ainsi, le 11 mai 2004, les mécanismes retrouvés dans le *Syria Accountability Act*²¹⁶ ont été mis en application afin de presser le régime syrien de se plier à leurs exigences. Quelques jours avant sa mise en œuvre, le président Bush a rappelé l'ensemble des différends comportementaux syriens allant à l'encontre des demandes émises au mois de mai 2003 : « Because they don't combat terrorism and they don't want to join us in fighting it. We have asked them to do specific things, they haven't responded »²¹⁷.

À la lumière de ces derniers événements, qui ont mis en évidence le rôle de la distanciation idéologique entre les comportements syriens et américains, les événements en Irak au cours de l'année 2004 se sont aussi avérés plutôt révélateurs. Contrairement au cas précédent, où un gouffre diplomatique s'était creusé en raison de lectures divergentes, un rapprochement a été entrepris au cours de cette période grâce à une lecture similaire des dirigeants américains et syriens des conséquences potentielles de la résurgence des violences en Irak. La dégradation de la situation sécuritaire en Irak au cours de l'hiver 2004 était la cause : le nombre de blessés américains est passé de 187 à plus de 588 par mois et le nombre de victimes américaines est grimpé de 47 à plus de 80 sur une base mensuelle. Une preuve de la dégringolade de la situation irakienne pour les autorités américaines était les soulèvements dans le centre et le sud de l'Irak en avril 2004²¹⁸, qui a obligé les dirigeants du

²¹⁵ Press Services and Documentation Bureau, « Syria takes Steps », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 110, no 1290, 6 mars 2004, p. 3.

²¹⁶ Ces sanctions couvrent trois domaines : « l'interdiction des exportations et des réexportations vers la Syrie, par toute « U.S. person » (incluant les succursales étrangères d'entités américaines), de biens figurant sur la *United States Munitions List* sur la *Commerce Control List*, à l'exception des biens librement exportables (informations, logiciels et technologies dans le domaine public), ou exportables sous licence (médicaments, composants d'avions et composants de sécurité pour le transport civil); un embargo aérien; le gel de certains avoirs appartenant à certains particuliers et entités syriens présumés impliqués dans des activités terroristes ou au gouvernement syrien. Cependant, les investissements américains en Syrie sont autorisés. » : Céline Alix, *loc. cit.*, en ligne, <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/SanctionsUSdetail.pdf>, document consulté le 8 juillet 2009.

²¹⁷ Press Services and Documentation Bureau, « Syria-U.S. ties », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 111, no 1299, 8 mai 2004, p. 4.

²¹⁸ Il est aussi important de mentionner que le mois d'avril 2004 a été le mois le plus meurtrier pour les troupes américaines en Irak : 1 215 blessés et 135 morts. Pour plus de détails, consulter : U.S. Military Deaths By Year/Month, « Iraq Coalition Casualty Count », icasualties.org, en ligne,

CENTCOM, centre de commandement militaire responsable des opérations dans la zone moyen-orientale, à modifier leurs plans militaires en augmentant le nombre de soldats américains à 141 000, tout en retardant le retour prévu de certaines unités et en accélérant le déploiement de certaines autres. Cette dégradation de la situation a poussé le président Bush à se prononcer, lors d'une conférence de presse le 13 avril 2004, au sujet de la stratégie à adopter pour contrer l'insurgence de la violence en Irak et du besoin immédiat d'obtenir l'appui des pays entourant l'Irak : « Iraqis' neighbors also have responsibilities to make their region more stable. So I'm sending Deputy Secretary of State Armitage to the Middle East to discuss with these nations our common interest in a free and independent Iraq, and how they can help achieve this goal »²¹⁹.

Constatant aussi l'impact potentiel de cette recrudescence des violences, les dirigeants syriens se sont inquiétés des conséquences d'un débordement sur leur territoire. Ainsi, le retour éventuel des militants syriens de l'Irak en Syrie les faisait craindre une déstabilisation de la situation intérieure. À propos de la situation en Irak, le président Bashar al-Asad conclut en disant : « Les Américains s'enfoncent dans un bourbier. [...] Nous, en tant que pays voisin, en paierons directement le prix, et serons affectés par ce qui se passera en Irak. La situation du monde arabe sera pire [...] L'instabilité, la souffrance irakienne et la souffrance des pays voisins se feront sentir rapidement »²²⁰. En conséquence, les dirigeants syriens ont continué à presser Washington de trouver des solutions afin de pacifier la frontière syriano-irakienne, du fait que le chaos en Irak ne servait pas leurs intérêts.

Cette correspondance des vues sur la dégradation de la situation en Irak a donc mené à un rapprochement des États américain et syrien au cours de l'été 2004. Par exemple, les

<http://icasualties.org/Iraq/Index.aspx>, page consultée le 20 juillet 2009.

²¹⁹ George W. Bush, « Transcript of President Bush's press conference », San Francisco Chronicle, Washington, 13 avril 2004, en ligne, <http://www.sfgate.com/cgi-bin/article.cgi?f=/gate/archive/2004/04/13/bush13.DTL>, page consultée le 20 juillet 2009.

²²⁰ Bashar al-Asad, « Syrian President Bashar Al-Assad on Al-Jazeera », In *MEMRI: The Middle East Media Research Institute*, no. 714, 14 mai 2004, en ligne, <http://memri.org/bin/articles.cgi?Page=archives&Area=sd&ID=SP71404>, page consultée le 4 septembre 2009.

autorités américaines sont venues à percevoir la Syrie non plus comme une nuisance à leurs intérêts nationaux, mais comme un associé pouvant améliorer la situation en Irak. Discernant ce changement, le ministre al-Sharaa a noté, au mois de juillet 2004, une amélioration de l'attitude américaine dans ses pourparlers avec les responsables syriens sur la question de la stabilisation de la frontière syriano-irakienne. Expliquant ce revirement, il a indiqué que la dégradation de la situation interne en Irak avait mené à : « une réorganisation américaine de ses priorités par rapport à ses revendications »²²¹. Selon lui, si par le passé, l'administration américaine avait laissé au régime la responsabilité d'empêcher toute infiltration « d'insurgés » en Irak, à présent, elle semblait prête à collaborer sur la question frontalière. À ce sujet, le 11 septembre 2004, les autorités syriennes ont discuté à Damas avec l'assistant au secrétaire d'État, William Burns, sur les formes d'assistance américaine capable de les aider à stabiliser la frontière. Résumant ainsi les discussions de cette rencontre, Robert Dreyfuss a déclaré : « [he] talked about getting Syria's help in shutting down the Syria-Iraq border, establishing joint U.S.-Syrian border patrols, and providing Syria with high-tech surveillance gear to help stop the infiltration of Islamist radicals into Iraq »²²². Suivant cette rencontre, l'ambassadeur syrien aux États-Unis, Imad Mustafa, et le Secrétaire d'État Colin Powell, ont reconnu l'engagement favorable de chacun dans la recherche d'un règlement sur la question frontalière. Selon le représentant syrien, les autorités américaines ont laissé une plus grande ouverture aux positions syriennes par rapport à leurs exigences précédentes : « Depuis la visite du mois de mai 2003, les États-Unis et la Syrie ont été engagés dans un dialogue de sourds. À présent, il existe un dialogue sérieux et constructif »²²³. De plus, il a reconnu que la similarité de leurs interprétations de la dérive en matière de sécurité en Irak avait renforcé cette nouvelle collaboration : « Nous avons identifié des bases communes et nous allons nous appuyer sur elles. [...] Par conséquent, il y a un intérêt commun dans le maintien de la paix et la stabilité, puisque la poursuite de la violence va mener à une guerre civile ou au chaos en

²²¹ Press Services and Documentation Bureau, « Syria-Iraq Thaw Despite U.S. Occupation », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 112, no 1311, 31 juillet 2004, p. 9.

²²² Robert Dreyfuss, 2006, « Syria In Their Sights: The neocons plan their next "cakewalk." », In *The American Conservative*, 16 janvier, en ligne, <http://www.amconmag.com/article/2006/jan/16/00010/>, page consultée le 20 juillet 2009.

²²³ Press Services and Documentation Bureau, « Syria, U.S. Initiate Dialogue to Solve Pending Issues », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 112, no 1318, 18 septembre 2004, p. 7.

Irak »²²⁴.

Colin Powell a également approuvé la nouvelle attitude de la Syrie sur la question après une rencontre avec le ministre al-Sharaa, à New York, le 22 septembre 2004 :

« We discussed [...] their actions along the Syrian-Iraqi border and the need for all of us to do more [...] I think the Syrians are anxious to do more working with the coalition and especially, and more importantly, working with the Iraqi government. I hope the Syrians now understand the need for all of us to do as much as we can in a tripartite manner – Syria, the Iraqi interim government and the coalition – to stop illicit, improper traffic across that border »²²⁵.

Au cours de cette période où les autorités américaines et syriennes se sont confrontées sur la question irakienne, la distanciation idéologique au sujet de l'ingérence syrienne dans les affaires intérieures de l'Irak a mis en évidence des comportements différents. Effectivement, les mésententes à propos du gouvernement irakien et de la stabilisation de la frontière ont mené à des sanctions américaines contre la Syrie, du fait de l'inaction syrienne dans l'ensemble des dossiers liant les exigences américaines. Cependant, la similarité des lectures américaines et syriennes de l'instabilité interne en Irak a été avantageuse pour les relations syriano-américaines, puisqu'une tentative de rapprochement a été effectuée afin de contrer cette menace. Toutefois, si cette coopération semblait permettre aux Syriens et aux Américains d'unir leurs efforts dans la stabilisation de la situation interne en Irak, la situation politique au Liban a entravé les efforts de chacun, puisqu'elle a généré une nouvelle confrontation allant se conclure par la rupture des relations syriano-américaines et l'isolement du régime syrien sur la scène régionale. Selon Robert Dreyfuss : « Not coincidentally, the end of the thaw in relations between Washington and Damascus occurred as the UN Security Council passed Resolution 1559, aimed at putting pressure on Syria to end its presence in

²²⁴ *Ibid.*, p. 8.

²²⁵ Charles Snow, 2004, « The Political Scene (27 September 2004) », In *Middle East Economic Survey*, vol. XLVII, no 39, 27 septembre, en ligne, <http://www.mees.com/postedarticles/politics/PoliticalScene/a47n39c01.htm>, page consultée le 20 juillet 2009.

Lebanon »²²⁶.

3.4 Différend idéologique et problématique libanaise : rupture diplomatique et marginalisation syrienne

La dernière période instigatrice de la détérioration des relations syriano-américaines était celle entre l'automne 2003 et l'hiver 2005, où les autorités américaines et syriennes sont entrées en conflit à propos de la question libanaise. Au centre du litige étaient les exigences américaines à l'égard de la présence syrienne sur le territoire libanais. Pour mieux comprendre ces conséquences, il est important de noter l'impact de la distanciation idéologique entre les dirigeants syriens et américains à propos de l'environnement politique libanais.

De manière générale, les difficultés relationnelles entre la Syrie et les États-Unis ont eu pour origine l'interprétation de la stabilité politique au Liban faite par chaque État. Du point de vue des autorités américaines, la stabilité politique au Liban était liée à la démocratisation du pays et au retrait des troupes syriennes du Liban. Expliquant cette position, Dore Gold, président du Centre d'études des affaires publiques de Jérusalem, a proposé que la croyance de l'administration américaine supposait que : « democracies are inherently peaceful and will not encourage extremist political systems that might host terrorist groups. Non-democratic regimes need to produce an external enemy as a control mechanism over their populations »²²⁷. Illustrant cette position, le président Bush a déclaré, lors de son discours du 6 novembre 2003 au *National Endowment for Democracy* :

²²⁶ *Idem.*

²²⁷ Dore Gold, 2005, « America's Hamas Dilemma: Spreading Democracy or Combating Terrorism? », In *Jerusalem Center for Public Affairs (Jerusalem Issue Briefs)*, vol. 5, no 8, 1 November, en ligne, <http://www.jcpa.org/JCPA/Templates/ShowPage.asp?DBID=1&LNGID=1&TMID=111&FID=376&PID=1851&IID=539>, page consultée le 20 juillet 2009.

« I believe every person has the ability and the right to be free. [...] The freedom deficit [...] has terrible consequences [...] In many Middle Eastern countries, poverty is deep and it is spreading, women lack rights and are denied schooling. [...] As long as the Middle East remains a place where freedom does not flourish, it will remain a place of stagnation, resentment, and violence ready for export. [...] Sixty years of Western nations excusing and accommodating the lack of freedom in the Middle East did nothing to make us safe -- because in the long run, stability cannot be purchased at the expense of liberty. [...] the United States has adopted a new policy, a forward strategy of freedom in the Middle East. [...] The advance of freedom is the calling of our time; it is the calling of our country. [...] as in every region of the world, the advance of freedom leads to peace »²²⁸.

Pour ce faire, l'administration Bush a dû investir plusieurs millions de dollars dans plusieurs programmes afin d'encourager la réforme des différents régimes arabes :

« From 2002 to 2006, the administration allocated over \$400 million to the newly created Middle East Partnership Initiative (MEPI) [...] Another \$250 million has been proposed by Congress under the Advance Democracy Act [...] USAID's budget for democracy promotion in the Middle East also increased sharply, from \$27 million in 2001 to \$105 million in 2005 »²²⁹.

Cependant, du point de vue des dirigeants arabes, la nouvelle politique américaine ne permettrait pas le maintien de l'équilibre régional, puisque l'instabilité au Moyen-Orient n'était pas liée à l'absence de liberté démocratique, mais plutôt au conflit israélo-palestinien qui faisait rage. D'après le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa : « s'il y a un besoin de démocratie et de développement [au Moyen-Orient], il est également nécessaire de traiter le plus grand danger qu'est le conflit israélo-arabe et le chèque en blanc donné à Israël de faire ce qu'il entend avec les Palestiniens »²³⁰. En ce sens, les autorités syriennes ont voulu prouver à l'administration Bush que le règlement du conflit israélo-arabe éliminerait toute instabilité au sein de la région. Reprenant cet argument, la ministre syrienne de l'Émigration, Buthayna Sha'ban, a rédigé une lettre ouverte au président Bush dans l'édition du 11 novembre 2003 du journal *Al Mustaqbal*, élaborant sur le désaccord de la Syrie face au

²²⁸ George W. Bush, « Speech by President George Bush to mark the 20th anniversary of the National Endowment for Democracy, in Washington on 6 November 2003 », *Al-bab.com*, 6 novembre 2003, en ligne, <http://www.al-bab.com/arab/docs/reform/bush2003.htm>, page consultée le 20 juillet 2009.

²²⁹ Bruce K. Rutherford, 2008, *Egypt after Mubarak: Liberalism, Islam, and Democracy in the Arab World*, Princeton University Press, p. 7-8.

²³⁰ Press Services and Documentation Bureau, « U.S. Democracy Initiative Meets with Arab Skepticism », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 110, no 1288, 21 février 2004, p. 9.

projet de démocratisation régionale des Américains : « Ce qui me dérange, Monsieur le Président, est votre propos disant que la liberté conduit à la paix. Comment un peuple peut-il goûter à la liberté alors qu'il est sous occupation ? »²³¹.

Découlent de ces deux conceptions différentes de la stabilité régionale, deux comportements distincts à l'égard de la situation politique au Liban. D'abord, les autorités américaines ont contesté la présence syrienne sur le territoire libanais au nom de la stabilité interne et de la protection de la démocratie libanaise dès printemps 2004. Ainsi, lors d'une visite à l'ambassade américaine à Beyrouth au mois de mars 2004, Condoleezza Rice est intervenue pour la première fois sur la question des élections présidentielles libanaises du mois de septembre 2004 pour avertir les Syriens de ne pas intervenir dans le processus électoral²³² : « Lebanon will elect its president free from foreign interference »²³³. Dans le cadre des célébrations du 60^{ème} anniversaire du débarquement en Normandie de juin 1944, le président Bush a poursuivi sa croisade diplomatique vis-à-vis du régime syrien en obtenant l'appui du président français Jacques Chirac, lors d'un entretien à l'Élysée le 5 juin 2004, pour que celui-ci se prononce aussi contre la présence syrienne au Liban. Questionné sur les élections présidentielles au Liban lors d'un point de presse conjoint avec le président Bush, le président français a demandé, pour la première fois, l'arrêt de l'ingérence syrienne au Liban : « S'agissant du Liban, nous avons renouvelé notre conviction que le Liban devait être assuré de son indépendance et de sa souveraineté »²³⁴. Pour boucler ses démarches anti-syriennes, l'administration Bush a réussi, avec la participation de la France et autres membres du

²³¹ Press Services and Documentation Bureau, « No Enthusiasm for Bush's Democracy Drive », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 109, no 1276, 22 novembre 2003, p. 11.

²³² Pour les journalistes arabes, le voyage et la déclaration de Condoleezza Rice, conseillère à la sécurité nationale au président Bush, ont été d'une importance capitale. Effectivement, c'était la première fois qu'une personnalité influente d'une administration américaine se présentait à l'ambassade américaine pour instiller à la Syrie sa volonté de défendre la démocratie libanaise. Pour plus de détails, consulter : Press Services and Documentation Bureau, « U.S. Hopes Lebanon Will Elect President without Foreign Interference », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 110, no 1291, 13 mars 2004, p. 3.

²³³ *Idem*.

²³⁴ Jacques Chirac, « Point de presse conjoint de M. Jacques CHIRAC, Président de la République, et de M. George BUSH, Président des États Unis », discours prononcé au *Palais de l'Élysée*, Paris, 5 juin 2004, en ligne, http://www.elysee.fr/elysee/elysee/francais_archives/interventions/conferences_et_points_de_presse/2004/juin/point_de_presse_conjoint_du_president_de_la_republique_et_du_president_des_etats_unis.906.html, page consultée le 20 juillet 2009.

Conseil de sécurité de l'ONU, à faire passer l'adoption de la Résolution 1559. Par un vote de 9-0 et 6 abstentions²³⁵, les autorités américaines ont exigé, par l'entremise du Conseil de sécurité, le retrait des forces étrangères du Liban — incluant ainsi les troupes syriennes — et le désarmement des milices libanaises, affectant ainsi le Hezbollah et en réclamant l'arrêt de toute interférence dans les élections présidentielles²³⁶.

Interprétant différemment la situation politique libanaise et réagissant aux actions américaines, les autorités syriennes ont préalablement défié les directives américaines en s'ingérant dans les affaires libanaises, au nom de la stabilité interne. C'est ainsi qu'en ayant pris connaissance d'une entente entre les présidents Bush et Chirac — lors de leur rencontre du 5 juin 2004²³⁷ à l'Élysée afin de présenter une résolution au Conseil de sécurité pour contrer la présence syrienne au Liban —, les autorités syriennes ont obtenu du parlement libanais un amendement permettant le prolongement du mandat du président Lahoud²³⁸. Pour expliquer cette requête, le président al-Asad a précisé lors d'une entrevue accordée le 7 octobre 2005 à Jihad El Khazen du journal *al-Hayat* : « qu'étant donné les circonstances régionales et internationales, la stabilité était de mise au Liban et en Syrie »²³⁹. D'après al-Asad, cette décision était une mesure défensive, puisque la prolongation du terme présidentiel de Lahoud permettrait d'assurer une stabilité à la tête de l'État libanais et d'éviter la venue d'un nouveau président plus inexpérimenté et indépendant²⁴⁰. Le Patriarche maronite

²³⁵ Le vote a été de 9 pays en faveur (Angola, Benin, Chili, France, Allemagne, Roumanie, Espagne, Royaume-Uni et les États-Unis), aucune objection et six abstentions (Algérie, Brésil, Chine, Pakistan, Philippines et la Russie).

²³⁶ Organisation des Nations Unies, « Liban : Le Conseil de sécurité favorable à la mise en œuvre d'un processus électoral libre et régulier en dehors de toute influence étrangère », *Communiqué de presse*, 2 septembre 2004, en ligne, <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2004/CS8181.doc.htm>, document consulté le 20 juillet 2009.

²³⁷ Joshua Landis, « Who Killed Hariri? The 'Pushed Against the Wall' Thesis as elaborated by Nasrallah and Asad », *SyriaComment*, en ligne, <http://faculty-staff.ou.edu/L/Joshua.M.Landis-1/syriablog/2006/01/who-killed-hariri-pushed-against-wall.htm>, page consultée le 20 juillet 2009.

²³⁸ Le 3 septembre 2004, le parlement libanais a tranché — par un vote de 86 députés contre 29 et 3 absents — en faveur d'un amendement constitutionnel pour prolonger le mandat du président Lahoud de 3 ans.

²³⁹ Joshua Landis, « Jihad El Khazen of Al-Hayat: From and About Syria », *SyriaComment*, en ligne, http://faculty-staff.ou.edu/L/Joshua.M.Landis-1/syriablog/archives/2005_10_01_faculty-staff_archive.htm, page consultée le 20 juillet 2009.

²⁴⁰ *Idem*.

Nasrallah Butros Sfeir, farouche opposant à la reconduite du mandat du président Lahoud, a soutenu cette interprétation en indiquant que la menace américaine avait été l'élément déclencheur pour le gouvernement syrien : « the nature of the regional battle led by Syria requires that Lahoud would direct the Syrian alliance in Lebanon »²⁴¹. Enfin, Patrick Seale, spécialiste en politique syrienne, a résumé cette mesure en signalant que la Syrie était prête à assumer des sanctions afin d'assurer une stabilité régionale : « they [...] feel the need to protect themselves and Lebanon is where they feel vulnerable [...] They are sacrificing political popularity for security policy »²⁴².

Ensuite, les autorités syriennes ont continué à défendre le rôle salulaire de leurs troupes au Liban afin de réfuter les mesures américaines. En ce sens, lors d'un discours devant une assemblée d'expatriés syriens le 9 octobre 2004, le président Bashar al-Assad a indiqué :

« Ces pays étrangers ont parlé de leur préoccupation pour le Liban [...] La Syrie et le Liban sont relativement plus stables que les pays au Moyen-Orient, en dépit de toutes les conditions dans la région. Ils (superpuissances) veulent jeter l'ensemble de la région dans la lave du volcan. [...] N'avons-nous pas appris de la guerre en Irak? Nous avons appris depuis des décennies, mais d'autres n'ont pas appris que lors d'une éruption volcanique, la lave touche tous les pays, même de lointains pays, indépendamment de leur taille et qu'ils soient faibles ou forts. Je pense qu'il est temps d'apprendre de ces leçons »²⁴³.

Pour renchérir, il a également prétendu que c'était plutôt la politique régionale des Américains qui déstabilisait le Liban :

« Aujourd'hui, nous vivons dans un monde de chaos, de faux concepts et d'idiomes qui ont accru les divisions entre les cultures et préparé de nouvelles guerres destructives. Ces concepts ont renversé des faits selon lesquels les personnes qui se défendent et protègent leurs maisons sont qualifiées de terroristes, et ceux qui pratiquent le terrorisme sont considérés comme des combattants contre le terrorisme. [...] Cette [...] résolution [1559], a

²⁴¹ Joshua Landis, « Lahoud's Term Prolonged », *SyriaComment*, en ligne, <http://faculty-staff.ou.edu/L/Joshua.M.Landis-1/syriablog/2004/08/lahouds-term-prolonged.htm>, page consultée le 20 juillet 2009.

²⁴² Press Services and Documentation Bureau, « Why Did Syria Do It? The Fear of Bush's Re-election », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 112, no 1317, 11 septembre 2004, p. 10.

²⁴³ Press Services and Documentation Bureau, « Syria's Assad: Resolution 1559 May Erupt the Whole Region », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 113, no 1322, 16 octobre 2004, p. 8.

été prête pour un certain temps. Elle était destinée à d'autres objectifs loin de ce qu'il avait été soumis à faire. Il visait à l'internationalisation de la situation interne du Liban et de ses connotations, à savoir un retour aux années 1980 »²⁴⁴.

Enfin, misant sur la présence du président Lahoud à la tête de l'État libanais, le régime syrien a su conserver l'appui du Liban pour assumer la stabilité du pays. De ce fait, lorsqu'il a été questionné au mois d'octobre 2004 sur la présence syrienne au Liban, le président libanais a réitéré : « ils sont ici par l'entremise d'un accord [Taïf] et concernant les troupes, elles sont indispensables [pour la sécurité du Liban], mais leur présence sur le sol libanais est temporaire »²⁴⁵. Comptant sur la présence syrienne au Liban, le ministre syrien Farouk al-Sharaa a précisé, en janvier 2005 : « Nous allons nous retirer si le gouvernement libanais nous le demande »²⁴⁶. Cependant, il a aussi noté que cette demande devait considérer la sécurité des lieux avant tout : « Le retrait dépend des Libanais et des Syriens, mais aussi de considérations en matière de sécurité nationale, mais soyez sûr, nous ne sommes pas ici indéfiniment »²⁴⁷. Misant sur l'argument de la stabilité interne, les dirigeants syriens ont pu empêcher l'évacuation de leurs troupes du Liban, mais malheureusement, leur position n'a pu tenir longtemps, puisque l'attentat contre l'ancien premier ministre libanais Rafiq Hariri, survenu à Beyrouth le 14 février 2005, a remis en question les fondements de cette supposée stabilité.

Postérieurement à cet assassinat, l'administration Bush a tenté de discréditer le rôle stabilisateur de la Syrie au Liban. Pour ce faire, Washington a tenu le régime syrien responsable de l'instabilité régnant au sein du pays, instabilité qui a largement contribué au meurtre d'Hariri. Ainsi, le 15 février 2005, le porte-parole du Département d'État, Richard Boucher, s'est prononcé sur cette question : « Yesterday's bombing calls into question the stated reason behind this presence of Syrian security forces : Lebanon's internal security »²⁴⁸.

²⁴⁴ *Ibid.*, p. 7.

²⁴⁵ Press Services and Documentation Bureau, « Trade-off: Security for Syrian Military Presence », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 114, no 1323, 23 octobre 2004, p. 8.

²⁴⁶ Press Services and Documentation Bureau, « Syrian Policy in Lebanon », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 114, no 1335, 29 janvier 2005, p. 3.

²⁴⁷ *Idem.*

²⁴⁸ Megan K. Stack et Rania Abouzeid, « U.S. Recalls Ambassador to Syria as Suspicions Over

En accord avec cette position, la secrétaire d'État Condoleezza Rice a enchéri — lors d'une rencontre à Washington le même jour avec son homologue égyptien, Ahmed Abul Gheit —, que cette situation avait créé l'effet contraire : « The presence of Syrian troops in Lebanon is contributing to Lebanon's destabilization »²⁴⁹. Enfin, le 5 mars 2005, le président Bush a insisté sur le rôle perturbateur de la Syrie au Liban et a publiquement exigé le retrait des troupes syriennes et de l'ensemble de ses agences de renseignements du pays : « Syria, Syrian troops, Syria's intelligence services, must get out of Lebanon now [...] The world is beginning to speak with one voice. We want democracy in Lebanon to succeed, and we know it cannot succeed so long as she is occupied by a foreign power and that power is Syria »²⁵⁰. En raison de cet événement, les autorités américaines ont décidé de rapatrier leur ambassadrice, et du même coup, ont interrompu leurs relations officielles avec la Syrie le 15 février 2005 : « Secretary of State Condoleezza Rice has decided to recall Ambassador Margaret Scobey, the United States Ambassador to the Syrian Arab Republic, for urgent consultations following the brutal murder of former Lebanese Prime Minister Rafik Hariri »²⁵¹.

Démontrant l'impact de cette interprétation négative du rôle de la Syrie au Liban, Damas s'est vue incapable d'obtenir les appuis nécessaires pour renoncer aux demandes réitérées par Washington pour retirer ses troupes du territoire libanais. D'une part, le premier ministre syrien, Naji al-Otari, a approché son homologue iranien, le vice-président Mohammad Reza Aref, le 16 février 2005 afin d'obtenir son soutien à la suite de l'attentat meurtrier qui a coûté la vie à Rafiq Hariri. Nonobstant leur entretien, Aref a refusé

Bombing Grow », *Los Angeles Times* (Damas), 16 février 2005, en ligne, <http://articles.latimes.com/2005/feb/16/world/fg-syria16>, page consultée le 20 juillet 2009.

²⁴⁹ Zawya Agency, « Syrian Journalist Advises: Don't Misread U.S. Actions », 15 février 2005, en ligne, <https://www.zawya.com/story.cfm/sidMER05032005104938665/Syrian%20Journalist%20Advises:%20Don%27t%20Misread%20U.S.%20Actions>, page consultée le 20 juillet 2009.

²⁵⁰ Rupert Cornwell, « Every Syrian soldier must leave Lebanon, Bush instructs Assad », *The Independent* (Washington), 5 mars 2005, en ligne, <http://www.independent.co.uk/news/world/americas/every-syrian-soldier-must-leave-lebanon-bush-instructs-assad-527279.html>, page consultée le 20 juillet 2009.

²⁵¹ Richard Boucher, « Press Statement U.S. Recalls Ambassador to Syria », Gouvernement des États-Unis, (Washington), 15 février 2005, en ligne, <http://merln.ndu.edu/archivepdf/syria/State/42305.pdf>, document consulté le 6 juillet 2009.

d'entériner la position syrienne dans sa déclaration officielle : « We are ready to help Syria on all grounds to confront threats »²⁵² « *but [we are] not prepared to support Syria's presence in Lebanon* »²⁵³. Par le fait même, le régime syrien n'a obtenu ni l'appui de ses collègues russes, ni celui de ses compatriotes saoudiens suite à l'échec des pourparlers avec son partenaire iranien. C'est ainsi que le 2 mars 2005, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov²⁵⁴, a demandé officiellement aux dirigeants syriens de quitter le Liban. Sa déclaration sous-entendait aussi une certaine sensibilité à l'argument syrien, qui affirmait que la stabilité du Liban devait être maintenue lors du retrait des troupes syriennes : « Syria should withdraw from Lebanon, but we all have to make sure that *this withdrawal does not violate the very fragile balance which we still have in Lebanon*, which is a very difficult country ethnically »²⁵⁵. Ensuite, embêtée par la perte de son allié libanais, Rafiq Hariri²⁵⁶, Riyad a refusé catégoriquement de soutenir un plan, soumis par Bashar al-Asad, qui visait le maintien de 3 000 soldats syriens à l'est du Liban et de ses stations de surveillance²⁵⁷. Répondant ainsi à la requête du président al-Asad lors de son voyage à Riyad le 3 mars 2005, les conseillers du prince héritier, Abdullah bin Abdulaziz, ont déclaré : « Abdullah flatly rejected his redeployment proposal, telling him that Syria must pull completely out of Lebanon and do it "soon" or else Saudi-Syrian relations would suffer »²⁵⁸. Pour démontrer l'ampleur de l'insatisfaction saoudienne à l'égard de la position syrienne au Liban, la

²⁵² Safa Haeri, « Iran pulls Syria's strings over Lebanon », *AsiaTimes.com*, 8 mars 2005, en ligne, http://www.atimes.com/atimes/Middle_East/GC08Ak02.html, page consultée le 20 juillet 2009.

²⁵³ William Harris, 2005, « Bashar al-Assad's Lebanon Gamble », In *Middle East Quarterly*, vol. XII, no 3 (Summer), en ligne, http://www.mideastmonitor.org/issues/0602/0602_2.htm#_ftn16, page consultée le 20 juillet 2009. [Italique ajouté par l'auteur]

²⁵⁴ Il est important de noter qu'au cours de cette période, les relations syriano-russes s'étaient passablement améliorées. Pour preuve, Moscou s'étaient abstenue de voter en faveur de la résolution 1559 et s'est entendue avec Damas pour annuler 90% de leur dette. Pour plus de détails, consulter Mark N. Katz, 2006, « Putin's Foreign Policy toward Syria », *MERIA: Middle East Review of International Affairs*, vol. 10, no 1 (March), p. 53-62.

²⁵⁵ Hassan M. Fattah, « Saudi Join Call for Syrian Force to Quit Lebanon », *New York Times*, 4 mars 2005, en ligne, <http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9401E3D8103DF937A35750C0A9639C8B63&sec=&spon=&pagewanted=all>, page consultée le 20 juillet 2009. [Italique ajouté par l'auteur]

²⁵⁶ Selon Tony Badran, les relations entre Rafiq Hariri et la royauté saoudienne remontent aux années 1980. Pour plus de détails, consulter : Tony Badran, 2006, « Saudi-Syrian Relations after Hariri », In *Mideast Monitor*, vol. 1, no 1 (February), en ligne, http://www.mideastmonitor.org/issues/0602/0602_2.htm#_ftn16, page consultée le 20 juillet 2009.

²⁵⁷ *Idem.*

²⁵⁸ *Idem.*

déclaration publique émise par Jacques Chirac, à la suite de la visite officielle du prince héritier saoudien à Paris le 15 avril 2005, a laissé entendre l'indifférence de la Syrie de se retirer du Liban : « As regards the situation in Lebanon, the two countries *have noted* Syria's commitment to withdraw in accordance with Security Council Resolution 1559 »²⁵⁹.

Constatant ainsi que leur revendication de présence en sol libanais pour assurer la sécurité du territoire n'avait pu convaincre ses différents partenaires mondiaux, les autorités syriennes ont capitulé, et en effet, le président al-Asad a informé les autorités onusiennes du rapatriement officiel de l'ensemble des troupes syriennes du Liban le 26 avril 2005 :

« The government of the Syrian Arab Republic would like to officially inform you that the Syrian Arab forces stationed in Lebanon at the request of Lebanon and under an Arab mandate have fully withdrawn all their military, security apparatus and assets to their positions in Syria on 26th of April 2005, and as such have completed their successive withdrawal that started years ago »²⁶⁰.

Officialisant l'authenticité du retrait syrien²⁶¹, l'envoyé spécial de l'équipe d'inspecteurs de l'ONU, Terje Roed-Larsen, a déclaré le 23 mai 2005 : « The mission has therefore concluded, to the best of its ability, with the possible exception of the Deir Al-Ashayr area, [...] that Syrian troops and military assets have been fully and completely withdrawn from

²⁵⁹ Archives of Jacques Chirac's Presidency 1995-2007, « French-Saudi Communique », en ligne, http://www.elysee.fr/elysee/elysee.fr/anglais_archives/speeches_and_documents/2005/french-saudi_communique.29360.html, document consulté le 20 juillet 2009. Les termes « have noted » provenant d'un partenaire moyen-oriental majeur peuvent être perçus de manière très négative. Si les Saoudiens voulaient soutenir les démarches syriennes, ils auraient pu indiquer « have welcomed ». Pour plus de détails, consulter : Tony Badran, 2006, *loc. cit.*, en ligne, http://www.mideastmonitor.org/issues/0602/0602_2.htm#_ftn16, page consultée le 20 juillet 2009.

²⁶⁰ Embassy of the Syrian Republic in Australia and New Zealand, « Mr. Farouk Al Shara's Letter to SC », Brussels - June 22, 2005, en ligne, http://www.syrianembassy.org.au/syr/english/index.php?page=show_det&category_id=54&id=28, page consultée le 20 juillet 2009.

²⁶¹ Organisation des Nations Unies, « Press Release SC/8372 : Syria's Withdrawal from Lebanon 'Historic Day' for Middle East, Special Envoy Terje Roed-Larsen Tells Security Council », 29 avril 2005, en ligne, <http://www.un.org/media/main/roadmap122002.pdf>, document consulté le 20 juillet 2009.

Lebanese territory »²⁶².

Les relations diplomatiques avec les États-Unis étaient désormais bloquées, et similairement à ses partenaires régionaux et mondiaux, les tensions diplomatiques reflétaient le détachement de la communauté internationale à l'égard de la cause syrienne. Dans ce contexte, Volker Perthes, directeur de l'Institut allemand pour les affaires internationales et de sécurité à Berlin, a expliqué qu'en plus d'être isolée, la Syrie était en voie de connaître une crise identitaire importante, dans la mesure où : « there is not much left of the Syrian role in the region »²⁶³. En ce sens, la secrétaire d'État Condoleezza Rice a résumé les dernières années des relations syriano-américaines en notant, lors d'une entrevue accordée à Jim Lehrer de la station américaine PBS, que :

« The United States views Syria as a problem in the Middle East, but the United States isn't the issue here. [...] [There is] clear evidences that Syria is now out of step with the region. [...] The Syrians have been told and told and told. [...] And every time, the Syrians did essentially nothing. They did as little as they could do, not as much as they could do. [...] It's time for the Syrians to change their behavior. [...] I would hope that they recognize fully their isolation at this point. [...] The Middle East is changing. And those states that don't recognize that the Middle East is changing, and indeed try to halt that change -- states like Syria [...] -- need now to be, by the international community, isolated and condemned for that »²⁶⁴.

Durant cette période où les autorités américaines et syriennes se sont confrontées au sujet des revendications américaines vis-à-vis de la présence syrienne en territoire libanais, la distance idéologique à propos de la stabilité du régime libanais a mis en exergue des comportements complètement opposés. À l'instar des mécontentes, qui ont tout d'abord

²⁶² Organisation des Nations Unies, « Report of the United Nations Mission to Verify the Full and Complete Withdrawal of Syrian Forces from Lebanon pursuant to Security Council Resolution 1559 (2004) – 26 April to 13 May 2005 », 23 mai 2005, en ligne, <http://www.cggi.org/publicdocs/UN%20report%20on%20Syrian%20withdrawal.pdf>, document consulté le 20 juillet 2009.

²⁶³ Press Services and Documentation Bureau, « Why Now and Not 13 Years Ago », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 114, no 1341, 12 mars 2005, p. 10.

²⁶⁴ Condoleezza Rice, « Newsmaker : Condoleezza Rice », *NewsHour with Jim Lehrer (PBS)*, New York, 4 mars 2005, en ligne, http://www.pbs.org/newshour/bb/politics/jan-june05/rice_3-4.html, page consultée le 20 juillet 2009.

entraîné les autorités américaines à sanctionner la Syrie, et puis ont amené cette dernière à s'imposer au Liban afin de se défendre contre l'offensive diplomatique des États-Unis. Pour conclure, la rupture des relations, et l'isolement subséquent de la Syrie au Moyen-Orient, s'est néanmoins fait sentir de manière incontournable suite à l'assassinat de Rafik Hariri, lorsque la communauté internationale a réfuté le rôle stabilisateur de la Syrie en sol libanais en la tenant responsable, non pas du meurtre, mais de l'instabilité politique et sociale régnant au Liban.

3.5 Synthèse

Dans son ensemble, ce chapitre a cherché à identifier, pour la période s'étalant de mai 2003 et avril 2005, l'influence de la distance idéologique sur les comportements étatiques syriens et américains. D'une perspective évolutionniste des relations inter-étatiques, nous avons observé les enjeux entourant les conditions américaines lors des événements liés à la résurgence du conflit israélo-palestinien et à la stabilisation du contexte sécuritaire en Irak et au Liban comme étant les facteurs menant à l'interruption des relations syriano-américaines et à la marginalisation de la Syrie sur la scène moyen-orientale.

Dans un premier temps, nous avons présenté les revendications américaines, émises au président syrien Bashar al-Asad par le secrétaire d'État Colin Powell au mois de mai 2003, comme étant des éléments primordiaux ayant contribué à l'avènement d'une nouvelle phase de détérioration des relations syriano-américaines. En ce sens, nous avons remarqué qu'elles reflétaient, à ce moment-là, la nouvelle position de l'administration Bush à l'égard de la Syrie pour tenter de punir son comportement lors des événements entourant l'invasion américaine de l'Irak.

Ensuite, nous avons analysé plus en profondeur le conflit israélo-palestinien entre le printemps et l'automne 2003, afin de voir à quel point la distance idéologique a joué un rôle

prépondérant dans la détérioration des relations syriano-américaines. Par le fait même, nous avons constaté qu'une similarité des vues au sujet du processus de paix entre Palestiniens et Israéliens a mené le gouvernement al-Asad à agir en fonction des demandes américaines dans cette situation particulière. Par contre, après la résurgence des violences entre Palestiniens et Israéliens durant cette même période, nous avons identifié que les divergences à propos du « terrorisme » palestinien et libanais ont conduit les Syriens à ne pas remplir les conditions américaines et à se voir imposer la structure punitive du *Syria Accountability Act* pour la toute première fois. Nous avons également établi qu'au cours de la période entre l'automne 2003 et le printemps 2004, les différences de perspective au sujet du gouvernement Hussein et de la frontière syriano-irakienne ont poussé Washington à infliger à la Syrie des sanctions sévères basées sur le *Syria Accountability Act*. Cependant, nous avons également noté qu'au cours du printemps et de l'été 2004, les interprétations similaires des conséquences de la dégradation de la situation sécuritaire en Irak ont culminé en une nouvelle phase de coopération entre les dirigeants syrien et américain. Malgré tout, si cette collaboration visant la stabilisation de la situation intérieure de l'Irak faisait preuve d'une certaine détente de leurs relations diplomatiques, la situation politique au Liban a anéanti tout espoir de accommodement. En outre, découlant de l'analyse du rôle de la distance idéologique dans le dossier libanais entre l'automne 2003 et l'hiver 2005, les différends syrien et américain à propos des conditions américaines visant la stabilité politique au Liban a conséquemment provoqué l'interruption des pourparlers diplomatiques syriano-américains et a déclenché le processus de marginalisation de la Syrie sur la scène moyen-orientale.

Pour conclure, ce chapitre nous a permis d'établir, dans son ensemble, un lien entre la distance idéologique et le processus menant à au rappel de l'ambassadrice américaine de Damas et à la marginalisation de la Syrie au Moyen-Orient de mai 2003 à avril 2005.

CONCLUSION

Dans le cadre de cette recherche, nous avons tenté de déterminer les causes de la dégradation des relations syriano-américaines et à la marginalisation de la Syrie sur la scène régionale entre 2001 et 2005.

Pour arriver à nos résultats, nous nous sommes basés sur le concept de *distance* idéologique à travers une perspective évolutionniste des relations inter-étatiques. En ce sens, nous avons fourni un cadre théorique afin d'orienter nos recherches sur le sujet. Nous avons tout d'abord défini notre thème selon la théorie des représentations sociales développée par Abric et Jobelet. L'aspect idéologique du concept a ainsi été introduit comme une vision fonctionnelle chez l'individu, puisque selon ces spécialistes, une idéologie résulte en une représentation sociale. Au sujet de la dimension de *distance*, nous avons repris l'idée de Sartori, que nous avons caractérisé comme étant des représentations entre deux acteurs à propos d'une série d'événements, plutôt que d'utiliser la notion de l'écart entre l'idéologie d'un sujet et ses actions comme outil analytique pour entreprendre notre étude. Alliant ainsi la définition du terme idéologique d'Abric et de Jobelet à celle de Sartori, nous avons conçu le schème de la *distance* idéologique à partir des ressemblances et différences des représentations des acteurs au sujet d'un objet, concept, d'une situation, d'autres individus ou groupes.

Ensuite, pour mesurer son impact sur le comportement étatique, nous avons proposé une lecture historique des relations syriano-américaines à travers l'approche évolutionniste, qui propose qu'un objet atteint un état particulier à travers une série de changements historiques. L'importance a alors été accordée aux événements conflictuels, puisque ce sont ceux-ci qui détermineront l'orientation politique de l'un par rapport à l'autre. Plus spécifiquement, il fallait d'abord cerner l'origine de ces situations litigieuses et étudier leurs caractéristiques, puisqu'une analyse de ces événements et l'accumulation subséquente de ces occurrences problématiques permettait de suivre l'évolution réelle d'une relation inter-étatique.

En rattachant notre concept de distance idéologique à l'articulation évolutionniste des relations inter-étatiques, nous avons pu conclure que le conflit d'intérêts initial favorisant l'évolution négative d'une relation inter-étatique était dépendant de la distance idéologique entre les deux États au sujet des événements en question.

Afin de pouvoir conduire notre analyse de façon plus rigoureuse, nous avons alors opérationnalisé notre variable indépendante, soit l'influence de la distance idéologique sur l'évolution des comportements inter-étatiques. Pour ce faire, nous avons suivi la démarche en trois points promulguée par l'approche évolutionniste. D'abord, nous avons fourni le cadre historique dans lequel nous étudierions la distanciation idéologique. En ce sens, nous avons déterminé la période suivant les attentats du 11 septembre 2001 comme étant notre point de départ — du fait qu'elle représentait une période de collaboration entre la Syrie et les États-Unis — et celle suivant l'interruption des relations syriano-américaines et le retrait des troupes syriennes du Liban entre février et avril 2005 comme notre conclusion. Pour mieux constater la présence d'une distance idéologique, nous avons ensuite analysé les événements internationaux associant les États concernés. En effet, nous avons déterminé que les événements entourant la « guerre contre le terrorisme », le conflit israélo-palestinien, l'invasion américaine et la stabilisation de l'Irak, ainsi que la présence syrienne au Liban, devaient être analysés, vu la présence de conflits d'intérêts entre les dirigeants syriens et américains. Nous avons alors procédé à l'étude des différentes représentations des enjeux via l'examen des énoncés et des discours officiels prononcés par Washington et Damas, afin de déterminer les convergences et/ou divergences idéologiques.

Par la suite, nous avons examiné l'impact de la distance idéologique sur la variable dépendante, soit le comportement étatique a posteriori de chaque événement décortiqué dans notre analyse. Les effets attendus étaient de deux ordres : d'abord, nous nous attendions à ce que plus la distance idéologique était faible — lorsqu'il y avait concordance des deux États dans l'interprétation d'un enjeu —, plus un rapprochement diplomatique entre les gouvernements concernés devait se produire; l'indicateur de ce phénomène était l'établissement de toute politique coopérative. Ensuite, nous croyions que plus la distance

idéologique était importante, suite à une divergence de représentation d'un enjeu, plus nous devons nous attendre à un éloignement diplomatique entre les États à l'étude ; l'indicateur de cette dynamique était basé sur l'établissement de politiques contradictoires et agressives. Cependant, étant donné la perspective évolutionniste de notre étude, une échelle a été mise en place afin de suivre la progression; effectivement, nous nous attendions à ce que l'évolution des actions politiques négatives (sanctions) s'effectuerait de la manière suivante : absence d'actions politiques négatives, puis menace d'actions politiques négatives et finalement, imposition d'actions politiques négatives (les trois étant différents degrés de sanctions exercées).

Par la suite, dans le cadre des théories observées, nous avons soumis notre hypothèse à l'épreuve empirique afin de confirmer sa véracité. En ce sens, nous avons voulu déterminer si l'accumulation de désaccords interprétatifs entre les États-Unis et la Syrie sur un ensemble d'événements pouvait être à l'origine de la dégradation des relations syriano-américaines et de la marginalisation syrienne de 2001 à 2005. Pour ce faire, nous avons d'abord analysé, dans le cadre du premier chapitre, la période entre septembre 2001 et avril 2003 afin de mesurer l'impact de la distance idéologique sur les comportements étatiques syriens et américains. D'une perspective évolutionniste des relations inter-étatiques, nous avons identifié les enjeux entourant le « terrorisme » et la condition irakienne lors de la « guerre contre le terrorisme », du conflit israélo-palestinien et de l'invasion américaine de l'Irak, comme étant les facteurs ayant initié la détérioration de leurs relations. D'abord, nous avons identifié l'interprétation des dirigeants syriens et américains du terme « terrorisme » comme élément déclencheur de la déstabilisation relationnelle. Ainsi, au cours des premiers mois de la « guerre contre le terrorisme » suivant les attaques du 11 septembre 2001, si nous avons constaté que la similarité de leur interprétation du « terrorisme » d'Al-Qaeda a produit un rapprochement entre ces deux États et s'est soldé par des bénéfices tangibles pour les dirigeants syriens, nous avons cependant repéré certaines résistances entre les deux partenaires lorsqu'il était question de préciser les acteurs usant de « terrorisme ». Toutefois, étant donné que leurs efforts étaient centrés sur l'élimination de la menace du réseau international d'Al-Qaeda, ces discussions n'allaient pas influencer négativement leur

conduite respective. Néanmoins, suivant l'aggravation du conflit israélo-palestinien dès le mois d'octobre 2001, nous avons noté que ces divergences à propos du « terrorisme » palestinien et libanais ont initié le processus d'éloignement diplomatique entre Washington et Damas, puisque les premières attaques verbales d'un État envers l'autre sont apparues durant cette période. Nous avons aussi constaté qu'au cours de cette dernière phase de tension, la contribution de la Syrie à la « guerre contre le terrorisme » lui a permis d'éviter des sanctions exercées par les autorités américaines pour la réprimander vis-à-vis de ses agissements durant la résurgence des violences reliées au conflit israélo-palestinien.

Si, de septembre 2001 à juillet 2002, la similarité des interprétations syriennes et américaines du « terrorisme international » a prévenu l'escalade des mésententes émanant du conflit israélo-palestinien, la distance idéologique — à propos de la condition irakienne entre les dirigeants américains et syriens lors des mois de janvier 2002 à avril 2003 — a accéléré la détérioration des relations entre les deux États et la rétrogradation de la position syrienne dans la région. De ce fait, nous avons constaté qu'au cours de cette seconde période, les différentes perceptions de la menace irakienne par les autorités syriennes et américaines lors de l'invasion américaine de l'Irak ont provoqué des comportements hostiles d'un pays envers l'autre. D'un côté, la négation du danger irakien par les autorités syriennes les a mené à agir à l'encontre des démarches américaines, qui visaient le démantèlement du régime irakien; de l'autre, l'hostilité syrienne a mené l'administration américaine à réévaluer sa politique libanaise, afin de faire une mise en garde auprès du régime syrien des conséquences de son comportement.

Résultat de ce conflit américano-irakien a été une nouvelle structure relationnelle imposée aux autorités syriennes par les dirigeants américains, l'une que les Syriens ont dû respecter, au prix d'être sanctionnés. Nous avons notamment observé, dans le cadre du second chapitre, l'influence de la distance idéologique à propos des enjeux entourant les différents éléments de cette nouvelle structure relationnelle sur les comportements étatiques syriens et américains au cours de la période de mai 2003 à avril 2005. D'une perspective évolutionniste des relations inter-étatiques, nous avons identifié les enjeux entourant les

conditions américaines dans les dossiers israélo-palestinien, irakien et libanais, comme étant les facteurs qui ont mené à l'interruption des relations syriano-américaines et à la marginalisation de la Syrie sur la scène moyen-orientale. En effet, nous avons constaté, pour la période entre le printemps et l'automne 2003, qu'une similarité des vues au sujet du processus de paix israélo-palestinien a entraîné les Syriens à agir en fonction des revendications américaines dans ce domaine. Par contre, les divergences à propos du « terrorisme » palestinien et libanais suivant la résurgence des violences entre Palestiniens et Israéliens durant cette même période ont conduit les Syriens à refuser les conditions de la Maison-Blanche et à se voir imposer la structure punitive du *Syria Accountability Act*. Idem au sujet du dossier irakien de l'automne 2003 et de l'automne 2004 : nous avons observé que les points de vue divergents au sujet de la légitimité du gouvernement irakien et de la stabilisation de la frontière syriano-irakienne ont mené la Syrie à être sanctionnée selon le *Syria Accountability Act* de l'administration Bush. Nous avons aussi noté qu'au cours du printemps et de l'été 2004, les lectures similaires des conséquences de la dégradation de la sécurité en Irak ont engendré une nouvelle collaboration entre les dirigeants syriens et américains. Toutefois, si cette coopération visant la stabilisation de la situation interne en Irak indiquait un certain relâchement dans leurs relations — qui étaient plutôt tendues par le passé, vu les malentendus expliqués ci-haut —, la situation politique du Liban a estompé tout espoir de réconciliation. Conclusion finale de l'analyse du rôle de la distance idéologique dans le dossier libanais entre l'automne 2003 et l'hiver 2005 : les différends syriens et américains à propos des conditions américaines visant la stabilité politique au Liban auraient causé l'interruption des relations diplomatiques syriano-américaines et la marginalisation de la Syrie sur la scène régionale.

Conséquemment, dans son ensemble, nous avons constaté que l'accumulation de désaccords interprétatifs entre les États-Unis et la Syrie — résultant de la présence continue d'une distance idéologique sur l'ensemble des enjeux liés aux événements survenus entre 2001 et 2005 —, a engendré une gradation des sanctions américaines contre les autorités syriennes, provoquant ainsi la détérioration progressive et la discontinuation finale des relations syriano-américaines, ainsi que l'isolement forcé du régime syrien sur la scène

moyen-orientale.

Si notre étude a notamment permis de repérer de nouveaux éléments expliquant la marginalisation syrienne au Moyen-Orient lors de la période de septembre 2001 à avril 2005, nous avons aussi constaté, au cours de nos recherches, une importante politisation des recherches scientifiques américaines et israéliennes au sujet du Moyen-Orient. Les conséquences des différentes analyses psycho-interprétatives du président syrien Bashar al-Asad sur le comportement des différents dirigeants contre le régime syrien expliqueraient potentiellement cette observation. Par exemple, les nombreuses interprétations de la personnalité du président al-Asad par plusieurs membres de l'administration Bush, telles que rapportées par Flynt Leverett dans son livre « *Inheriting Syria: Bashar's Trial by Fire* », ont eu un impact important dans l'établissement de politiques américaines antagoniques au régime syrien. En ce sens, comme le président syrien a été traité en néophyte et a été perçu comme un chef d'État incapable de diriger son pays — perceptions similaires à celles des néoconservateurs américains —, des politiques hostiles ont donc été mises en place pour mitiger ses ambitions nationales. Illustrant toujours ce propos, Barry Rubin, spécialiste de la Syrie, a développé, dans son livre « *The Truth about Syria* », une conception théorique visant à prouver que le « worldview » du président faisait de lui un homme dangereux, puisque : « In some ways, as a worldview that does not correspond with reality, this is a form of insanity »²⁶⁵. Retenant ainsi ces données à l'égard du président al-Asad, il n'est pas étonnant que les gouvernements américain et israélien ont rejeté, en 2004, toute négociation de paix avec le régime syrien²⁶⁶. Enfin, par l'entremise de ces derniers éléments, nous avons également remarqué à maintes reprises la présence d'affirmations non-authentifiées dans plusieurs textes rédigés par différents spécialistes du Moyen-Orient. L'exemple le plus flagrant se réfère à la position syrienne vis-à-vis de l'Irak après l'invasion américaine de 2003. À ce sujet, considérons les propos de Rubin :

²⁶⁵ Barry Rubin, « Chapter 1: Why Syria Matters », In *MERIA: Middle East Review of International Affairs*, vol. 10, no 4 (Décembre), en ligne, <http://meria.idc.ac.il/journal/2006/issue4/jv10no4a2.html>, page consultée le 16 novembre 2009.

²⁶⁶ Press Services and Documentation Bureau, « Satterfield on Syria », In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 114, no 1335, 29 janvier 2004, p. 3.

« On the Iraqi front, starting in 2003, he has been waging war against America at almost no cost to himself. Syria is equipping, training, and sending into battle terrorists who are killing hundreds of Iraqis and Americans without any threat of international action or even condemnation »²⁶⁷.

D'après nos analyses, plusieurs événements pourraient semer le doute sur l'implication syrienne en Irak, mais aucune donnée officielle n'a pu soutenir ces allégations. Prétendre ainsi, comme l'a noté l'auteur, tendrait à remettre en question les intentions de ces chercheurs et des institutions qui les emploient. À première vue, le livre de Barry Rubin et le bureau de recherche qu'il dirige, le *Global Research in International Affairs*, semblent être considérés comme des références et deviennent alors de plus en plus contestables vu leurs conséquences politiques.

Pour conclure, trois interrogations ressortent à la suite de ce travail de recherche et pourront, dans un avenir rapproché, être sujet à des études plus approfondies : tout d'abord, quelles sont les intentions des différents scientifiques américains et israéliens dans leurs recherches sur la politique moyen-orientale ? Ensuite, comment les nombreuses analyses sur la situation du Moyen-Orient sont-elles devenues politisées ? Enfin, comment les politiques américaines et israéliennes vis-à-vis du Moyen-Orient ont-elles été influencées par les différentes recherches scientifiques traitant de cette région ?

²⁶⁷ Barry Rubin, *op. cit.*, en ligne, <http://meria.idc.ac.il/journal/2006/issue4/jv10no4a2.html>, page consultée le 16 novembre 2009.

BIBLIOGRAPHIE

1. Articles scientifiques

Ajami, Fouad. 2005. « The Autumn of the Autocrats ». *Foreign Affairs*, vol. 84, no. 3 (May - Jun.), p. 20-35.

Byman, Daniel. 2005. « Confronting Syrian-Backed Terrorism ». *The Washington Quarterly*, vol. 28, no 3 (Summer), p. 99-113.

Harris, William. 2005. « Bashar al-Assad's Lebanon Gamble ». *Middle East Quarterly*, vol. 12, no 3 (Summer), p. 33-44.

Hensel, Paul R.. 1999. « An Evolutionary Approach To the Study of Interstate Rivalry ». *Conflict Management and Peace Science*, vol. 17, no 2, p. 175-206.

Heydemann, Steven. 2007. « The New Lion of Damascus: Bashar al-Asad and Modern Syria [Book review] ». *Political Science Quarterly*, vol. 122, no 1, p. 168-170.

Hinnebusch, Raymond. 2005. « Inheriting Syria: Bashar's Trial by Fire [Book review] ». *The Middle East Journal*, vol. 59, no 3, p. 494-496.

Hinnebusch, Raymond. 2009. « Syrian Foreign Policy under Bashar al-Asad ». *Ortadoğu Etütleri*, vol. 1, no 1 (July), p. 7-26.

Hinnebusch, Raymond & Quilliam, Neil. 2006. « Contrary Siblings: Syria, Jordan and the Iraq War ». *Cambridge Review of International Affairs*, vol. 19, no 3 (September), p. 513-528.

Katz, Mark N.. 2006. « Putin's Foreign Policy toward Syria ». *MERIA: Middle East Review of International Affairs*, vol. 10, no 1 (March), p. 53-62.

Kessler, Martha Neff. 2005. « Inheriting Syria: Bashar's Trial by Fire [Book review] ». *Middle East Policy*, vol. 12, no 3 (Fall), p. 173-176.

Perrin, Jean-Pierre. 2004. « Liban : quand Damas va trop loin... ». *Politique Internationale*, no 106 (Hivers), p. 37-53.

Ross, Dennis. 2005. « U.S. policy toward a weak Assad ». *The Washington Quarterly*, vol. 28, no 3 (Summer), p. 87-98.

Zisser, Eyal. 2002. « The Return of Hizbullah ». *Middle East Quarterly*, vol. 9, no 4 (Fall), p. 3-11.

Zisser, Eyal. 2003. « Does Basher al-Assad rule Syria? ». *Middle East Quarterly*, vol. 10, no 1 (Winter), p. 15-23.

Zisser, Eyal. 2004. « Bashar al-Asad and His Regime -- Between Continuity and Change ». *Orient - Deutsche Zeitschrift für Politik und Wirtschaft des Orients*, vol. 45, no 2 (June), p. 239-255.

Zisser, Eyal. 2005. « Bashar Al-Assad: In or Out of the New World Order? ». *The Washington Quarterly*, vol. 28, no 3 (Summer), p. 115-131.

Zisser, Eyal. 2006. « Bashar al-Assad's Gamble ». *Middle East Quarterly*, vol. 13, no 4 (Fall), p. 61-66.

2. Articles de périodiques électroniques

Abrahms, Max. 2003. « When Rogues Defy Reason: Bashar's Syria ». *Middle East Quarterly*, vol. 10, no 4 (Fall). En ligne. http://www.meforum.org/562/when-rogues-defy-reason-bashars-syria#_ftnref35. Page consultée le 8 septembre 2009.

Alix, Céline. 2005. « Les sanctions économiques américaines ». *Missions économiques*, Washington, 24 janvier. En ligne. <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/TMG/pdf/SanctionsUSdetail.pdf>. Document consulté le 8 juillet 2009.

Badran, Tony. 2006. « Saudi-Syrian Relations after Hariri ». *Mideast Monitor*, vol. 1, no 1 (February). En ligne. http://www.mideastmonitor.org/issues/0602/0602_2.htm#_ftn16. Page consultée le 20 juillet 2009.

Cordesman, Anthony H.. 2006. « Lebanese Security and the Hezbollah ». *CSIS*, Juillet, 38 pages. En ligne. http://www.csis.org/media/csis/pubs/060714_lebanese_security.pdf. Document consulté le 6 juillet 2009.

Gold, Dore. 2005. « America's Hamas Dilemma: Spreading Democracy or Combating Terrorism? ». *Jerusalem Center for Public Affairs* (Jerusalem Issue Briefs), vol. 5, no 8 (1 November). En ligne. <http://www.jcpa.org/JCPA/Templates/ShowPage.asp?DBID=1&LNGID=1&TMID=111&FID=376&PID=1851&IID=539>. Page consultée le 20 juillet 2009.

Dreyfuss, Robert. 2006. « Syria In Their Sights: The neocons plan their next "cakewalk." ». *The American Conservative*, 16 janvier. En ligne. <http://www.amconmag.com/article/2006/jan/16/00010/>. Page consultée le 20 juillet 2009.

Freedman, Robert O.. 2005. « The Bush Administration and the Arab-Israeli Conflict: The Record of its First Four Years ». *The Middle East Review of International Affairs*, vol. 9, no 1 (March). En ligne. <http://meria.idc.ac.il/journal/2005/issue1/jv9no1a4.html>. Page consultée le 5 juillet 2009.

Gambill, Gary C.. 2001. « US Mideast Policy and the Syrian Occupation of Lebanon ». *Middle East Intelligence Bulletin*, vol. 3, no 3 (March). En ligne. http://www.meib.org/articles/0103_11.htm. Page consultée le 4 juillet 2009.

Harris, William. 2005. « Bashar al-Assad's Lebanon Gamble ». *Middle East Quarterly*, vol. XII, no 3 (Summer). En ligne. http://www.mideastmonitor.org/issues/0602/0602_2.htm#_ftn16. Page consultée le 20 juillet 2009.

Rubin, Barry. 2006. « Chapter 1: Why Syria Matters ». *MERIA: Middle East Review of International Affairs*, vol. 10, no 4 (Décembre). En ligne. <http://meria.idc.ac.il/journal/2006/issue4/jv10no4a2.html>. Page consultée le 16 novembre 2009.

Snow, Charles. 2004. « The Political Scene (27 September 2004) ». *Middle East Economic Survey*, vol. XLVII, no 39, 27 septembre. En ligne. <http://www.mees.com/postedarticles/politics/PoliticalScene/a47n39c01.htm>. Page consultée le 20 juillet 2009.

Zisser, Eyal. 2003. « Does Basher al-Assad rule Syria? ». *Middle East Quarterly*, vol. 10, no 1 (Winter). En ligne. <http://www.meforum.org/517/does-bashar-al-assad-rule-syria>. Page consultée le 3 juillet 2009.

Zisser, Eyal. 2004. « Syria and the Question of WMD ». *MERIA: Middle East Review of International Affairs*, vol. 8, no 3 (September). En ligne. <http://meria.idc.ac.il/journal/2004/issue3/jv8n3a5.html>. Page consultée le 21 juillet 2009.

Zisser, Eyal. 2005. « Syria, the United States, and Iraq -- Two Years after the Downfall of Saddam Hussein ». *MERIA: Middle East Review of International Affairs*, vol. 9, no 3 (September). En ligne. http://meria.idc.ac.il/journal/2005/issue3/jv9no3a2.html#_edn21. Page consultée le 21 juillet 2009.

3. Conférences ou discours

Al-Asad, Bashar. « Syrian President Bashar Al-Assad on Al-Jazeera ». *MEMRI: The Middle East Media Research Institute*, no. 714, 14 mai 2004. En ligne. <http://memri.org/bin/articles.cgi?Page=archives&Area=sd&ID=SP71404>. Page consultée le 4 septembre 2009.

Hinnebusch, Raymond. « Defying the Hegemon: Syria and the Iraq War ». Discours prononcé à l'*European Consortium on Political Research conference*. Budapest, September 2005, 24 pages.

Ghalioun, Burhan. « Où s'en va la Syrie ». Discours prononcé à l'*Entretiens d'Euromed-IHEDN*. Paris, 15 novembre 2007. En ligne. http://www.mc-doualiya.com/rmfr/articles/085/article_92.asp. Page consultée le 3 juillet 2009.

Bolton, John R.. « Beyond the Axis of Evil: Additional Threats from Weapons of Mass Destruction ». Discours prononcé à l'*Institut The Heritage Foundation*, Washington, 6 mai 2002. En ligne. <http://www.heritage.org/Research/PublicDiplomacy/HL743.cfm>. Page consultée le 5 juillet 2009.

Boucher, Richard. « Press Statement U.S. Recalls Ambassador to Syria ». *Gouvernement des États-Unis*, (Washington), 15 février 2005. En ligne. <http://merln.ndu.edu/archivepdf/syria/State/42305.pdf>. Document consulté le 6 juillet 2009.

Bush, George W.. « State Of The Union Address ». Washington, 20 septembre 2001. En ligne. <http://stateoftheunionaddress.org/2001-george-w-bush-2>. Page consultée le 20 juillet 2009.

Bush, George W.. « Bush State of the Union address ». Washington, 29 janvier 2002. En ligne. <http://archives.cnn.com/2002/ALLPOLITICS/01/29/bush.speech.txt/>. Page consultée le 5 juillet 2009.

Bush, George W.. « President Bush's address to the United Nations ». New York, 12 septembre 2002. En ligne. <http://transcripts.cnn.com/2002/US/09/12/bush.transcript/>. Page consultée le 5 juillet 2009.

Bush, George W.. « Renewed Violence ». *NewsHour with Jim Lehrer (PBS)*, New York, 12 septembre 2002. En ligne. http://www.pbs.org/newshour/bb/middle_east/july-dec03/syria_10-06.html. Page consultée le 20 juillet 2009.

Bush, George W.. « Transcript of President Bush's press conference ». *San Francisco Chronicle*, Washington, 13 avril 2004. En ligne. <http://www.sfgate.com/cgi-bin/article.cgi?f=/gate/archive/2004/04/13/bush13.DTL>. Page consultée le 20 juillet 2009.

Bush, George W.. « Speech by President George Bush to mark the 20th anniversary of the National Endowment for Democracy, in Washington on 6 November 2003 ». *Al-bab.com*, 6 novembre 2003. En ligne. <http://www.al-bab.com/arab/docs/reform/bush2003.htm>. Page consultée le 20 juillet 2009.

Chirac, Jacques. « Point de presse conjoint de M. Jacques CHIRAC, Président de la République, et de M. George BUSH, Président des États Unis ». Discours prononcé au *Palais de l'Élysée*. Paris, 5 juin 2004. En ligne. http://www.elysee.fr/elysee/elysee/fr/francais_archives/interventions/conferences_et_points_de_presse/2004/juin/point_de_presse_conjoint_du_president_de_la_republique_et_du_president_des_etats_unis.906.html. Page consultée le 20 juillet 2009.

Christopher, Warren. « Fighting Terrorism: Challenges for the Peacemakers ». Discours prononcé au *Soref Symposium of the Washington Institut for Near East Policy*. Washington, 1996. En ligne. <http://www.washingtoninstitute.org/templateC07.php?CID=69>. Page consultée le 23 juillet 2009.

Rice, Condoleezza. « Newsmaker: Condoleezza Rice ». *NewsHour with Jim Lehrer (PBS)*, New York, 4 mars 2005. En ligne. http://www.pbs.org/newshour/bb/politics/jan-june05/rice_3-4.html. Page consultée le 20 juillet 2009.

Rodman, Peter W.. « U.S. Policy and Syria: Who's Converting Whom? ». Discours prononcé devant le *Subcommittee on the Middle East and South Asia of the House Committee on Foreign Affairs*, Washington, 24 avril 2008. En ligne. http://www.brookings.edu/testimony/2008/0424_syria_rodman.aspx. Page consultée le 26 juillet 2009. Page consultée le 20 juillet 2009.

4. Sites Internet

Archives of Jacques Chirac's Presidency 1995-2007. « French-Saudi Communiqué ». En ligne. http://www.elysee.fr/elysee/elysee.fr/anglais_archives/speeches_and_documents/2005/french-saudi_communique.29360.html. Document consulté le 20 juillet 2009.

Al-bab. « The Arab Convention for the Suppression of Terrorism, adopted by the Council of Arab Ministers of the Interior and the Council of Arab Ministers of Justice. Cairo, April 1998 ». *Al-Bab.com*. En ligne. http://www.aidh.org/Biblio/Txt_Arabe/inst_l_conv98.htm. Page consultée le 3 juillet 2009.

Embassy of the Syrian Republic in Australia and New Zealand. « Mr. Farouk Al Shara's Letter to SC ». Bruxelles, 22 juin 2005. En ligne. http://www.syrianembassy.org.au/syr/english/index.php?page=show_det&category_id=54&id=28. Page consultée le 20 juillet 2009.

Jewish Virtual Library. « Senate Passes Syria Accountability Act ». 11 novembre 2003. En ligne. <http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsourc/US-Israel/hr1828b.html>. Page consultée le 20 juillet 2009.

Jewish Virtual Library. « Statement By President Bush On Passage of Syria Accountability Act ». 12 décembre 2003. En ligne. <http://www.jewishvirtuallibrary.org/jsourc/US-Israel/bushonsyria.html>. Page consultée le 20 juillet 2009.

Ministère des Affaires étrangères (Israël). *Main Events on the Israel-Lebanese Border since the IDF Withdrawal – 10-Aug-2003*. En ligne. http://www.mfa.gov.il/MFA/MFAArchive/2000_2009/2003/8/Main%20Events%20on%20the%20Israel-Lebanese%20Border%20since%20th. Page consultée le 5 juillet 2009.

Landis, Joshua. *SyriaComment*. En ligne. <http://joshualandis.com/blog/>. Page consultée le 11 octobre 2008.

Landis, Joshua. « Who Killed Hariri? The “Pushed Against the Wall” Thesis as elaborated by Nasrallah and Asad ». *SyriaComment*. En ligne. <http://faculty-staff.ou.edu/L/Joshua.M.Landis-1/syriablog/2006/01/who-killed-hariri-pushed-against-wall.htm>. Page consultée le 20 juillet 2009.

Landis, Joshua. « Jihad El Khazen of Al-Hayat: From and About Syria ». *SyriaComment*. En ligne. http://faculty-staff.ou.edu/L/Joshua.M.Landis-1/syriablog/archives/2005_10_01_faculty-staff_archive.htm. Page consultée le 20 juillet 2009.

Landis, Joshua. « Lahoud's Term Prolonged ». *SyriaComment*. En ligne. <http://faculty-staff.ou.edu/L/Joshua.M.Landis-1/syriablog/2004/08/lahouds-term-prolonged.htm>. Page consultée le 20 juillet 2009.

Organisation des Nations Unies. « A Performance-Based Roadmap to a Permanent Two-State Solution to the Israeli-Palestinian Conflict ». 24 juin 2003. En ligne. <http://www.un.org/media/main/roadmap122002.pdf>. Document consulté le 20 juillet 2009.

Organisation des Nations Unies. « CS Res.1373 ». 28 septembre 2001. En ligne. <http://www.un.org/french/docs/sc/2001/res1373f.pdf>. Document consulté le 3 juillet 2009.

Organisation des Nations Unies. « Liban : Le Conseil de sécurité favorable à la mise en oeuvre d'un processus électoral libre et régulier en dehors de toute influence étrangère ». *Communiqué de presse*, 2 septembre 2004. En ligne. <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2004/CS8181.doc.htm>. Document consulté le 20 juillet 2009.

Organisation des Nations Unies. « Press Release SC/8372 : Syria's Withdrawal from Lebanon 'Historic Day' for Middle East, Special Envoy Terje Roed-Larsen Tells Security Council ». 29 avril 2005. En ligne. <http://www.un.org/media/main/roadmap122002.pdf>. Document consulté le 20 juillet 2009.

Organisation des Nations Unies. « Report of the United Nations Mission to Verify the Full and Complete Withdrawal of Syrian Forces from Lebanon pursuant to Security Council Resolution 1559 (2004) – 26 April to 13 May 2005 ». 23 mai 2005. En ligne. <http://www.cggl.org/publicdocs/UN%20report%20on%20Syrian%20withdrawal.pdf>. Document consulté le 20 juillet 2009.

Rabil, Robert G. *Syria, the United States, and the War on Terror in the Middle East*. En ligne. http://www.greenwood.com/psi/book_detail.aspx?sku=C9015. Page consultée le 7 septembre 2008.

United States Congress. « Public Law 108-175—DEC. 12, 200: Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act of 2003 ». En ligne. <http://www.coherentbabble.com/PublicLaws/HR1828PL108-175.pdf>. Document consulté le 9 juillet 2009.

United States Department of Defense. Office of Joint Chiefs of Staff. « Joint Publication 1-02: Department of Defense Dictionary of Military and Associated Terms ». Washington, DC: United States Department of Defense, 12 April 2001 – As amended through 17 March 2009. 602 pages. En ligne. http://www.dtic.mil/doctrine/jel/new_pubs/jpl_02.pdf. Document consulté le 3 juillet 2009.

United States Department of State. Office of the Coordinator for Counterterrorism. « Patterns of Global Terrorism 2002: US Department of State Publication 11038 ». Washington, DC: State Department, April 2003. 167 pages. En ligne. <http://www.state.gov/documents/organization/20177.pdf>. Document consulté le 3 juillet 2009.

U.S. Military Deaths By Year/Month. « Iraq Coalition Casualty Count ». *icasualties.org*. En ligne. <http://icasualties.org/Iraq/Index.aspx>. Page consultée le 20 juillet 2009.

5. Articles de journaux

Al-Anbaa. « Al-Assad Interview with the Kuwaiti Al-Anbaa ». *Arabicnews.com*, 26 mai 2003. En ligne. <http://www.arabicnews.com/ansub/Daily/Day/030526/2003052616.html>. Page consultée le 20 juillet 2009.

Agence France Presse. « US pessimistic about full Syrian troop pullback from Lebanon ». 13 mars 2003.

Bennet, James. « Mideast flare-up: Mideast Conflict; Israelis Strikes Arafat' Bases; Accuse Him of a 'War on Terror' ». *New York Times* (New York), 4 décembre 2001, page A-1. En ligne. <http://www.nytimes.com/2001/12/04/world/mideast-flare-up-mideast-conflict-israelis-strike-arafat-s-bases-accuse-him-war.html>. Page consultée le 5 juillet 2009.

Brown, Michael. « Shock and awe ». *Middle East International* (Washington), no 697, 4 avril 2003, p. 8-11.

Cornwell, Rupert. « Every Syrian soldier must leave Lebanon, Bush instructs Assad ». *The Independent* (Washington), 5 mars 2005. En ligne. <http://www.independent.co.uk/news/world/americas/every-syrian-soldier-must-leave-lebanon-bush-instructs-assad-527279.html>. Page consultée le 20 juillet 2009.

Fattah, Hassan M.. « Saudi Join Call for Syrian Force to Quit Lebanon ». *New York Times*, 4 mars 2005. En ligne, <http://query.nytimes.com/gst/fullpage.html?res=9401E3D8103DF937A35750C0A9639C8B63&sec=&spon=&pagewanted=all>. Page consultée le 20 juillet 2009.

Finn, Peter. « Syria Interrogating Al Qaeda Recruiter, Sept. 11 Plot Details Shared With U.S. ». *Washington Post* (Washington), 19 juin 2002, page A01.

Haeri, Safa. « Iran pulls Syria's strings over Lebanon ». *AsiaTimes.com*, 8 mars 2005. En ligne. http://www.atimes.com/atimes/Middle_East/GC08Ak02.html. Page consultée le 20 juillet 2009.

Hersh, Seymour M.. « The Syrian Bet: Did the Bush Administration burn a useful source on Al-Qaeda? ». *The New Yorker* (New York), 28 juillet 2003. En ligne. http://www.newyorker.com/archive/2003/07/28/030728fa_fact?currentPage=all. Page consultée le 4 juillet 2009.

Jarrah, Najm. « Reluctant recruits ». *Middle East International* (London), 28 septembre 2001, no 659, p. 13-14.

Jansen, Michael. « Hizbullah & Damascus ». *Middle East International* (Nicosia), no 662, 9 novembre 2001, p. 17-18.

Jansen, Michael. « Washington vs. Hizbullah ». *Middle East International* (Nicosia), no 679, 12 juillet 2002, p. 18-19.

Jansen, Michael. « Hizbullah and the south ». *Middle East International* (Nicosia), no 666, 11 janvier 2002, p. 19-20.

Jordan Times. « Syria urges US to include it and Lebanon in Middle East roadmap ». *Al-Jazeera.info*, 28 Mai 2003. En ligne. <http://www.aljazeera.info/News%20archives/2003%20News%20archives/May%202003%20News/28%20n/Syria%20urges%20US%20to%20include%20it%20and%20Lebanon%20in%20Middle%20East%20roadmap.htm>. Page consultée le 20 juillet. 2009.

Kamal, Sana. « Facing the inevitable? ». *Middle East International* (Amman), no 683, 13 septembre 2002, p. 9-10.

Nafaa, Hassan. « The struggle for Syria ». *Al-Ahram Weekly Online* (Le Caire), 1-8 mai 2008, no 895. En ligne. <http://weekly.ahram.org.eg/2008/895/op3.htm>. Page consultée le 4 Septembre 2008.

Nir, Ori. « State Department Ratchets Up Pressure on Syria To Halt Support of Terror Groups ». *The Jewish Daily: Forward*, 23 mai 2003. En ligne. <http://www.forward.com/articles/8868/>. Page consultée le 20 juillet 2009.

Press Services and Documentation Bureau. « Syria and Iran ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 100, no 1165, 22 septembre 2001, p. 4.

Press Services and Documentation Bureau. « U.S. Offers Barter Deal to Encourage Arabs ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 100, no 1165, 22 septembre 2001, p. 10-11.

Press Services and Documentation Bureau. « Syrian Reservations ». In *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 100, no 1166, 29 septembre 2001, p. 5.

Press Services and Documentation Bureau. « Is Lebanon Really Off the Hook? ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 100, no 1166, 29 septembre 2001, p. 7-8.

Press Services and Documentation Bureau. « U.S. says Sharon's remarks "unacceptable" ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 101, no 1167, 6 octobre 2001, p. 2.

Press Services and Documentation Bureau. « Syria Said Puzzled by Contradictory U.S. Statements ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 101, no 1168, 13 octobre 2001, p. 3.

Press Services and Documentation Bureau. « Arafat and US Are in a Dilemma after the Killing of Israeli Minister ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 101, no 1169, 20 octobre 2001, p. 2.

Press Services and Documentation Bureau. « Sharon Adviser Says U.S.-Israeli Dispute Is Over ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 101, no 1170, 27 octobre 2001, p. 3.

Press Services and Documentation Bureau. « Assad Strikes a "Live-and-Let-Live" Equilibrium with Bush ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 101, no 1171, 3 novembre 2001, p. 7-9.

Press Services and Documentation Bureau. « Syria: November 19 ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 101, no 1174, 24 novembre 2001, p. 22.

Press Services and Documentation Bureau. « Lebanon: December 3 ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 101, no 1176, 8 décembre 2001, p. 18.

Press Services and Documentation Bureau. « Pressure Escalates and the Issue is Hizbullah ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 101, no 1177, 15 décembre 2001, p. 7-8.

Press Services and Documentation Bureau. « U.S. Is Too Biased to Broker Peace, State Newspaper Reports ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 102, no 1179, 5 janvier 2002, p. 4.

Press Services and Documentation Bureau. « Syria Equates Israeli Action with Sept. 11 Attacks ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 102, no 1181, 19 janvier 2002, p. 4.

Press Services and Documentation Bureau, « Lebanon: February 1 », *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 102, no 1183, 2 février 2002, p. 20.

Press Services and Documentation Bureau. « Syria, U.S. Agree to Fight Terror, But What Kind? ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 102, no 1186, 21/23 février 2002, p. 13-14.

Press Services and Documentation Bureau. « Syria: April 2 ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 102, no 1192, 6 avril 2002, p. 20.

Press Services and Documentation Bureau. « U.S.-Syrian Dialogue ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 103, no 1199, 25 mai 2002, p. 2-3.

Press Services and Documentation Bureau. « Syria Reportedly Supplying Hizbullah with Fresh Katyusha Shipments ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 103, no 1200, 1er juin 2002, p. 3.

Press Services and Documentation Bureau. « Contradiction or Confusion ? ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 103, no 1201, 8 juin 2002, p. 12-13.

Press Services and Documentation Bureau. « Who Is Right and Who Is Wrong ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 103, no 1203, 22 juin 2002, p. 3.

Press Services and Documentation Bureau. « Zammar's Interrogation ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 103, no 1203, 22 juin 2002, p. 2-3.

Press Services and Documentation Bureau. « Khaddam: U.S. Is Mistaken To Think We Will Give Up Our Interests for Them ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 104, no 1208, 27 juillet 2002, p. 4.

Press Services and Documentation Bureau. « Iraq and Sept 11 ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 104, no 1209, 3 août 2002, p. 5.

Press Services and Documentation Bureau. « Conflicting Signals about Syrian-US Relations ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 104, no 1209, 3 août 2002, p. 13-14.

Press Services and Documentation Bureau. « Khaddam: Syria Is Unpunishable; Iraq Is Indivisible ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 104, no 1215, 14 septembre 2002, p. 14.

Press Services and Documentation Bureau. « Syria Says Bush Focus on Iraq Ignores Arab-Israeli Conflict ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 104, no 1215, 14 septembre 2002, p. 6.

Press Services and Documentation Bureau. « Syria: Tel Aviv Bomb Puts Focus On Palestinian Issue ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 104, no 1216, 21 septembre 2002, p. 1.

Press Services and Documentation Bureau. « Dim Prospects for Syria Accountability Act ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 104, no 1216, 21 septembre 2002, p. 13-14.

Press Services and Documentation Bureau. « Syria Takes Pains to Justify Its Endorsement, Cites Guarantees ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 104, no 1223, 9 novembre 2002, p. 2.

Press Services and Documentation Bureau. « Syria Explains Change of Heart at U.N. ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 104, no 1224, 16 novembre 2002, p. 12.

Press Services and Documentation Bureau. « Experts Explains U.S. Policy on M.E. Issues ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 104, no 1225, 23 novembre 2002, p. 11-12.

Press Services and Documentation Bureau. « Assad Warns Against U.S.-Iraq War On Eve Of Landmark UK Visit ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 104, no 1228, 14 décembre 2002, p. 1.

Press Services and Documentation Bureau. « Syria Argues Against Attack on Iraq, Says Israel Equally to Blame ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 106, no 1236, 15 février 2003, p. 4.

Press Services and Documentation Bureau. « Syria Wants Ban on Arab Help for Attack on Iraq ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 106, no 1237, 22 février 2003, p. 3.

Press Services and Documentation Bureau. « Hopes in Collective Arab Action Dimmed ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 106, no 1237, 22 février 2003, p. 7-8.

Press Services and Documentation Bureau. « Reasons for Syria's Staunch Defense of Iraq ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 106, no 1238, 1er mars 2003, p. 11-12.

Press Services and Documentation Bureau. « Iraq: February 24 ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 106, no 1238, 1er mars 2003, p. 17.

Press Services and Documentation Bureau. « Arab Discord Seen as "Green Light" for War ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 106, no 1239, 8 mars 2003, p. 9-12.

Press Services and Documentation Bureau. « "Our Objective Is a Lebanon Without Syrian Occupation" --Powell ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 106, no 1240, 15 mars 2003, p. 5A-6.

Press Services and Documentation Bureau. « U.S. Serves Warnings to Syria, Iran: Don't Get involved in Iraq War ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 106, no 1242, 29 mars 2003, p. 2.

Press Services and Documentation Bureau. « Rumsfeld Accuses Syria of Sending Arms to Iraq ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 106, no 1242, 29 mars 2003, p. 2-3.

Press Services and Documentation Bureau. « Iraq-War: March 28 ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 106, no 1242, 29 mars 2003, p. 21.

Press Services and Documentation Bureau. « The Shiites Will Rise Up When the Time Comes ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 107, no 1243, 5 avril 2003, p. 7-9.

Press Services and Documentation Bureau. « Bush Urges Syria to Turn over Saddam's Men, Not to Shelter Them ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 107, no 1244, 12 avril 2003, p. 2.

Press Services and Documentation Bureau. « Powell in Syria for Tough Talks; Syria Rejects Demands, Favors Dialogue ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 107, no 1247, 3 mai 2003, p. 2.

Press Services and Documentation Bureau. « Powell's Demands to Lebanon and Syria ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 107, no 1247, 3 mai 2003, p. 7-9.

Press Services and Documentation Bureau. « Syria Juggles Regional Interests, Powell's Demands ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 107, no 1248, 10 mai 2003, p. 9-10.

Press Services and Documentation Bureau. « In Tehran Declaration, Islamic Nations Back Resistance against Occupation ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 107, no 1251, 31 mai 2003, p. 3.

Press Services and Documentation Bureau. « Pragmatism Guides Syria in Dealing with U.S. Demands ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 107, no 1251, 31 mai 2003, p. 7-9.

Press Services and Documentation Bureau. « U.S. Plea ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 107, no 1253, 14 juin 2003, p. 2-3.

Press Services and Documentation Bureau. « Powell Says Syrian Measures Are Insufficient ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 107, no 1254, 21 juin 2003, p. 2.

Press Services and Documentation Bureau. « Pressure to Increase ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 107, no 1254, 21 juin 2003, p. 2-3.

Press Services and Documentation Bureau. « Syria: U.S. Forces in Iraq a Peril to Arab Security ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 108, no 1261, 9 août 2003, p. 1.

Press Services and Documentation Bureau. « Syria: September 17 ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 108, no 1267, 20 septembre 2003, p. 21.

Press Services and Documentation Bureau. « Syrian Way to Strengthen Bonds with Iraq ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 108, no 1268, 27 septembre 2003, p. 12-13.

Press Services and Documentation Bureau. « Pressure on Syria Mounts but Dialogue Goes On ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 108, no 1271, 18 octobre 2003, p. 9.

Press Services and Documentation Bureau. « U.S.: Syria Behavior Not Enough ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 109, no 1274, 8 novembre 2003, p. 1.

Press Services and Documentation Bureau. « U.S. Conditions to Improve Ties with Syria ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 109, no 1275, 15 novembre 2003, p. 12.

Press Services and Documentation Bureau. « U.S. Congress Sends Bush Syria Accountability and Sanctions Bill ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 109, no 1276, 22 novembre 2003, p. 2.

Press Services and Documentation Bureau. « No Enthusiasm for Bush's Democracy Drive ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 109, no 1276, 22 novembre 2003, p. 11-12.

Press Services and Documentation Bureau. « Bush Signs Law Authorizing Syria Sanctions ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 109, no 1279, 13 décembre 2003, p. 1.

Press Services and Documentation Bureau. « Satterfield on Syria ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 114, no 1335, 29 janvier 2004, p. 3.

Press Services and Documentation Bureau. « U.S. Democracy Initiative Meets with Arab Skepticism ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 110, no 1288, 21 février 2004, p. 9-10.

Press Services and Documentation Bureau. « Syria takes Steps ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 110, no 1290, 6 mars 2004, p. 2-3.

Press Services and Documentation Bureau. « U.S. Hopes Lebanon Will Elect President without Foreign Interference ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 110, no 1291, 13 mars 2004, p. 3.

Press Services and Documentation Bureau. « Syria Offers Dialogue, But U.S. Won't Listen ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 110, no 1291, 13 mars 2004, p. 13-14.

Press Services and Documentation Bureau. « Syria-U.S. Ties ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 111, no 1299, 8 mai 2004, p. 4.

Press Services and Documentation Bureau. « Syria-Iraq Thaw Despite U.S. Occupation ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 112, no 1311, 31 juillet 2004, p. 7-9.

Press Services and Documentation Bureau. « Why Did Syria Do It? The Fear of Bush's Re-election ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 112, no 1317, 11 septembre 2004, p. 9-10.

Press Services and Documentation Bureau. « Syria, U.S. Initiate Dialogue to Solve Pending Issues ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 112, no 1318, 18 septembre 2004, p. 7-8.

Press Services and Documentation Bureau. « Syria's Assad: Resolution 1559 May Erupt the Whole Region ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 113, no 1322, 16 octobre 2004, p. 7-9.

Press Services and Documentation Bureau. « Trade-off: Security for Syrian Military Presence ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 114, no 1323, 23 octobre 2004, p. 8.

Press Services and Documentation Bureau. « U.S. Conditions to improve Ties with Syria ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 109, no 1275, 15 novembre 2004, p. 12.

Press Services and Documentation Bureau. « Syrian Policy in Lebanon ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 114, no 1335, 29 janvier 2005, p. 3.

Press Services and Documentation Bureau. « Why Now and Not 13 Years Ago ». *The Middle East Reporter* (Beyrouth), vol. 114, no 1341, 12 mars 2005, p. 9-10.

Quilty, Jim. « Border tensions ». *Middle East International* (Beyrouth), no 707, 22 août 2003, p. 17-18.

Schmemmann, Serge. « Syria is likely to join U.N. Security Council ». *New York Times* (New York), 7 octobre 2001, page 1A. En ligne. <http://www.nytimes.com/2001/10/07/world/syria-is-likely-to-join-un-security-council.html>. Page consultée le 5 juillet 2009.

Stack, Megan K. et Rania Abouzeid. « U.S. Recalls Ambassador to Syria as Suspicions Over Bombing Grow ». *Los Angeles Times* (Damas), 16 février 2005. En ligne. <http://articles.latimes.com/2005/feb/16/world/fg-syria16>. Page consultée le 20 juillet 2009.

United Press International. « Syria Gains Seat on U.N. Security Council ». *NewsMax.com Wires*, 8 octobre 2001. En ligne. <http://archive.newsmax.com/archives/articles/2001/10/8/171059.shtml>. Page consultée le 5 juillet 2009.

Wieland, Carsten. « Syria's quagmire, al-Assad's tunnel ». *OpenDemocracy.net*, 9 novembre 2006. En ligne. <http://www.opendemocracy.net/node/4081/pdf>. Page consultée le 7 septembre 2009.

Zawya Agency. « Syrian Journalist Advises: Don't Misread U.S. Actions ». 15 février 2005. En ligne. <https://www.zawya.com/story.cfm/sidMER05032005104938665/Syrian%20Journalist%20Advises:%20Don%27t%20Misread%20U.S.%20Actions>. Page consultée le 20 juillet 2009.

6. Monographie

Abric, Jean-Claude. 1994. *Pratiques sociales et représentations*. Paris, Presses Universitaires de France, 251 pages.

Capoccia, Giovanni. 2005. *Defending democracy: reactions to extremism in interwar Europe*. Baltimore, Johns Hopkins University Press, 335 pages.

Lesch, David W.. 2005. *The New Lion of Damascus: Bashar al-Asad and Modern Syria*. London, Yale University Press, 320 pages.

Leverett, Flynt. 2005. *Inheriting Syria: Bashar's Trial by Fire*. New York, Brookings Institution Press, 286 pages.

Moscovici, Serge. 1984. *Psychologie sociale*. Paris, Coll. Quadrige Manuels, Presses Universitaires de France, 640 pages.

Royer-Rastoll, Philippe et Didier Martin. 1991. *Représentations sociales et pratiques quotidiennes*. Paris, Édition l'Hamattan, 216 pages.

Rubin, Barry. 2007. *The Truth about Syria*. Houndmills, Palgrave Macmillan, 304 pages.

Rutherford, Bruce K.. 2008. *Egypt after Mubarak: Liberalism, Islam, and Democracy in the Arab World*, Princeton University Press, 304 pages.

Thompson, William R.. 1999. *Great Power Rivalry*, Columbia. University of South Carolina Press, 414 pages.

Thompson, William R.. 2001. *Evolutionary interpretations of world politics*. Florence, Routledge, 352 pages.

Seale, Patrick. 1987. *The Struggle for Syria: A study in Post-War Arab Politics, 1945-1958*. London, Yale University Press, 384 pages.

Zisser, Eyal. 2006. *Commanding Syria: Bashar al-Asad and the First Years in Power*. London, I. B. Tauris, 300 pages.

7. Thèses et mémoires

Noe, Nicholas. « The Relationship Between Hizbullah & the United States: In Light of the Current Situation in the Middle East ». MPhil Thesis, Cambridge, Université de Cambridge, 90 pages. En ligne. <http://mideastwire.com/downloads/ThesisNicholasNoe.pdf>. Document consulté le 20 juillet 2009.